

# Pourquoi nous avons besoin des dépenses publiques

par

David Hall, PSIRU, Université de Greenwich  
[d.j.hall@gre.ac.uk](mailto:d.j.hall@gre.ac.uk)



UNIVERSITY  
of  
GREENWICH



Public Services International  
Internationale des Services Publics  
Internacional de Servicios Públicos  
Internationale der Öffentlichen Dienste  
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster  
國際公務勞連

PSIRU, Business School, University of Greenwich, Park Row, London SE10 9LS, UK

Site Internet: [www.psiru.org](http://www.psiru.org) Email: [psiru@psiru.org](mailto:psiru@psiru.org) Tel. +44 (0)208-331-9933

Chercheurs: Prof. Stephen Thomas, David Hall (Directeur), Jane Lethbridge, Emanuele Lobina,  
Vladimir Popov, Violeta Corral, Sandra van Niekerk

Octobre 2010

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>5</b>
<b>SYNTHESE</b>	<b>7</b>
<b>0. Introduction</b>	<b>9</b>
<b>Section I : Avantages économiques des dépenses publiques</b>	<b>10</b>
<b>1. Lien à long terme entre l'augmentation des finances publiques et la croissance économique</b>	<b>10</b>
Graphique A. Dépenses publiques en % du PIB, 1870–1996	10
Tableau 1. Dépenses publiques en % du PIB par pays, 1870–1995	11
Graphique B. Dépenses publiques en % du PIB, Etats-Unis, 1903–2010	11
Graphique C. Dépenses publiques en % du PIB depuis 1970 dans des pays de l'OCDE sélectionnés	13
Tableau 2. Dépenses publiques totales générales en % du PIB dans l'UE et d'autres pays	13
Graphique D. Dépenses publiques, croissance économique et démocratie	14
<b>2. Réagir à la crise économique</b>	<b>15</b>
2.1. Sauver les banques	15
Encadré A. « Nationaliser pour sauver l'économie de marché »	15
Tableau 3. Coût de l'aide apportée par les gouvernements au secteur financier	16
Encadré B. Renflouement des banques : plus cher que toutes les privatisations du monde	17
Graphique E. Inversion de la tendance	17
2.2. Sauver le capitalisme : mesures de relance économique	17
Tableau 4. Mesures de relance de l'économie en % du PIB en 2009	18
Tableau 5. Abattements fiscaux inefficaces: l'argent est épargné au lieu d'être dépensé	19
Tableau 6. Dépenses publiques en % du PIB en Afrique pour 2008–2011	20
Encadré C. Inde : recourir aux dépenses publiques pour favoriser la croissance	20
2.3. Sauver le FMI	20
Tableau 7. Coût de l'aide apportée au FMI	21
<b>3. Infrastructures</b>	<b>22</b>
Graphique F. Variations dans la croissance en fonction du développement des infrastructures	22
Tableau 8. Financement du raccordement à l'électricité, à l'eau et à l'assainissement, Brésil 2007–2011	23
Graphique G. Dépenses d'investissement dans les infrastructures aux USA en 2007 (en milliards de dollars)	24
<b>4. Dépenses publiques et emploi</b>	<b>25</b>
Tableau 9. Emplois financés par les dépenses publiques et les services publics au niveau mondial (en % de tous les employés)	25
4.1. Emplois directs et indirects	26
Graphique H. Emploi dans les services d'intérêt général en % de la main-d'œuvre totale en 2005	27
4.2. Clauses de « salaire équitable » et marchés publics socialement responsables : histoire et contexte internationaux	28
Encadré D. Autorité du Grand Londres : politique responsable en matière de marchés publics	29
4.3. Subventions pour l'emploi et programmes de garantie de l'emploi	29
Encadré E. Inde : programme national pour la garantie de l'emploi rural	30

<b>5. Soutien général à l'industrie</b>	<b>31</b>
Tableau 10. Liens économiques entre les dépenses publiques et les secteurs de l'économie	31
Encadré F. General Motors et les finances publiques	32
<b>Section II : Fonctions sociales et environnementales des dépenses publiques</b>	<b>33</b>
<b>6. Dépenses publiques et égalité</b>	<b>33</b>
6.1. Services publics et égalité	33
Graphique I. Les problèmes sociaux et de santé augmentent quand il y a moins d'égalité	33
Tableau 11. Redistribution des revenus générés par les impôts, les prestations et les services publics; Royaume-Uni, 2008/2009	34
6.2. Infrastructures et égalité	35
Graphique J. Amélioration de l'égalité due au développement des infrastructures, années 1990–2000, par région	35
6.3. Prestations sociales et égalité	36
Graphique K : Brésil: les revenus des ménages pauvres augmentent plus rapidement 2001–2007	36
Graphique L. Proportion des retraites dans les revenus des travailleurs (programmes publics et privés)	37
<b>7. Efficacité des services publics</b>	<b>38</b>
7.1. Performance et efficacité des systèmes publics de santé	38
Graphique M. Dépenses de santé par habitant et PIB par habitant, pays de l'OCDE, 2007	38
Graphique N. Dépenses de santé (publiques et privées) par habitant, en dollars US, 2007, OCDE	39
Tableau 12. Mortalité infantile en nombre de décès pour 1000 naissances vivantes, 2006, OCDE	40
7.2. Le logement et la crise	40
7.3. Environnement : rôle des finances publiques pour faire face au changement climatique	42
Encadré G. Energies renouvelables	43
Graphique O. Pays ayant des systèmes électriques à faible intensité de carbone	43
<b>Section III : Financer les dépenses publiques : les impôts</b>	<b>44</b>
<b>8. Impôts abordables : fixer le niveau d'imposition approprié</b>	<b>44</b>
Graphique P. Les recettes fiscales en % du PIB augmentent parallèlement à la hausse du PIB	45
Tableau 13. Recettes fiscales en % du PIB dans les pays de l'OCDE, 1975–2008	45
Tableau 14. Recettes publiques dans les pays à faible revenu en % du PIB, 1990–2006	45
<b>9. Equité : la pression fiscale</b>	<b>45</b>
9.1. Sources des recettes de l'Etat : impôts, assurances, charges et autres	45
Tableau 15. Sources de recettes publiques	46
Tableau 16. Recettes fiscales (hors assurance sociale) par type d'impôt et par catégorie de revenus du pays	46
Encadré H. Niveau d'imposition du Ghana	47
9.2. Taxe foncière et taxe sur le foncier non-bâti	47
Tableau 17. Taxes foncières en % du PIB	48
9.3. Impôt sur les sociétés	48
Graphique Q. Recettes fiscales issues de l'impôt sur le revenu des sociétés (en % du PIB) dans les pays de l'OCDE, 1985–2008	48
Graphique R. Part des salaires et des bénéficiaires en % du PIB, UE/USA/Japon, de 1960 à 2008	49
Graphique S. Bénéficiaires des entreprises après impôts aux Etats-Unis, 1990–2010	49
Encadré I. La taxe Tobin, la « taxe Robin des Bois »	51
9.4. Services publics de distribution et collectivités locales	52
Tableau 18. Pourcentage des recettes municipales provenant de diverses sources, 2002	53
Tableau 19. Sources de financement des collectivités locales : Afrique du Sud et Botswana	53

9.5.	Politiques de recouvrement des impôts	54
	Encadré J. Prélèvement des impôts municipaux au Brésil et au Botswana	55
<b>Section IV : Financement des dépenses publiques : l'emprunt et la dette</b>		<b>56</b>
<b>10.</b>	<b>Dette et déficit publics</b>	<b>56</b>
	Graphique T. Décomposition de l'augmentation de la dette publique 2007–2014	56
	Graphique U. Dette et déficit des pays de l'UE en % du PIB, février 2010	58
	Graphique V. Tendances de la dette publique en % du PIB, pays du G7, 1950–2015	58
<b>11.</b>	<b>Finances provenant du secteur privé</b>	<b>59</b>
11.1.	Vente des entreprises d'Etat et des entreprises municipales	59
11.2.	Comptabilité créative et partenariats public-privé	59
	Graphique W. Coût relatif du capital (Royaume-Uni)	62
	Graphique X. Dépenses liées aux programmes d'initiative de financement privé dans le service national de santé britannique (NHS) en millions de livres	62
	Encadré K. Affaire Metronet : leçons à tirer d'un échec	63
11.3.	Comptabilité créative et contre-imposition	64
<b>Section V : Conclusion : politique des dépenses publiques</b>		<b>65</b>
	Tableau 20. Effets de la crise sur les dépenses publiques et objectifs du FMI pour réduire les dépenses	65
	Encadré L. Vieillesse de la population : pas de réduction des dépenses ?	66
<b>12.</b>	<b>Bibliographie</b>	<b>69</b>
<b>13.</b>	<b>Notes</b>	<b>77</b>

## AVANT-PROPOS

Notre fédération syndicale internationale, l'Internationale des services publics, a chargé le Bureau indépendant de recherche internationale sur les services publics (PSIRU), à l'Université de Greenwich, de réaliser ce rapport afin d'aider nos syndicats à combattre cette idéologie fatale pour la société qui consiste à encourager la réduction des services publics et la privatisation de services essentiels tels que la santé.

Il est recommandé aux syndicats d'utiliser cette publication comme un instrument, parmi d'autres, pour lutter contre la destruction des emplois qui s'opère à tous les niveaux des services publics pendant cette période de reprise succédant à la récession mondiale.

L'analyse présentée ici rappelle que les investissements publics dans les services publics et les prestations sociales sont indispensables pour le développement économique et social, et qu'ils se révèlent plus efficaces que de laisser l'économie de marché fournir ce type de services. Cette étude met l'accent sur l'efficacité économique de l'impôt pour financer les dépenses publiques utilisées dans les infrastructures et les services, qui permettront à leur tour de soutenir tout le reste de l'activité économique. Elle démontre en outre qu'il est possible d'augmenter le niveau d'imposition et que les entreprises, en particulier, paient trop peu d'impôts.

Cette publication ne cherche pas à plaider en faveur des intérêts spécifiques des employés du service public. Les dépenses publiques financent la moitié de tous les emplois de la planète. Par ailleurs, les services publics de qualité sont incontournables pour bâtir des sociétés démocratiques et durables.

Partout dans le monde, les mesures de relance massives de 2009 ont augmenté l'emprunt public pour sauver l'économie mondiale, mise à mal par les excès des banques privées – résultant de la gestion, de la déréglementation et de la libéralisation chères au secteur financier – et non par des dépenses et des emprunts publics excessifs.

Dans les pays du Nord, c'est l'association de la spéculation des marchés et des conditions régressives imposées par le Fonds monétaire international (FMI) qui ont contraint des pays tels que la Lettonie et la Grèce à entreprendre des réductions radicales qui nuisent à l'ensemble de l'économie et aux services publics. Dans certains pays, comme le Royaume-Uni et le Canada, les gouvernements réduisent les déficits en diminuant les dépenses consacrées aux services publics et aux prestations sociales, alors que le niveau de chômage reste élevé et qu'il n'y ait aucune perspective de reprise alimentée par le secteur privé.

Dans les pays du Sud, la Banque mondiale et le FMI continuent de décourager les dépenses publiques dans les infrastructures essentielles d'eau et d'énergie, et promeuvent encore la privatisation de ces secteurs alors que l'on sait pertinemment qu'il s'agit d'une mauvaise stratégie.

Partout, nous assistons à une attaque persistante de la santé publique et des retraites du secteur public, à l'instigation du FMI essentiellement, mais aussi de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de la Commission européenne. Le nombre croissant de personnes âgées dans les pays du Nord sert de prétexte pour diminuer les dépenses publiques consacrées aux prestations sociales et les remplacer par des systèmes de soins privés et des retraites privées, moins efficaces.

.../...

Les syndicats doivent mobiliser leurs membres et les inciter à former des coalitions avec les organisations de la société civile, ou à renforcer les coalitions existantes, et à élaborer des campagnes de sensibilisation afin de battre en brèche le propos selon lequel « il n'y a pas d'alternative ». L'alternative économique existe bel et bien, et elle repose sur une imposition juste, un financement approprié des services publics essentiels, une augmentation des créations d'emplois et une amélioration des conditions de travail à tous les niveaux. Le progrès économique et social doit être associé à des politiques publiques adaptées, qui garantissent à tout le monde la possibilité de vivre dignement, et pas uniquement à une minuscule élite qui s'octroie une part toujours plus importante de la richesse mondiale.

### **Internationale des Services Publics**

45 avenue Voltaire

BP 9

01211 Ferney-Voltaire Cedex

France

Tel: +33 450 40 64 64

Fax: +33 450 40 73 20

[psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)

[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

## Synthèse

- La hausse régulière des dépenses publiques au cours des 150 dernières années, dans tous les pays, met en valeur le lien solide qui existe entre les dépenses publiques et le développement économique et social. Ces dépenses atteignent aujourd'hui le niveau historique de 40% du produit intérieur brut (PIB) dans les pays de l'OCDE, et sont en augmentation dans les pays en développement.
- Les dépenses publiques représentent un facteur essentiel de la croissance et du développement économiques. Elles sont indispensables pour financer les infrastructures, notamment les routes, l'électricité et l'eau. Elles permettent de fournir les services de santé et d'éducation nécessaires aux économies modernes avec une meilleure efficacité que le secteur privé ne pourrait le faire.
- Les dépenses publiques ont été utilisées partout dans le monde pour relancer l'économie et contrer la récession, et aussi pour sauver les banques, parfois en les nationalisant. La crise n'a pas été causée par les déficits publics, mais elle est actuellement gérée par les dépenses publiques.
- Environ la moitié de tous les emplois de la planète sont financés par les dépenses publiques. Deux tiers de ces emplois appartiennent au secteur privé par le biais de contrats et d'effets multiplicateurs. Les clauses de « salaire équitable » et les plans de garantie de l'emploi permettent d'étendre le travail décent à de nombreuses personnes en dehors du secteur public. La plupart des secteurs de l'économie dépendent désormais des dépenses publiques, par les subventions, les contrats et le financement des investissements.
- En redistribuant l'argent aux personnes qui ont de faibles revenus, il est possible d'atténuer l'inégalité des revenus provoquée par le marché, et donc d'augmenter le pouvoir d'achat. La santé publique, le logement et d'autres services permettent de protéger les personnes de la maladie et de bâtir des villes sans quartiers pauvres. Les trois quarts des efforts réalisés à l'échelle mondiale pour lutter contre le changement climatique viendront des finances publiques.
- Au niveau mondial, il est à peu près certain que les dépenses publiques continueront d'augmenter fortement, tandis que le rôle de l'Etat continuera de prendre de l'importance dans les pays en développement.
- Comme les dépenses, les niveaux d'imposition augmentent parallèlement à la croissance économique : les économies ayant un faible niveau d'imposition enregistrent un retard de développement. Les services de perception des impôts doivent avoir des ressources suffisantes pour empêcher l'évasion fiscale.
- La charge fiscale est devenue moins équitable parce que certains pays ont privilégié les impôts régressifs tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui touchent plus durement les petits revenus, et parce que les entreprises s'arrangent pour payer de moins en moins d'impôts, malgré une hausse du revenu national. Il faut régler le problème des paradis fiscaux et introduire des taxes sur les transactions financières (taxe Tobin) pour revenir à une répartition plus juste de l'impôt.
- Dans une très large majorité, l'augmentation de la dette et du déficit publics est imputable à la crise, et non à l'extrême prodigalité des gouvernements. S'en prendre à ces déficits risque de faire replonger les économies dans la récession. Les contraintes budgétaires, telles que les règles de l'Union européenne (UE) contre les déficits supérieurs à 3% du PIB, ne sont que des chiffres arbitraires. Les marchés spéculent sur les emprunts de certains pays parce qu'ils sont relativement peu importants ; il n'y a pas de lien avec un niveau réel de dette ou de déficit.
- La privatisation et les partenariats public-privé sont des moyens illusoire de recueillir de l'argent car ils dissimulent l'emprunt public pour échapper aux contraintes budgétaires fixées par le FMI ou par l'UE. Ces partenariats coûtent plus cher qu'un emprunt directement souscrit par l'Etat. Ils englobent les

dépenses publiques pendant des décennies et rendent les budgets publics beaucoup moins souples pour les périodes à venir.

- Les mesures agressives du FMI et de l'UE à l'encontre des dépenses publiques de retraite et de santé vont réduire ces dépenses et ce qu'elles ont de plus efficace pour offrir ces prestations. Le FMI veut des réductions supérieures à 8% du PIB, ce qui équivaut à diviser par deux tous les marchés publics dans le monde. De nombreux pays ont fortement résisté aux coupes franches opérées dans ces services. La meilleure alternative consiste à établir des systèmes d'imposition plus forts et plus justes, et à continuer d'accroître les dépenses publiques pour répondre aux défis du futur, notamment le changement climatique.

## 0. Introduction

Ce rapport est rédigé pendant une période d'importants conflits autour des finances publiques.

Confrontés à la crise financière et à une récession économique mondiale, les gouvernements ont redécouvert le pouvoir des finances publiques. Ils s'en sont servi pour sauver les banques en faillite et pour stimuler l'activité économique afin de refouler les forces les plus sombres de la récession. Des dizaines de millions de travailleurs et de travailleuses ont aujourd'hui un emploi grâce à cette relance économique issue des dépenses publiques.

Mais nous assistons actuellement à une vive réaction conservatrice qui exige la diminution des déficits utilisés pour relancer l'économie en réduisant les dépenses publiques à très grande échelle. Cette réaction provient non seulement des gouvernements conservateurs mais aussi des institutions internationales, notamment le FMI, qui prétendent que les services publics sont « inabordables » et que les soins de santé et les retraites en particulier doivent obéir à la loi du marché.

Ce rapport entend démontrer que ces arguments et ces politiques sont faux, à court terme comme à long terme. Au cours des 150 dernières années, les dépenses publiques ont activé la croissance et le développement économique, et elles ont augmenté régulièrement dans tous les pays du monde. Loin d'être un fardeau pour les économies, elles constituent un moteur indispensable pour fournir des services universels en faveur du développement humain – santé, éducation, assurance sociale – et offrir les infrastructures nécessaires à d'autres activités économiques telles que l'eau, l'électricité ou les routes. Dans une perspective de croissance et de développement, il faut que les dépenses publiques continuent d'augmenter, non de diminuer.

Précisément, il existe essentiellement deux raisons pour lesquelles les dépenses publiques doivent augmenter. La première est le besoin d'infrastructures essentielles dans les pays de l'hémisphère Sud, afin de favoriser le développement humain et économique, ce qui nécessitera d'importants investissements sur de nombreuses années et la mise en place de services publics d'enseignement et de santé universels et durables. La seconde est l'effort considérable que demande la lutte contre le changement climatique, qui dépend très majoritairement des finances publiques.

Le caractère « abordable » des services publics est une question politique. Une augmentation des contributions sera nécessaire, mais il faudra que ces dernières soient réparties de manière plus équitable. La plupart des systèmes fiscaux de la planète font payer la même proportion d'impôts aux pauvres qu'aux riches, du fait de l'importance des taxes régressives indirectes. Les entreprises voient leurs bénéfices augmenter, alors qu'elles paient de moins en moins d'impôts, en se tournant vers les paradis fiscaux et d'autres formes d'évasion. Les sociétés financières ne paient pratiquement pas d'impôts sur les transactions qui génèrent leurs bénéfices, ce qui ne les a pas empêchées d'accepter des milliards de dollars d'argent public pour être renflouées.

Les déficits sont apparus à cause de la crise, et non l'inverse. Les déficits sont nécessaires pour gérer la crise. Ils diminueront grâce à l'augmentation des revenus issus de la croissance, à l'emploi et à des politiques d'imposition plus équitables, comme cela s'est déjà produit par le passé. Il faut abandonner le recours illusoire, peu rentable et dangereux des partenariats public-privé pour dissimuler les emprunts, et leur préférer une comptabilité honnête.

Les exigences du FMI et des gouvernements conservateurs sont néfastes pour l'emploi, le développement et l'environnement. Ce rapport a pour objectif de contribuer à lutter contre leurs politiques.

C'est l'Internationale des services publics (ISP) qui a chargé le PSIRU de réaliser ce rapport. Il s'appuie sur les recherches menées à bien au cours des 12 dernières années pour l'ISP, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) et d'autres organismes, sur le travail accompli avec de nombreux syndicalistes, groupes de la société civile et chercheurs à travers le monde, et sur les travaux d'enseignement et de recherche effectués à l'Université de Greenwich.

## Section I : Avantages économiques des dépenses publiques

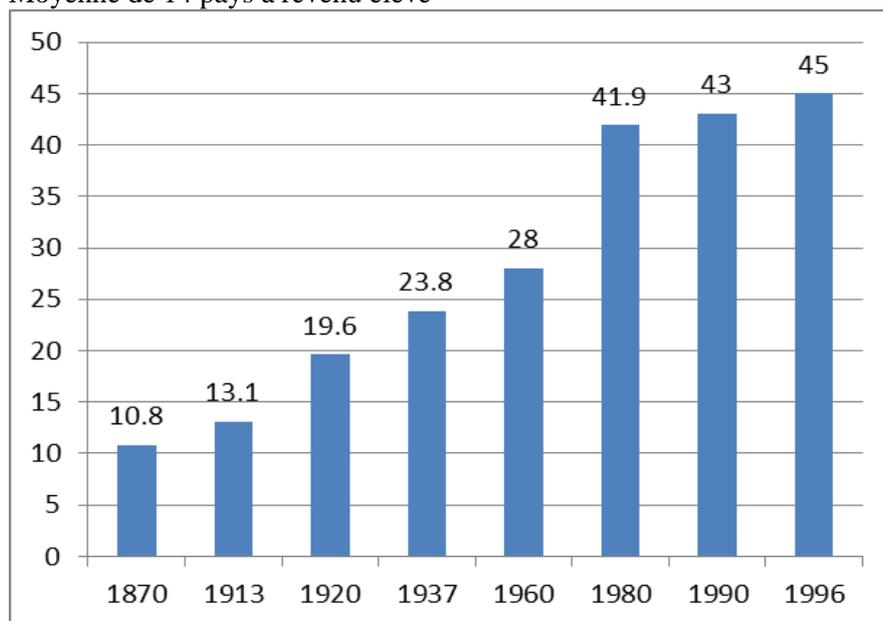
### 1. Lien à long terme entre l'augmentation des finances publiques et la croissance économique

Les dépenses publiques sont souvent présentées comme une charge pour une économie de marché, dont la croissance serait bien plus importante si le niveau de dépenses publiques était plus faible. Mais l'histoire de l'économie des 150 dernières années prouve exactement le contraire : la croissance économique va de pair avec une proportion de plus en plus forte des dépenses publiques depuis le milieu du XIXe siècle. Dans les pays à revenu élevé, c'est pendant les deux guerres mondiales du XXe siècle que la proportion d'impôts et de dépenses a été la plus importante par rapport au PIB, mais le niveau des dépenses publiques et de l'impôt est resté élevé et a continué d'augmenter de nouveau après la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 90.

Ce phénomène ne se limite pas aux pays européens « sociaux-démocrates » : la même croissance inexorable est également constatée aux Etats-Unis et au Japon. Ce schéma est vérifiable individuellement dans chaque pays, pas uniquement de manière globale. Il apparaît que les dépenses publiques augmentent parallèlement au PIB et aussi qu'elles constituent *une proportion* croissante du PIB.

Graphique A. Dépenses publiques en % du PIB, 1870-1996

Moyenne de 14 pays à revenu élevé



Source: Tanzi et Schuknecht 2000<sup>1</sup>

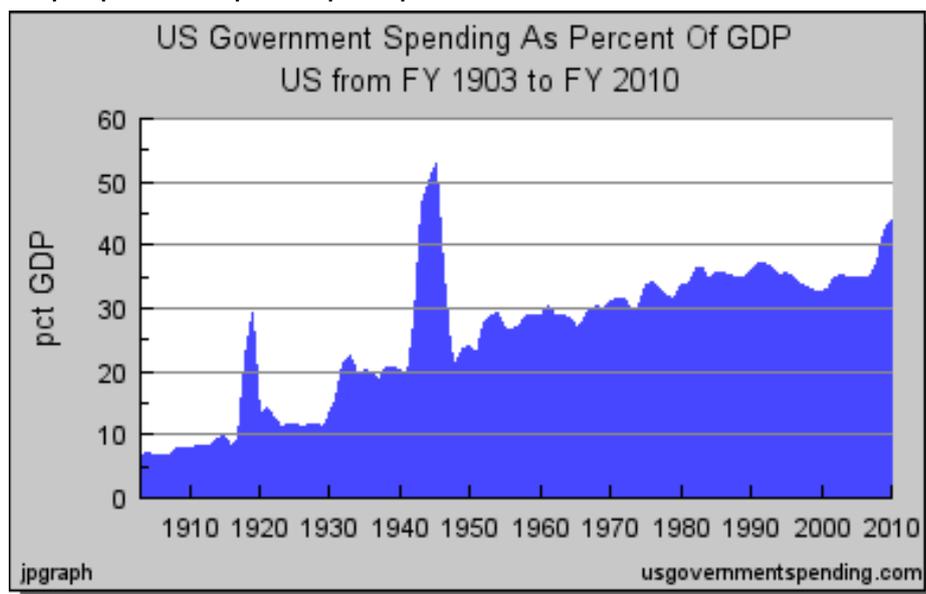
Tableau 1. Dépenses publiques en % du PIB par pays, 1870-1995

Table 1: Total Government Spending Relative to the Size of the Economy (Percent GDP)

	1870	1880	1890	1900	1910	1920	1930	1938	1950	1960	1970	1980	1990	1995
Australia	--	--	--	--	--	--	--	--	23.9	22.8	26.1	33.2	37.1	37.3
Austria	11.4	11.7	12.9	15.0	17.6	14.7	19.8	15.2	25.1	30.4	35.3	47.2	48.2	51.5
Belgium	--	--	--	--	--	--	--	21.8	23.7	30.7	37.5	51.7	54.7	54.6
Canada	6.2	7.0	7.8	8.7	11.3	19.0	18.9	21.6	21.9	29.1	35.8	40.6	46.5	48.1
Denmark	9.2	8.9	10.6	10.8	12.3	15.4	13.5	16.7	19.6	25.2	39.4	55.6	58.1	61.6
Finland	--	--	--	--	--	--	--	--	25.8	26.9	30.5	37.0	42.5	59.1
France	11.0	14.6	14.3	14.5	15.1	22.4	29.4	29.4	29.3	34.0	37.7	43.3	49.6	54.1
Germany	9.5	9.9	12.9	14.2	16.0	25.0	29.4	36.9	29.2	32.2	36.9	46.5	44.9	47.7
Ireland	--	--	--	--	--	--	20.8	32.9	30.3	27.3	37.9	52.3	42.4	40.3
Italy	14.4	13.7	18.4	16.3	17.3	30.2	22.0	29.2	23.0	29.7	31.7	44.9	51.6	51.8
Japan	8.8	9.5	12.0	17.5	24.3	19.2	26.8	29.9	15.9	17.8	18.6	32.3	31.3	36.1
Netherlands	9.1	--	--	--	9.0	13.5	14.0	23.2	27.1	34.6	42.3	56.5	54.0	54.2
Norway	5.9	6.8	7.4	9.9	9.3	12.8	19.1	20.3	24.2	31.3	41.3	48.8	54.8	49.0
Portugal	--	--	--	--	--	--	--	--	16.4	17.8	22.0	38.0	42.8	45.3
Spain	--	--	--	--	8.3	9.3	--	18.4	--	17.7	21.5	31.1	42.0	46.6
Sweden	5.7	--	--	--	10.4	12.8	19.1	20.3	26.3	31.3	42.8	60.9	61.5	67.0
Switzerland	--	15.8	14.3	10.6	14.0	17.0	17.4	23.9	20.8	21.0	26.7	35.0	33.4	38.4
United Kingdom	8.7	9.1	9.2	14.9	12.7	27.4	24.7	28.6	32.0	32.1	37.8	44.3	40.4	44.2
United States	8.3	5.9	6.5	7.9	8.2	9.4	12.2	19.7	22.4	28.4	33.7	35.3	36.8	36.1

Source: Cusack et Fuchs 2002<sup>2</sup>

Graphique B. Dépenses publiques en % du PIB, Etats-Unis, 1903-2010



Source: [http://www.usgovernmentsspending.com/us\\_20th\\_century\\_chart.html](http://www.usgovernmentsspending.com/us_20th_century_chart.html)

Ce n'est pas une simple coïncidence. D'un point de vue statistique, il existe un lien significatif entre l'augmentation des dépenses publiques et la croissance économique, dans les pays en développement comme dans les pays à revenu élevé. Ce lien durable s'appelle « la loi de Wagner », du nom de l'économiste qui l'a identifié pour la première fois dans les années 1880, et la grande majorité des études réalisées à ce sujet l'ont sans cesse confirmé depuis lors. Voici plusieurs rapports récents :

- Une analyse de 23 pays à revenu élevé réalisée entre 1970 et 2006 par deux économistes de la banque centrale a confirmé une « corrélation absolue entre les dépenses publiques et le PIB par habitant... [et] un développement commun entre les 23 pays et la validité générale de la loi de Wagner. »<sup>3</sup>
- Une étude effectuée par des membres du personnel du FMI sur 51 pays en développement a révélé qu'il existait un lien cohérent entre tous les pays, confirmant « une relation à long terme entre les dépenses publiques et la productivité, conformément à la loi de Wagner ». Une analyse de l'Inde entre 1950 et

2008 confirme également « la validité de la loi de Wagner en Inde... il existe une relation durable entre la croissance économique et la hausse des dépenses publiques. »<sup>4</sup>

Par conséquent, l'augmentation des dépenses publiques ne représente pas un handicap pour la croissance économique, mais semble constituer une partie essentielle de la croissance et du développement économiques, dans tous les pays. Plusieurs raisons permettent d'expliquer comment la proportion croissante des dépenses publiques peut aider les économies :

- Les dépenses publiques jouent un rôle incontournable au niveau de l'investissement dans les infrastructures. Toute l'économie bénéficie du fait d'avoir de bons systèmes de routes, de chemins de fer, d'eau et d'électricité, mais il n'est pas rentable pour le secteur privé de les construire. Dans tous les pays, c'est le secteur public qui investit dans les infrastructures : la majeure partie des gains de productivité de « l'âge d'or » de l'économie américaine sont issus des investissements publics dans les infrastructures telles que les routes et l'électricité. »<sup>5</sup>
- Les dépenses publiques permettent d'offrir de nombreux services de manière plus performante. Une étude récente sur les dépenses de santé et d'éducation dans les pays de l'OCDE a révélé que les « dépenses publiques agissent davantage sur la croissance du PIB que les dépenses privées », ce qui est logique par rapport à la preuve formelle que les dépenses publiques de santé sont beaucoup plus performantes, en termes économiques, et plus efficaces, en termes d'objectifs de santé, que les dépenses du secteur privé pour la santé (voir ci-dessous). Très simplement, la santé publique est plus efficace pour l'ensemble de l'économie.<sup>6</sup>
- Une main-d'œuvre en bonne santé et bien formée est plus productive : « ... la théorie du capital humain suggère que, s'ils sont axés sur la santé et l'éducation, ces programmes de redistribution contribuent également à la qualité de la main-d'œuvre, donc au potentiel de croissance de l'économie. »<sup>7</sup>
- La redistribution des revenus permet d'accroître la demande des consommateurs. En effet, étant donné que les populations plus pauvres dépensent une proportion beaucoup plus importante de leurs revenus, la redistribution des riches vers les pauvres, par le biais d'un système de prestations, stimule la croissance économique : « Les politiques de redistribution soutenues par l'Etat peuvent ainsi accélérer le rythme de l'activité économique, dans la mesure où elles donnent un revenu supplémentaire aux familles ayant une propension marginale à consommer relativement forte. »<sup>8</sup>
- Les services publics offrent un mécanisme collectif d'assurance performant à long terme. Dans les économies industrialisées, un système public de soutien collectif en cas de maladie, de chômage, de vieillesse, etc., remplace le rôle de la famille étendue des sociétés agricoles. Les systèmes de services publics et d'assurance sociale permettent aux personnes de dépenser plus au lieu de les obliger à recourir à leur épargne pour se protéger.
- Il existe un avantage général à la stabilité économique et sociale : « En l'absence de prestations sociales publiques, les schémas possibles d'évolution économique risquent de se traduire par le chaos, la stagnation et l'apparition de nouveaux systèmes économiques, peut-être sans précédent. »<sup>9</sup>

L'augmentation des dépenses publiques semble s'être stabilisée dans de nombreux pays à partir des années 80 et 90. Certains analystes pensent que cela est dû à la fin des avantages économiques apportés par les dépenses publiques dans les pays riches, parce que la pression fiscale agit comme un frein économique et contrebalance les avantages des dépenses publiques.

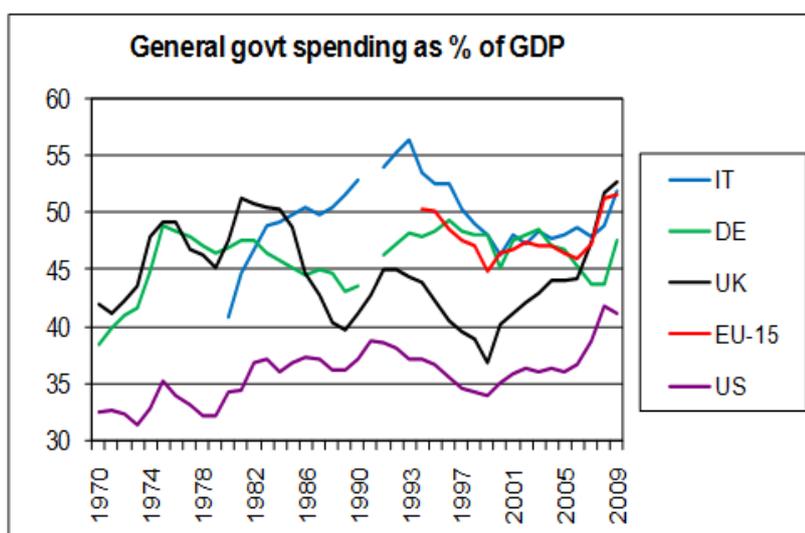
Mais dans la plupart des pays à revenu élevé, la tendance générale est de nouveau à la hausse, et semble même s'accroître depuis la crise de 2008, ce qui replace l'augmentation des dépenses publiques dans une situation de long terme. La crise économique et les réponses politiques ont eu un effet conséquent sur les dépenses publiques, surtout dans les pays de l'OCDE. Dans tous les pays, les dépenses publiques ont fait un bond de 3 à 4% du PIB en un an. Le niveau atteint en moyenne dans les 27 pays de l'UE en 2009 dépassait 50%, pour la première fois, et s'élevait à plus de 40% aux Etats-Unis et au Japon pour la première fois également.

En outre, le même type de « stabilisation » peut s'observer dans les pays en développement et en transition. En Inde, par exemple, l'introduction de politiques néolibérales dans les années 90 a interrompu l'augmentation des dépenses publiques, jusqu'à ce que l'élection d'un gouvernement social-démocrate en 2004 favorise la reprise de l'augmentation des dépenses publiques.

Cette stabilisation s'explique encore mieux par le fait que ces tendances des dépenses publiques dépendent des décisions politiques. Les dépenses publiques offrent de réels avantages économiques et sociaux, mais les décisions sur les niveaux de dépenses résultent toujours de processus politiques : aucun mécanisme de marché ne peut élargir automatiquement les secteurs publics. C'est pourquoi la mise en place de l'Etat-providence et des services publics était fortement associée à la montée des gouvernements sociaux-démocrates en Europe, ainsi que dans les pays en développement nouvellement indépendants. Cependant, la propagation des politiques néolibérales menées dans les années 1980 par les gouvernements de Thatcher, Reagan et Pinochet, respectivement au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Chili, a mis provisoirement un terme à cette tendance dans les pays du Nord, et a perturbé plus violemment les tendances historiques dans les pays en transition et en développement sur tout l'hémisphère Sud.

Les avantages économiques à long terme dus à l'accroissement des dépenses publiques demeurent inchangés. Il est possible que la tentative de remplacer le moteur économique des dépenses publiques par une bulle financière, qui a désormais échoué, soit l'un des facteurs à l'origine de la crise économique.

Graphique C. Dépenses publiques en % du PIB depuis 1970 dans des pays de l'OCDE sélectionnés



Source: Eurostat et calculs du PSIRU

Tableau 2. Dépenses publiques totales générales en % du PIB dans l'UE et d'autres pays

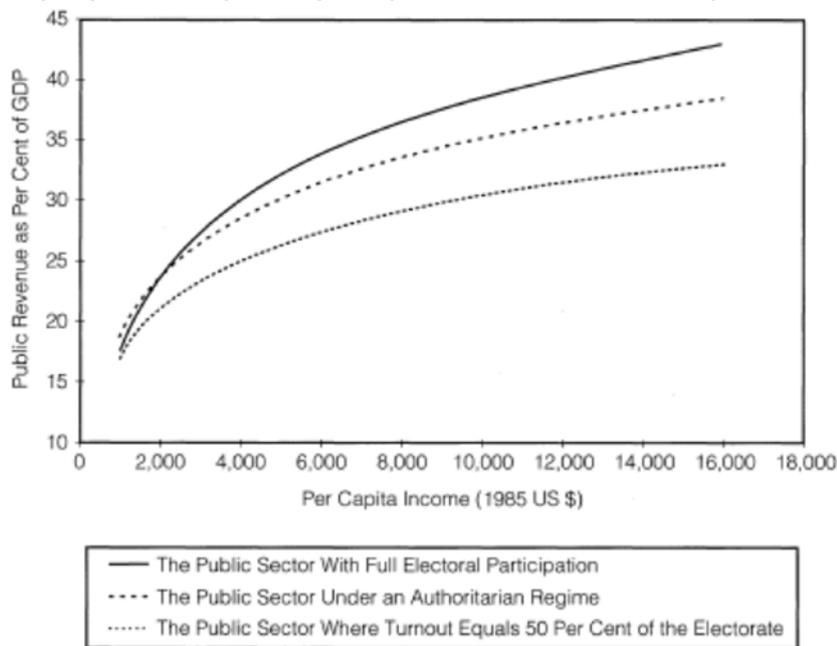
	TCH	ALL	FR	IT	DK	UK	EU-27	USA	Japon
1970	n/a	38.5	n/a	n/a	42.2*	42	n/a	32.5	n/a
1980	n/a	46.9	45.7	40.8	52.7	47.6	n/a	34.2	n/a
1990	n/a	43.6	49.5	52.9	55.4	41.1	n/a	37.2	n/a
2000	41.8	45.1	51.6	46.2	53.6	36.8	44.8	33.9	39.0
2005	45.0	46.8	53.3	48.1	52.6	44.1	46.8	36.3	38.4
2006	43.8	45.3	52.7	48.7	51.5	44.0	46.3	36.0	36.2
2007	42.5	43.7	52.3	47.9	50.9	44.2	45.7	36.7	36.0
2008	42.9	43.7	52.8	48.9	51.9	47.4	46.9	38.8	37.3
2009	46.2	47.6	55.6	51.9	58.5	51.7	50.7	41.8	40.4

\*1971

Source: Commission européenne 2010<sup>10</sup>

Il existe également un lien évident entre la démocratie et les dépenses publiques. Les démocraties actives sont plus enclines à générer des niveaux élevés de dépenses publiques que les régimes autoritaires. L'Espagne illustre bien ce point : en 1974, sous la dictature de Franco, les recettes publiques s'élevaient à 22,9% du PIB et dix ans plus tard, en 1984, il n'y avait pas eu de croissance économique à proprement parler, mais les recettes publiques atteignaient 32,7% du PIB. La participation aux élections change également la donne : les démocraties dont le taux de participation électorale est élevé enregistrent des niveaux de dépenses publiques supérieurs à ceux des démocraties dont le taux de participation est de 50% ou moins. Une espérance de vie plus longue fait augmenter aussi les dépenses publiques : les personnes âgées ont davantage besoin de services publics et tendent à voter en ce sens. Les courbes du graphique ci-dessous dressent un tableau général des relations qui existent entre la croissance économique, les dépenses publiques et l'activité démocratique.<sup>11</sup>

Graphique D. Dépenses publiques, croissance économique et démocratie



Source: Boix 2001<sup>12</sup>

[Axe des ordonnées: Recettes publiques en % du PIB; axe des abscisses: Revenus par habitant  
ligne continue: secteur public dans un contexte de participation électorale élevée

grands pointillés: secteur public dans un régime autoritaire

petits pointillés: secteur public dans un contexte de participation électorale de 50% maximum]

## 2. Réagir à la crise économique

La crise financière et la récession n'ont en aucun cas été causées par les dépenses, les dettes ou les déficits publics. Mais les finances publiques ont joué un rôle fondamental dans la réaction des gouvernements face à la crise. Elles ont été utilisées à deux fins :

- premièrement, pour renflouer les banques et d'autres institutions financières qui, sans cela, se seraient effondrées ;
- deuxièmement, pour stimuler l'économie afin de lutter contre la récession.

Ces mesures se sont révélées très efficaces pour contrôler les effets de la récession. Mais elles ont forcément eu une incidence considérable sur le niveau des dépenses et sur l'ampleur des déficits publics, notamment dans certains pays européens. Les pays en développement n'ont pas eu à faire face à la faillite des banques, mais ils ont dû appliquer des mesures de relance pour combattre la récession. L'effet net réside dans une montée des dépenses et des déficits publics avoisinant 4% du PIB mondial.

La plupart de ces dépenses ont permis d'investir dans des projets d'infrastructure qui apportent des avantages à long terme.

### 2.1. Sauver les banques

#### Encadré A. « Nationaliser pour sauver l'économie de marché »

*Financial Times* 13 octobre 2008, dirigeant du *Financial Times* : « Nationaliser pour sauver l'économie de marché »

« Ce sauvetage sonne-t-il le glas du capitalisme financier privé ? Bien sûr que non. Les banques nationales existent bel et bien dans de nombreux pays depuis une décennie. Mais les capitaux en banque seront, en fin de compte, revendus aux investisseurs privés. Les gouvernements régleront, à juste titre, pour éviter de futures crises. Ils échoueront, et seront obligés d'agir pour recoller les morceaux. Il n'y a pas d'alternative. Ces leaders ne cherchent pas à détruire le capitalisme au profit de l'autorité de l'Etat, plus modérée. Ils utilisent l'Etat pour lutter contre l'ennemi historique le plus dangereux du marché : la dépression généralisée. Et ils ont raison de le faire. »<sup>13</sup>

La crise économique et financière a été provoquée par des prêts non viables et la création par les banques de formes de dettes complexes. Suite à l'effondrement d'une banque américaine, Lehman Brothers, en septembre 2008, les Etats-Unis et d'autres pays ont décidé de sauver les banques en les nationalisant ou en injectant de considérables quantités de capitaux pour qu'elles redeviennent solvables. Pour ce faire, les gouvernements ont acheté des actions, proposé des prêts aux banques, offert des garanties générales sur les prêts bancaires et les dépôts, et fourni davantage de liquidités. C'est ce que le FMI a appelé « *un transfert de risque sans précédent du secteur privé vers le secteur public.* »<sup>14</sup>

Les mesures liées aux garanties et aux liquidités, à hauteur de 30% du PIB annuel des économies développées, n'impliquaient pas de dépenses publiques immédiates, mais des dépenses anticipées ont été réalisées en injectant des capitaux dans les banques, en achetant des actions et en proposant des prêts du gouvernement ou de la banque centrale. Ces sommes correspondaient à 5,5% du PIB des pays à revenu élevé, soit plus de 1800 milliards de dollars. C'est au Royaume-Uni que la proportion de ces sommes était la plus importante par rapport au PIB : le pays a dépensé l'équivalent de 20% du PIB pour soutenir le secteur financier, ce qui correspond à la moitié des dépenses annuelles britanniques dans les services publics.

Une partie de l'argent dépensé pourra certainement être récupéré, par exemple en vendant des actions bancaires dans le futur, et la plupart des garanties ne seront probablement pas réclamées. Toutefois, le FMI pense que certains éléments de toute l'aide apportée seront définitivement perdus pour les gouvernements : la vente des actions risque de ne pas rapporter la somme totale à laquelle elles ont été achetées, et certaines garanties seront réclamées. Le FMI estime que les pertes définitives totales s'élèveront à 6,8% du PIB pour les pays développés du G20, soit environ 2700 milliards de dollars.

Le coût du soutien apporté aux banques risque d'augmenter encore. En septembre 2010, le gouvernement irlandais a annoncé qu'il était prêt à injecter davantage d'argent dans une grande banque du pays : « le coût total du sauvetage des banques du pays pourrait s'élever à 50 milliards d'euros, c'est-à-dire plus d'un tiers du revenu national de 2009. »<sup>15</sup>

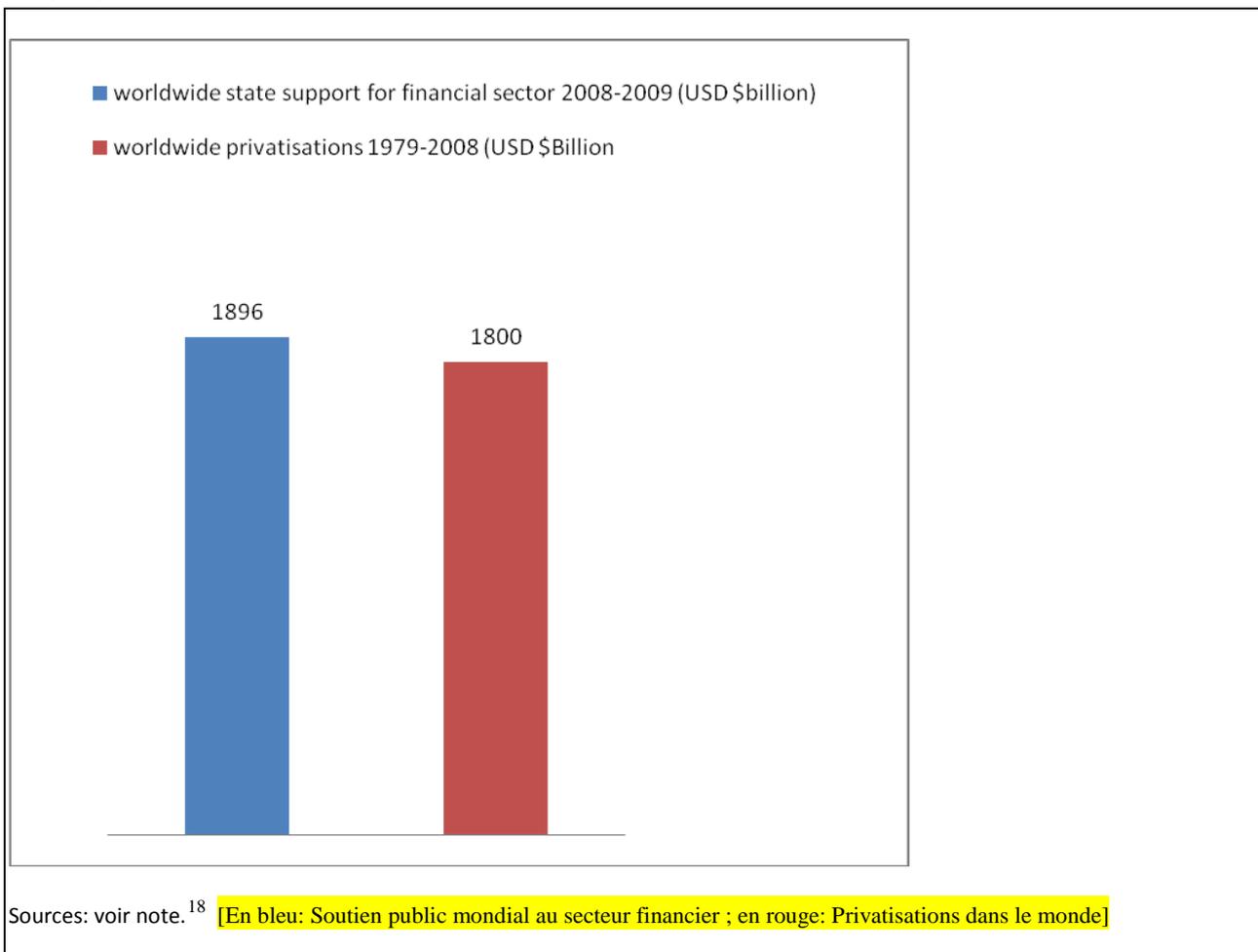
Tableau 3. Coût de l'aide apportée par les gouvernements au secteur financier

	Total du soutien apporté par le secteur public aux banques, etc.		... dont dépenses/emprunts publics « anticipés »	
	% du PIB	Milliards de dollars	% du PIB	Milliards de dollars
Economies avancées du G20	29.6	10246	5.5	1849
Economies émergentes du G20	14.2	1672	0.4	47
Total G20	23.8	11918	3.6	1896
<i>Dont :</i>				
Royaume-Uni	81.8	1180	20.0	289
Etats-Unis	25.8	3700	6.7	960

Source: FMI 2009 et calculs du PSIRU<sup>16</sup>

**Encadré B. Renflouement des banques : plus cher que toutes les privatisations du monde**

Ce soutien anticipé destiné à renflouer les banques s'élève déjà à 1900 milliards de dollars, sans tenir compte des frais à plus long terme. Cette somme équivaut à la valeur totale de toutes les privatisations réalisées dans le monde au cours des 30 dernières années, avoisinant 1800 milliards de dollars.<sup>17</sup> En moins d'une année, le renflouement du secteur financier a complètement inversé la tendance. Le secteur public a injecté plus de capitaux dans le secteur privé en une année que le secteur privé n'a investi dans des entreprises publiques au cours des 30 dernières années.

**Graphique E. Inversion de la tendance****2.2. Sauver le capitalisme : mesures de relance économique**

Pour lutter contre la récession, les gouvernements ont accru leurs déficits, partout dans le monde.

Ce ne sont pas les dépenses publiques spéciales supplémentaires qui ont eu le plus d'impact, mais le fonctionnement normal des systèmes d'imposition et de dépenses publiques, qui ont agi comme des « stabilisateurs automatiques ». Les déficits publics augmentent automatiquement en période de récession, du fait que les impôts diminuent et que les prestations sociales augmentent. Ces deux facteurs combinés permettent, dans une certaine mesure, de limiter la baisse de revenu des personnes et de relancer l'économie, ce qui compense en partie les effets de la récession.

Le FMI, et d'autres organisations, partent du principe que les allocations de chômage sont l'élément principal des dépenses publiques qui augmente systématiquement en période de récession. Mais d'autres dépenses publiques, notamment celles destinées aux personnes âgées et à la santé, augmentent également en réaction à la récession, et les « stabilisateurs automatiques, à travers l'ensemble des dépenses sociales, sont environ 3,5 fois supérieurs à la partie provenant de la seule assurance-chômage. » L'ensemble des dépenses sociales

absorbe environ 16% d'un choc économique, en moyenne ; plus les dépenses sociales sont élevées, plus la protection est importante : en Suède, près de 43% d'un choc économique est absorbé par les dépenses sociales.<sup>19</sup>

Ce phénomène a deux conséquences importantes. En premier lieu, les tentatives actuelles de réduire les dépenses publiques consacrées aux personnes âgées et à la santé risquent de perturber la stabilité économique. En second lieu, les gouvernements (ainsi que l'UE et le FMI) qui ne tiennent compte que des prestations de chômage, ne mesurent pas correctement l'effet automatique d'une récession sur cette dépense et, par conséquent, les limites des déficits publics sont appliquées trop strictement. La Commission européenne signale que le fait de « ... minimiser les forces automatiques qui influencent le budget... négliger les conséquences cycliques des retraites, des dépenses de santé et des pensions d'invalidité, en particulier au moment d'évaluer les réformes alternatives, risque d'accumuler les problèmes et de rendre difficile le contrôle des budgets à l'avenir. »<sup>20</sup>

Tableau 4. Mesures de relance de l'économie en % du PIB en 2009

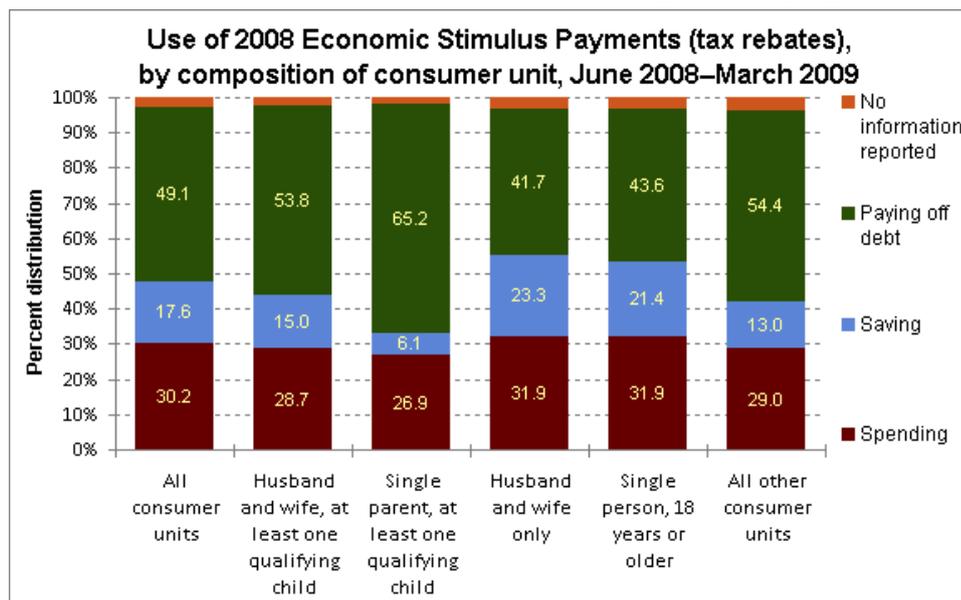
	Stabilisateurs automatiques	Politiques discrétionnaires	Total des mesures de relance
Tous les pays du G-20	1.9	2.0	3.9
<i>Dont:</i>			
Pays avancés	2.4	1.9	4.3
Pays émergents	1.1	2.2	3.3

Source: FMI 2009B<sup>21 22</sup>

Les mesures de relance comportaient un ensemble de réductions d'impôts et de hausse des dépenses. Les réductions d'impôt reflètent les préférences politiques de la droite mais, comme l'ont démontré ultérieurement des données américaines, les réductions d'impôt ne sont pas du tout efficaces pour stimuler la demande en période de récession parce que les personnes économisent leur argent plutôt que de le dépenser. Environ 30% seulement des abattements d'impôts offerts par le gouvernement Bush en mai 2008 ont été réellement dépensés : les ménages, toutes catégories confondues, ont épargné au moins les deux tiers de cet argent, ou ils s'en sont servi pour rembourser des dettes.

Utiliser la même quantité d'argent pour accroître les dépenses publiques produit un effet nettement plus significatif sur la demande et l'emploi. C'est pourquoi une grande partie des mesures de relance ont consisté à augmenter les dépenses dans les infrastructures. La Banque mondiale déclarait en mars 2009 : « les dépenses dans les infrastructures annoncées pour 2009 représentent en moyenne 64% du total des mesures de relance dans les économies de marché émergentes et 22% du total des mesures de relance dans les économies à revenu élevé. »<sup>23</sup>

Tableau 5. Abattements fiscaux inefficaces: l'argent est épargné au lieu d'être dépensé



Source: USA Bureau of Labour Statistics. Octobre 2009 « Payer ses dettes, dépenser ou épargner ? Les paiements qui stimulent l'économie en 2008 » <http://www.bls.gov/opub/te/2009/te/20091023.htm>

[1e colonne: Tous les consommateurs; 2e colonne: Mari, femme et au moins un enfant ayant droit aux allocations; 3e colonne: Parent célibataire et au moins un enfant ayant droit aux allocations; 4e colonne: Mari et femme; 5e colonne: Adulte célibataire de 18 ans ou plus; 6e colonne: Tous les autres consommateurs]

[Orange: Information non communiquée; Vert: Remboursement des dettes; Bleu: Epargne; Rouge: Dépenses]

La crise a causé moins de dommages dans les économies du Sud que dans celles du Nord. La reprise s'est faite rapidement dans les économies asiatiques, la Chine et l'Inde en tête. Ces deux pays enregistrent désormais une croissance d'environ 10% par an, tout comme le Brésil. La récession a également été moins forte dans d'autres pays du Sud, qui devraient connaître (en 2010) une forte croissance.

L'Afrique n'a pas subi de ralentissement en 2009, avec une croissance globale du PIB à 2%. Le FMI prévoit pour l'Afrique une croissance économique de 4,7% en 2010 et de 6% en 2011. Le recours à d'importantes mesures de relance budgétaire explique en partie cette situation : dans les pays africains, les plans de dépenses publiques ont été augmentés de 5% du PIB, au-dessus du niveau moyen de la période 2003–2007, avec une hausse des dépenses dans les infrastructures, la santé et l'éducation. D'après le FMI, les « mesures de relance ont été mises en œuvre avec succès, sans conséquence majeure sur la dette ; elles ont en outre amélioré la diversification de l'investissement public dans les infrastructures et la crédibilité des dépenses publiques dans les infrastructures. » La Banque mondiale approuve : « La nécessité d'appliquer des mesures de relance dans les pays en développement est généralement moins pressante [qu'en Europe], parce que le ratio du déficit budgétaire au PIB et le ratio dette-PIB sont nettement plus faibles. »<sup>24</sup>

Certains gouvernements africains pensent également pouvoir financer leurs déficits par l'emprunt, notamment en émettant des obligations. Le Kenya et la Tanzanie envisagent d'émettre 500 millions d'obligations en euros. L'Ouganda a des projets similaires, destinés davantage à des investisseurs nationaux qu'internationaux. Cette politique bénéficie d'une tendance à plus long terme, car depuis 2000 les gouvernements des pays en développement peuvent emprunter de l'argent à des conditions plus avantageuses que les pays riches. Selon une étude du FMI, les marges et les taux d'intérêt effectifs payés par ces gouvernements ont chuté au cours de la dernière décennie, c'est pourquoi le coût de l'emprunt est moins élevé.<sup>25</sup>

D'après l'OCDE, les dépenses publiques, en pourcentage du PIB, devraient augmenter de manière générale en Afrique jusqu'en 2011, avant de retomber, tout en restant au-dessus du niveau de 2008 (voir tableau ci-dessous). Etant donné que toutes les agences internationales prévoient une croissance continue du PIB de plus de 4% par an en Afrique, les prévisions indiquent que les niveaux réels de dépenses publiques seront beaucoup plus élevés – environ 10% de plus en 2011 qu'en 2008, en termes réels.

**Tableau 6. Dépenses publiques en % du PIB en Afrique pour 2008-2011**

	2008	2009	2010	2011
Afrique	30	32.8	33	31.6

Source: Perspectives Economiques en Afrique 2010<sup>26</sup>

### Encadré C. Inde : recourir aux dépenses publiques pour favoriser la croissance

Le budget 2009–2010 du gouvernement indien, annoncé le 6 juillet 2009, prévoit des mesures de relance renforcées pour faire face à la récession, ainsi qu'une hausse à plus long terme des dépenses publiques afin de favoriser le développement. Ce budget augmente le déficit public à 6,8% du PIB pour doper l'économie, et compte recueillir davantage d'argent des impôts directs ; il est prévu d'augmenter les investissements dans les infrastructures et d'autres dépenses publiques, notamment les programmes d'emploi direct. Enfin, le gouvernement s'engage à maintenir les banques et les institutions financières dans le secteur public. Le gouvernement espère que le budget permettra une croissance de 9% en 2010.

En 2008–2009, le déficit est déjà passé de 2,7% à 6,2% du PIB, après l'augmentation des dépenses et la baisse des impôts décidées par le gouvernement pour stimuler l'économie. Le gouvernement promet de réduire les impôts sur une période de moyen terme, mais tant « qu'il reste des incertitudes quant à la reprise de l'économie mondiale... nous devons poursuivre nos efforts pour stimuler davantage l'économie. »<sup>27</sup> Le gouvernement estime pouvoir emprunter assez pour financer ce déficit : la moitié de l'épargne de l'Inde confiée au système bancaire « revient au gouvernement sous forme de prêts obligataires ou de vente de bons du trésor. »<sup>28</sup>

Les recettes du gouvernement central s'élèvent désormais à 11% du PIB, dont plus de 50% sont issus des impôts directs, ce qui est plus progressif. Le gouvernement prévoit de continuer d'augmenter la proportion d'impôts directs, et refuse de réduire les impôts sur les sociétés. Il continue également d'améliorer l'administration fiscale, dont l'importance a été reconnue par le ministre des Finances : « Nos percepteurs sont semblables à des abeilles qui prélèvent du nectar dans les fleurs sans les déranger, puis qui répandent leur pollen afin que toutes les fleurs puissent s'épanouir et donner des fruits. »<sup>29</sup>

Le financement des infrastructures urbaines a été augmenté de 87% au cours du précédent budget, et un nouveau fonds a été créé dans le but d'éliminer les quartiers pauvres en cinq ans. Il ne s'agit pas d'une politique à court terme : l'objectif est d'accroître continuellement les investissements dans les infrastructures afin de dépasser 9% du PIB par an d'ici à 2014.<sup>30</sup> L'Inde puise également dans ses finances publiques pour renflouer les partenariats public-privé existants qui ne parviennent plus à trouver de financements privés. Une nouvelle institution financière publique dédiée à l'infrastructure, *India Infrastructure Finance Company Limited* (IIFCL), va financer 60% des prêts bancaires commerciaux pour les partenariats public-privé dans le domaine des infrastructures pendant les 18 mois à venir.<sup>31 32</sup>

En 2006, l'Inde a mis en place un programme de garantie de l'emploi rural national (NREGS), qui a créé des opportunités d'embauche pour plus de 40 millions de foyers en 2008–2009 et a largement stimulé l'économie rurale. Le salaire minimum garanti par ce programme est actuellement revu à la hausse à 100 roupies par jour, et le budget global dépasse de 8% les dépenses réelles de 2008–2009.<sup>33</sup>

Le budget prévoit également un engagement à long terme en faveur du maintien du secteur bancaire dans le public : « Jamais la décision audacieuse d'Indira Gandhi de nationaliser notre système bancaire, prise il y a 40 ans exactement, le 14 juillet 1969, n'a semblé aussi sage et visionnaire qu'au cours de ces derniers mois... Les entreprises du secteur public, telles que les banques et les compagnies d'assurance, resteront aux mains du public et recevront tout le soutien nécessaire, notamment l'injection de capitaux, pour croître et demeurer compétitives. » Toutefois, le gouvernement ne perd pas de vue la possibilité d'ouvrir d'autres entreprises publiques à la privatisation partielle à l'avenir.<sup>34</sup>

### 2.3. Sauver le FMI

Le FMI lui-même s'est servi de la crise pour réaffirmer sa position d'institution internationale importante. En 2008, le rôle international du FMI était considérablement diminué. De nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie avaient délibérément accéléré le remboursement de leurs prêts au FMI afin de réduire leur

vulnérabilité par rapport aux conditions politiques qu'ils estimaient néfastes d'un point de vue économique et social.<sup>35</sup> Les pays asiatiques ont établi des accords séparés appelés « initiative Chiang Mai », pour éviter de devoir faire appel au FMI. L'Indonésie, par exemple, peut emprunter 28 milliards de dollars au Japon pour soutenir sa monnaie, et 17 milliards de dollars à la Chine pour financer son commerce.<sup>36</sup> Plusieurs pays d'Amérique latine – l'Argentine, le Venezuela, la Bolivie, le Brésil, l'Équateur et, probablement, le Paraguay – se sont déjà mis d'accord pour créer une « Banque du Sud », explicitement définie comme une alternative à la Banque mondiale et au FMI dans le contexte sud-américain.<sup>37</sup>

Le FMI s'est donc retrouvé privé des intérêts sur ses prêts, ce qui risquait de se traduire par des baisses de revenu significatives. En 2008, il a été décidé que le FMI pouvait vendre une partie de ses réserves d'or et investir les sommes ainsi recueillies afin de lui assurer un revenu fiable qui l'aiderait, qu'il accorde des prêts ou non.<sup>38</sup>

La crise économique a ensuite été invoquée pour justifier une augmentation massive des finances du FMI. Les pays les plus riches ont décidé, au cours d'une réunion du G20 en avril, de tripler les ressources du FMI en proposant un nouveau dispositif d'octroi de crédits dénommé « Nouveaux accords d'emprunt » (NAE) d'une valeur supérieure à 500 milliards de dollars – presque 1% du PIB mondial.<sup>39</sup> Il s'agit de quantités considérables d'argent public : 500 milliards de dollars, c'est dix fois plus que ce que le gouvernement américain a dépensé pour racheter General Motors.

Le FMI emprunte également de l'argent en émettant des obligations, étant donné que la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et d'autres « économies émergentes » refusent de lui apporter des ressources supplémentaires permanentes tant qu'il ne se sera pas réformé et qu'il ne se montrera pas plus démocratique. Le FMI n'est pas soumis à des limites strictes sur ces nouveaux emprunts. Les raisons avancées pour emprunter sont très générales : « Emprunter paraissait approprié à un moment où les liquidités actuelles ou potentielles du FMI étaient considérées comme inadaptées. » Il a été demandé explicitement au Conseil du FMI, en juillet 2009, d'approuver qu'il « ne serait pas pertinent de fixer une nouvelle limite pour les emprunts du FMI dans les circonstances actuelles. » La somme qu'il peut emprunter en émettant des obligations n'est pas limitée. Et la future « voie de sortie » pour rembourser toute la dette est reportée à une date indéterminée : « Il faudra accorder davantage de considération à l'avenir aux politiques qui définissent le remboursement des sommes empruntées... Toutefois, il est prématuré d'établir les modalités exactes d'un remboursement anticipé.<sup>40</sup>

Tableau 7. Coût de l'aide apportée au FMI

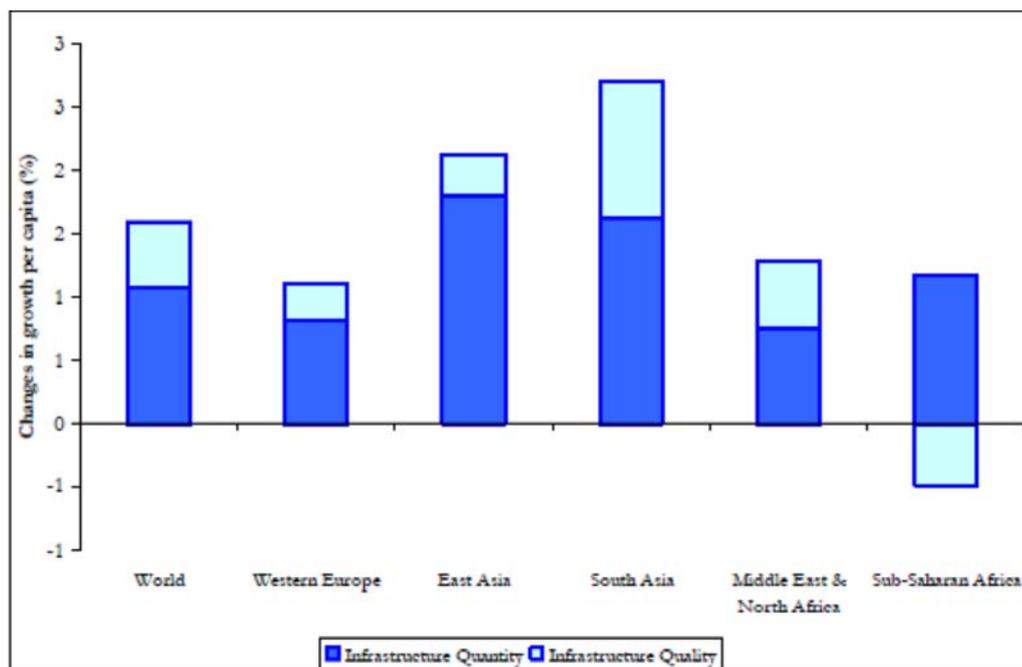
	Milliards de dollars US	% du PIB
Economies avancées	400	1.0
Economies émergentes	100	0.9

Source: FMI 2009 et calculs du PSIRU<sup>41</sup>

### 3. Infrastructures

L'investissement dans l'électricité, l'eau et l'assainissement, les routes, les chemins de fer et les télécommunications a joué un rôle considérable dans la croissance des pays à revenu élevé, et se révèle indispensable dans les pays en développement. Les Etats-Unis et la « période dorée » qu'ils ont connue au milieu du XXe siècle doivent en grande partie leur croissance économique et leur productivité aux infrastructures, qui étaient majoritairement financées par le secteur public. On peut observer le même phénomène sur chaque continent, notamment en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe, en Afrique et en Asie.<sup>42</sup>

Graphique F. Variations dans la croissance en fonction du développement des infrastructures  
Changement de la croissance moyenne par habitant entre 1991–1995 et 2001–2005



Source: Calderon et Servén 2008<sup>43</sup>

[Graphiques en barres de gauche à droite: Monde; Europe occidentale; Asie orientale; Asie du Sud; Moyen-Orient et Afrique du Nord; Afrique sub-saharienne]

[bleu foncé: Quantité des infrastructures; bleu clair: Qualité des infrastructures]

L'importance des investissements publics dans les infrastructures a été mise en évidence par les effets dévastateurs des programmes d'ajustement structurel du FMI – incitant les gouvernements à réduire les dépenses publiques – qui ont provoqué une baisse préjudiciable des investissements dans les infrastructures en Amérique latine. Parallèlement, la Banque mondiale et le FMI exigeaient la privatisation des services d'infrastructure essentiels tels que l'eau et l'électricité, mais le secteur privé n'a pas investi. En conséquence :

... dans de nombreux pays, les pressions exercées par le rééquilibrage budgétaire ont entraîné une compression des dépenses dans les infrastructures publiques, qui n'ont pas été compensées par une augmentation de la participation du secteur privé ; il en résulte un manque de services d'infrastructure, qui risque de produire des effets potentiellement négatifs en termes de croissance et d'inégalité.<sup>44</sup>

En Amérique latine, les dépenses publiques consacrées aux infrastructures humaines et physiques dans les années 80 et 90 « ont chuté de manière abrupte » tout au long de la période durant laquelle le FMI imposait ses politiques d'ajustement structurel, ce qui a généré une baisse de la croissance économique : « ... une grande partie de l'écart de production par habitant qui s'est formé entre l'Amérique latine et l'Asie orientale pendant les années 80 et 90 trouve son origine dans le ralentissement du développement des infrastructures en Amérique latine pendant cette période. »<sup>45</sup>

La plupart des pays d'Amérique du Sud ont délibérément remboursé les prêts que leur avait accordés le FMI, pour pouvoir appliquer des politiques économiques plus rationnelles, dans lesquelles les dépenses publiques dans les infrastructures jouaient un rôle primordial. En 2007, le Brésil a lancé un programme de quatre ans en faveur de la croissance économique (Programa de Aceleração do Crescimento), basé sur un investissement de 236 milliards de dollars dans les routes, l'électricité, l'eau, l'assainissement et le logement. Ce programme visait explicitement à corriger le sous-investissement infligé auparavant : « Ces dernières années, les investissements publics ont décliné de manière significative... l'investissement en capital a culminé à moins de 3% du PIB, largement en dessous des engagements pris par des pays d'Asie dont la croissance est plus rapide que la nôtre. » Cet investissement dans les infrastructures est perçu comme indispensable pour réduire les inégalités régionales et sociales.<sup>46</sup>

Les finances publiques sont fondamentales pour l'investissement dans les infrastructures. Au Brésil, l'argent provient des recettes fiscales du gouvernement central et des régions, de l'excédent d'exploitation des services publics de distribution, des fonds nationaux pour le développement, des fonds de pension et des caisses d'épargne. Le programme d'investissement destiné à l'assainissement, qui vise à augmenter considérablement le nombre de ménages raccordés aux réseaux d'assainissement, est financé pour moitié par l'Etat fédéral et les régions, et pour moitié par un financement sous forme de prêt accordé par les caisses d'épargne et les fonds de pension. Le programme « Luz para Todos » (Lumière pour tous), qui a pour objectif d'apporter l'électricité à davantage de personnes, est très majoritairement financé par l'Etat fédéral et les régions. Dix millions de personnes de plus devraient être raccordées au réseau électrique d'ici à 2010.

Tableau 8. Financement du raccordement à l'électricité, à l'eau et à l'assainissement, Brésil 2007-2011

	Milliards de dollars
Gouvernement fédéral	8.6
Budgets et excédents d'exploitation des régions et des municipalités	4.8
Caisse d'épargne des travailleurs (FGTS) et Fonds de protection fédéral des travailleurs (FAT)	9.4
<b>TOTAL</b>	<b>22.8</b>

Source: voir notes<sup>47</sup>

En Afrique, en revanche, le niveau des dépenses dans les infrastructures demeure insuffisant, pour les mêmes raisons exactement qu'en Amérique latine au cours des dernières décennies : « Les dépenses ont effectivement tendance à baisser dans de nombreux pays, en partie parce que le rééquilibrage budgétaire des années 90 a comprimé de manière disproportionnée les dépenses dans les infrastructures publiques, et aussi parce que la participation du secteur privé n'a pas été aussi forte que ce qui était espéré. » Un rapport de 2010 sur l'investissement dans les infrastructures en Afrique révèle que la contribution du privé est quasiment nulle dans les secteurs de l'eau, de l'électricité et des transports : les seuls investissements du privé concernent les télécommunications. Malgré cela, les gouvernements africains investissent plus que prévu, et « le secteur public reste la source principale de financement de l'eau, de l'énergie et des transports dans tous les Etats, sauf les plus fragiles. » Si l'Afrique rattrapait les niveaux d'investissement dans les infrastructures d'autres régions du monde, les taux de croissance augmenteraient de 1 à 2%.<sup>48</sup>

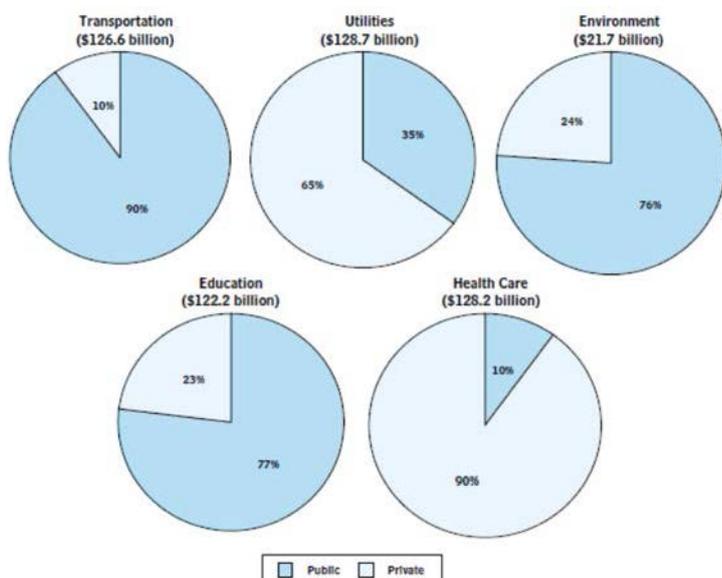
Partout dans le monde, le principal mécanisme de financement des infrastructures est toujours l'Etat et le secteur public.

Selon une étude mondiale réalisée par Siemens en 2007, les partenariats public-privé ne représentent qu'environ 4% de la totalité des investissements du secteur public, et le financement par emprunt du secteur public devrait rester le principal instrument de financement dans toute l'Europe. Les investisseurs privés ne peuvent pas avoir la certitude d'obtenir un rendement assez élevé, malgré les avantages considérables que ces investissements rapportent à l'économie et à la société dans son ensemble, comme il a été remarqué au XIXe siècle : « Un pays, les Etats-Unis par exemple, peut éprouver le besoin d'avoir des chemins de fer pour favoriser la production ; néanmoins, l'avantage direct qu'en tirera la production ne sera peut-être pas assez important par rapport à l'investissement initial, qui risque d'être considéré comme *utilisé à fonds perdu*. Alors, le secteur privé déplace la charge sur les épaules de l'Etat. » Le même facteur est visible dans les télécommunications en Europe, où les opérateurs privés hésitent également à investir suffisamment dans les réseaux à fibre optique, pourtant indispensables pour accroître l'utilisation d'internet. Les gouvernements se

retrouvent alors obligés d'apporter des financements publics : au Portugal, par exemple, l'Etat a fourni 85% du financement d'un programme d'investissement, qui coûtait un milliard d'euros. Le document stratégique de l'UE pour 2020 demande davantage de finances publiques, appelant les gouvernements à « élaborer des stratégies opérationnelles d'internet à haut débit, et à utiliser des fonds publics, notamment des fonds structurels, pour équiper les zones qui ne sont pas complètement desservies par les investissements privés. »<sup>49</sup>

Même aux Etats-Unis, où le rôle de l'Etat est relativement peu important, la grande majorité des investissements dans les transports, l'éducation et l'environnement sont assurés par le public, et 35% des investissements dans les services de distribution sont même couverts par le secteur public, ce qui souligne le rôle dominant des municipalités dans ce secteur, malgré une forte participation du secteur privé dans l'électricité et le gaz ; c'est dans le secteur de la santé que la proportion du public demeure la plus faible.

Graphique G. Dépenses d'investissement dans les infrastructures aux USA en 2007 (en milliards de dollars)



Source: CBO 2009 *Subsidizing Infrastructure Investment with Tax-Preferred Bonds* (Subventionner les investissements dans les infrastructures à l'aide d'obligations privilégiant les impôts)

<http://www.cbo.gov/ftpdocs/106xx/doc10667/10-26-TaxPreferredBonds.pdf>

[graphiques, de gauche à droite: Transports; Services de distribution; Environnement; Education; Santé]  
[Bleu foncé: public; bleu clair: privé]

La crise a porté un coup fatal à la crédibilité dont bénéficiait la sagesse économique néolibérale orthodoxe, en particulier dans les pays de l'hémisphère Sud. L'échec de ce modèle contraste avec les progrès économiques et sociaux réalisés en Amérique latine et en Inde, qui s'appuient sur les politiques sociales-démocrates où l'Etat joue un rôle important, tout comme le rôle que joue l'investissement dans les infrastructures publiques pour la croissance économique chinoise. Un changement significatif s'opère dans le débat : les hypothèses néolibérales n'apparaissent plus comme sacro-saintes.

Un exemple représentatif de ce phénomène est le discours prononcé en 2009 par l'économiste en chef de la Banque africaine de développement, qui se déclare en faveur d'un rôle accru de l'Etat dans le développement, fondé sur les investissements dans les infrastructures publiques :

La crise doit être perçue comme un virage dans l'évolution des pays en développement, en particulier en Afrique. Pour surmonter les contraintes structurelles du continent et réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, il est nécessaire de reconsidérer le rôle de l'Etat. Le marché n'évolue que par petites étapes et changements progressifs. Toutefois, les pays en développement ont besoin de stimuler les investissements en socialisant les risques pour atteindre une transformation structurelle à long terme. Le marché n'a pas réussi, et ne réussira pas, à réaliser seul tous ces changements.

Désormais, la question critique n'est pas seulement de savoir comment les pays en développement peuvent faire face aux répercussions immédiates de la crise à court terme. Le plus important est de savoir comment ils peuvent ressortir plus forts de la crise. Quelles politiques doivent-ils forger maintenant pour la période succédant à la crise ?... Les politiques macroéconomiques appliquées dans le monde en développement au cours des dernières décennies ont été largement influencées par les recommandations des institutions financières internationales et des donateurs bilatéraux qui étaient quant à eux fortement influencés par l'école néoclassique... Comme l'ont affirmé plusieurs universitaires, les réformes basées sur cette approche n'ont absolument pas réussi à faire du secteur privé le moteur du développement...

Les investissements publics – spécialement consacrés, mais pas exclusivement, aux infrastructures traditionnelles telles que les transports, l'irrigation et les réseaux énergétiques – ont un rôle primordial à jouer dans le processus de développement. En Afrique, alors que l'Etat espère que l'action individuelle et les forces non étatiques, telles que l'esprit d'entreprise, le principe des avantages comparés et les afflux de capitaux de l'étranger, vont contribuer au développement et à la transition, je crois que le résultat peut être très négatif et générer une sorte de stagnation qui risque de figer les pays dans la situation défavorable qu'ils occupent dans l'économie mondiale.<sup>50</sup>

#### 4. Dépenses publiques et emploi

Les dépenses publiques financent l'emploi de trois manières principales :

- emploi direct des travailleurs du service public ;
- emploi indirect de travailleurs par l'intermédiaire de sous-traitants qui fournissent des biens et des services ;
- emploi de travailleurs dans le cadre de projets d'infrastructure.

Le tableau ci-dessous donne une estimation de la proportion d'emplois financés par les dépenses publiques, notamment les emplois supplémentaires financés par « l'effet multiplicateur » des dépenses des consommateurs. Il s'agit d'une estimation sommaire de la moyenne mondiale, qui indique que :

- Les dépenses publiques financent 40% de tous les emplois : 15% d'employés du secteur public et 25% du secteur privé.
- Dans le secteur des services publics de distribution, les dépenses publiques et les services publics soutiennent 50% des emplois de l'économie, soit deux fois plus dans le secteur privé que dans le secteur public.

Tableau 9. Emplois financés par les dépenses publiques et les services publics au niveau mondial (en % de tous les employés)

	Employés du secteur public	Employés du secteur privé	Total
<b>Total dépenses publiques</b>	<b>15</b>	<b>25</b>	<b>40</b>
Services publics de distribution (mixte)	2	8	10
<b>Total services publics</b>	<b>17</b>	<b>33</b>	<b>50</b>

Source: OCDE, CEEP, BERR, Scotstat, calculs du PSIRU. Voir les notes pour plus de détails. <sup>[i]</sup>

<sup>[i]</sup> Les résultats de ce tableau ont été obtenus comme suit. Personnes employées directement par le secteur public : données médianes de l'OCDE GOV/PGC/PEM(2008)1 figure 8; emplois indirects : selon les estimations de BERR, 1,2 millions d'emplois sont financés par les dépenses publiques à hauteur de 79 milliards de livres sterling, comprenant une proportion de dépenses pour l'emploi d'environ moitié par rapport à l'emploi direct (5,2 millions d'emplois pour 160 milliards de livres sterling de dépenses publiques), et en supposant que la proportion de marchés publics en dehors du secteur des services (67 millions de livres sterling) équivaille là encore à la moitié, alors l'effet global sur l'emploi, à hauteur de 8% du PIB dépensé dans les marchés publics (estimations de l'OCDE

en 2008), finance un peu plus d'un tiers des emplois qui auraient été financés de manière directe ; effet sur l'emploi des dépenses réalisées dans le secteur de la construction selon Scotstat, calculé sur une proportion plus grande d'environ deux tiers de l'effet sur l'emploi direct ; services publics de distribution, calculés à partir de la moyenne du pourcentage du CEEP de 6% et des pourcentages implicites de l'OIT de 4% et 2%. Les multiplicateurs pour l'emploi direct, la construction et les services de distribution correspondent aux moyennes pondérées des multiplicateurs de Scotstat pour les secteurs concernés, notamment les effets induits: voir <http://www.scotland.gov.uk/Topics/Statistics/Browse/Economy/Input-Output/IOAllFiles2004> ; pour les marchés publics, c'est le multiplicateur implicite de BERR de quasiment 2,0 qui est utilisé ici.

Les dépenses publiques génèrent d'autres effets sur l'emploi, en ce sens qu'elles permettent de créer, de protéger ou d'améliorer des emplois en dehors du secteur public.

Les gouvernements recourent à divers types de subventions pour créer des postes ou financer l'emploi, soit en subventionnant des entreprises privées, soit en apportant des garanties de travail aux employés, comme nous le verrons dans la section 4.3.

Les marchés publics ont été largement utilisés pour exiger des sous-traitants privés qu'ils appliquent des « salaires justes », et pour lutter contre la discrimination sexuelle et ethnique et le handicap, comme indiqué dans la section 4.2.

En outre, les dépenses consacrées à l'assurance sociale créent davantage de demande, en améliorant le pouvoir d'achat des personnes qui, sans cela, auraient des revenus très faibles : ces dépenses supplémentaires se traduisent par une demande plus forte et un plus grand nombre d'emplois.

#### 4.1. Emplois directs et indirects

Les gouvernements embauchent directement des travailleurs pour dispenser des services publics et appliquer des programmes d'assurance sociale : ce sont les agents publics. Il n'est pas possible de compter directement le nombre d'agents publics. Les chiffres varient en fonction des définitions données aux termes « gouvernement » et « secteur public » ; de même, il existe des différences entre les pays, suivant le niveau global des dépenses publiques, la structure du secteur public, l'importance de l'externalisation et la dimension de l'économie formelle.

En 1998, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), le secteur public représentait environ 21% des employés dans les pays à revenu élevé, et environ 23% dans les pays en développement, en comptant les employés des entreprises publiques. Si l'on ne tenait compte que des employés des autorités centrales et locales et des services de santé, ces chiffres avoisineraient 17% et 21%, respectivement. Ces données indiquent que l'emploi du secteur public est proportionnellement aussi important dans les pays en développement que dans les pays à revenu élevé, parce que l'emploi formel occupe une part un peu moins importante de l'ensemble de l'économie.

Dans les pays de l'UE, une analyse récente révèle que les « services d'intérêt général » (services publics et services de distribution tels que l'eau, l'électricité, la poste, les télécommunications et les transports publics) employaient plus de 64 millions de personnes en 2009, ce qui représente 30% du nombre total d'employés dans les pays de l'UE. Ces emplois se trouvent en très grande majorité dans les services et les secteurs dans lesquels les autorités publiques sont dominantes : santé (presque 10% de l'ensemble des employés), éducation et administration publique (environ 7% de tous les employés pour chaque secteur). Par conséquent, dans les pays de l'UE, les fonctionnaires représentent à peu près 24% de l'ensemble des employés, soit pratiquement un emploi sur 4 ; en outre, 6% des employés occupent des emplois privés ou publics dans d'autres services d'intérêt général.

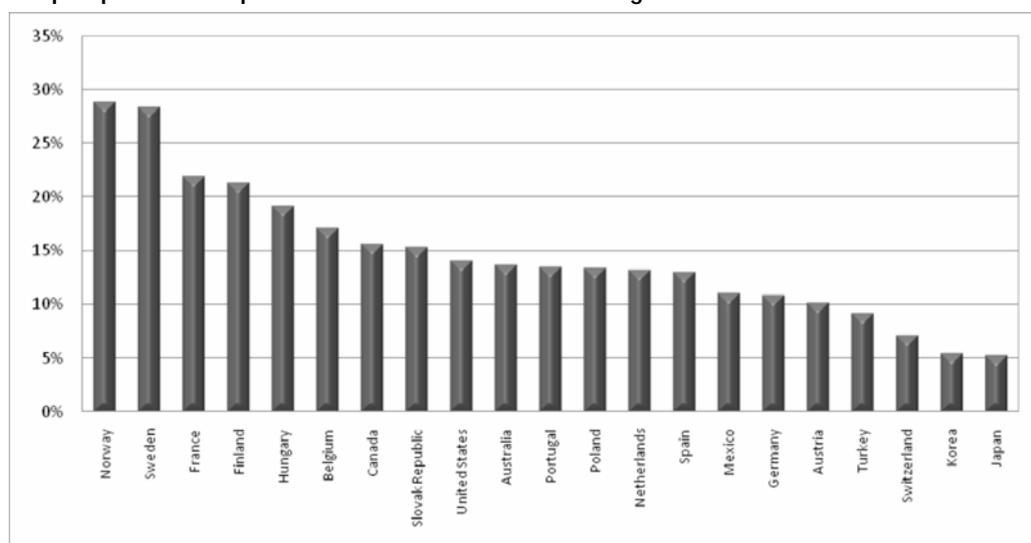
#### 4.1.1. Emploi dans les services d'intérêt général dans les pays de l'UE en 2009

	En % de l'emploi total
Santé	9.6
Administration publique	7.2
Education	7.0
Autres	6.4
Total	30.1
Total (nombre)	64,720,000

Source: CEEP 2010<sup>51</sup>

Une récente étude réalisée par l'OCDE montre qu'il existe une grande variété entre les pays. En pourcentage d'employés, la médiane est d'environ 15%, ce qui est inférieur à la moyenne des pays de l'UE, parce qu'elle prend en compte des pays tels que la Corée et le Japon, où les niveaux de dépenses publiques et d'emploi dans le secteur public sont relativement faibles, et qu'elle ne compte pas tous les pays de l'UE. Par ailleurs, la définition du « gouvernement » utilisée dans cette étude est assez restreinte.<sup>52</sup>

Graphique H. Emploi dans les services d'intérêt général en % de la main-d'œuvre totale en 2005



Source: OCDE 2008<sup>53</sup>

D'autres dépenses publiques permettent d'acheter des biens et des services à des sous-traitants. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les gouvernements consacrent légèrement moins d'argent à la sous-traitance qu'à l'emploi direct, c'est-à-dire environ un sixième du PIB, ce qui coûte presque autant que de payer des fonctionnaires. Ces dépenses financent également des emplois du secteur privé. Au Royaume-Uni, des estimations révèlent que le nombre d'emplois financés par les dépenses publiques correspond à moins de moitié du nombre d'emplois financés par le même niveau de dépenses dans les emplois directs, parce qu'une partie de cette somme sert à financer les matériaux des sous-traitants et leurs bénéficiaires. Cela signifie que ces dépenses financent, en plus, 8% de la totalité des emplois.<sup>54</sup>

En moyenne, les investissements publics représentent normalement 3% du PIB dans les pays de l'OCDE, soit environ 2% de tous les emplois, mais ce pourcentage peut être beaucoup plus élevé dans les pays en développement. Ce type de dépenses intervient continuellement, ce qui permet de créer des actifs publics et des emplois. Au Nigeria, par exemple, l'Etat de Borno a entrepris un vaste programme de logement utilisant des fonds publics, pour fournir non seulement des maisons mais aussi des emplois dans le secteur de la construction et de l'entretien des logements.<sup>55</sup>

En ce qui concerne les emplois directs et indirects, il se produit en outre un « effet multiplicateur », qui peut varier selon les secteurs et les pays ; un ensemble de multiplicateurs officiels britanniques a d'ailleurs été appliqué pour réaliser les calculs du tableau 9 présenté plus haut.

## 4.2. Clauses de « salaire équitable » et marchés publics socialement responsables : histoire et contexte internationaux

Des politiques de « salaire équitable » sont appliquées depuis plus d'un siècle pour les sous-traitants du secteur public, afin que l'activité économique des autorités publiques permette de « créer des emplois justes et sûrs. » En France, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays, il existe une législation et des clauses de « salaire équitable », mentionnant des conditions de travail minimum et/ou la nécessité de reconnaître les termes négociés avec les syndicats. En 1892 par exemple, le Conseil du comté de Londres (London County Council), qui venait d'être élu, adoptait des clauses prévoyant une journée de travail de huit heures et des cotisations syndicales.<sup>56</sup>

Au XXe siècle, les marchés publics se sont développés et ont été utilisés comme un outil politique essentiel pour financer l'emploi des travailleurs handicapés et éliminer la discrimination raciale, sexuelle ou religieuse. De nombreux pays ont adopté des clauses demandant aux sous-traitants d'appliquer des politiques d'égalité des chances. Aux Etats-Unis, par exemple, le mouvement pour la défense des droits civiques a favorisé le recours aux marchés publics dans le cadre des politiques de « discrimination positive » visant à améliorer le statut économique des groupes en butte à la discrimination. Une législation similaire a été mise en œuvre par la suite en Afrique du Sud à la fin de l'apartheid. Les marchés publics ont également joué un rôle dans la solidarité internationale, par exemple en excluant du marché les entreprises qui entretenaient des rapports commerciaux avec le régime de l'apartheid sud-africain. L'UE elle-même adoptait le principe de l'égalité des salaires dès la signature du Traité de Rome, dans lequel les clauses relatives aux marchés publics offraient un mécanisme imparable permettant d'appliquer ce principe, grâce à « l'adoption d'un lien entre les marchés publics et les mesures de non-discrimination par plusieurs *Länder* allemands (Etats), diverses autorités locales britanniques, et de nombreuses autorités locales néerlandaises. »<sup>57</sup>

L'OIT a adopté le principe des clauses de salaire équitable dans les dispositions prises en 1949, dans la Convention 94, qui demande aux Etats de prévoir des clauses dans leurs contrats publics « garantissant aux travailleurs intéressés des salaires (y compris les allocations), une durée du travail et d'autres conditions de travail qui ne soient pas moins favorables que les conditions établies pour un travail de même nature dans la profession ou l'industrie intéressée de la même région. »<sup>58</sup> L'OIT a également adopté les clauses relatives aux marchés publics pour promouvoir l'égalité dans la Recommandation 111, selon laquelle le principe d'égalité doit être respecté avant de mettre en place des marchés publics. En outre, l'OIT encourage l'utilisation des clauses sociales pour faire appliquer ses normes fondamentales du travail, en particulier pour protéger les ouvriers de chantier, et pour améliorer les conditions d'emploi dans les pays en développement. Un rapport de l'OIT publié en 2008 souligne que le recours de plus en plus fréquent à l'externalisation, notamment par le biais de partenariats public-privé, et à la sous-traitance de main-d'œuvre uniquement, aggrave les problèmes plus encore aujourd'hui qu'au moment de l'adoption de la Convention 94 de l'OIT.<sup>59</sup>

Les intérêts commerciaux et les partis politiques de droite se sont souvent opposés à l'application de ces politiques. Ainsi, au Royaume-Uni par exemple, le gouvernement de Thatcher a dénoncé la convention de l'OIT, abrogé la loi britannique sur les salaires équitables et restreint le droit des municipalités à appliquer des critères sociaux. Cela montre bien la ténacité avec laquelle les sociétés privées ont fait pression pour diminuer le salaire et limiter les conditions approuvées par le secteur public. Les organisations d'employeurs tentent encore de résister aux clauses de salaire équitable : la Confédération des entreprises norvégiennes a protesté contre la ratification par la Norvège de la convention de l'OIT en 2008, et des employeurs de Lettonie ont contesté une loi sur les marchés publics favorisant les entreprises qui font bénéficier de bonnes conditions d'assurance sociale à leurs employés.<sup>60</sup>

En dépit de ces divers changements au niveau du climat international, certains pays adoptent et appliquent des clauses de salaire équitable, qui leur servent d'instrument de politique sociale.

- Dans les pays d'Europe centrale et orientale, la hausse du nombre de travailleurs clandestins – sans assurance sociale ni conditions de travail ou rémunération reconnues – est considérée comme un problème majeur par les gouvernements : la Hongrie, la Slovaquie et la Lettonie ont instauré pour la première fois de nouvelles réglementations sur les marchés publics qui posent des conditions sur les pratiques d'emploi des entreprises répondant aux appels d'offres des marchés publics.
- Les autorités publiques des Etats-Unis continuent de mettre en œuvre de solides programmes sur l'égalité pour favoriser les entreprises gérées par des minorités ou par des femmes.<sup>61</sup>

- En Belgique, de nouvelles clauses sociales ont été établies dans la région de Bruxelles en 1999.
- Une étude internationale sur les politiques des marchés publics réalisée en 2007 révèle que les autorités publiques s'intéressent beaucoup plus aux aspects sociaux des marchés publics durables – en achetant à des petites entreprises ou à des entreprises locales, et en prenant garde à la sécurité des travailleurs – qu'à l'environnement (alors que les entreprises privées ont tendance à mettre l'accent uniquement sur les questions environnementales lorsqu'elles présentent leurs bilans de responsabilité sociale d'entreprise).<sup>62</sup>

#### **Encadré D. Autorité du Grand Londres : politique responsable en matière de marchés publics**

L'Autorité du Grand Londres (Greater London Authority, GLA) dépense plus de 3 milliards de livres sterling (4,8 milliards de dollars) chaque année en fournitures, travaux et services. Elle a adopté une politique globale socialement responsable pour les marchés publics, qui prévoit des conditions standard d'emploi dans ses contrats. Cette politique n'est pas seulement appliquée dans les contrats publics, mais aussi dans une série de réunions avec les fournisseurs et les organisations de la société civile pour veiller à ce que la politique en question soit bien comprise et soutenue.

La politique des marchés publics responsable de la GLA s'articule autour de sept thèmes :

- encourager la diversité des fournisseurs ;
- promouvoir les pratiques d'emploi équitables ;
- promouvoir le bien-être de la main-d'œuvre ;
- répondre aux besoins stratégiques de la main-d'œuvre et faciliter la formation ;
- tenir compte des avantages pour la communauté ;
- mettre l'accent sur les pratiques d'approvisionnement éthiques ;
- promouvoir la question de l'environnement durable.

La GLA a fixé un « salaire minimum londonien » (London Living Wage) nettement supérieur au salaire minimum national. Lorsqu'elle a renouvelé ses appels d'offres pour les services de nettoyage et de restauration en 2006, elle a demandé aux soumissionnaires de préciser s'ils acceptaient la clause du salaire minimum londonien dans le contrat, et s'ils garantissaient de ne pas diminuer les autres conditions d'emploi du fait de l'application de ce salaire minimum. La GLA estime que plus de 400 employés ont bénéficié en 2007 du salaire minimum londonien.

La GLA applique le principe de diversité des fournisseurs pour les contrats importants, tels que la rénovation des voies ferrées de l'Est de Londres, afin que les petits fournisseurs gérés par des groupes ethniques minoritaires, par des femmes ou des handicapés puissent obtenir une partie significative des contrats de sous-traitance. La GLA contrôle par ailleurs les chaînes d'approvisionnement des entreprises, par exemple les fournisseurs d'uniformes, et elle pilote actuellement l'application du *Suppliers Ethical Data Exchange*, ou Sedex (échange de données éthiques sur les fournisseurs), un système qui permet aux entreprises de renseigner sur les conditions de travail de toutes les usines de leurs fournisseurs.<sup>63</sup>

### **4.3. Subventions pour l'emploi et programmes de garantie de l'emploi**

Les dépenses publiques permettent souvent de subventionner des entreprises et ainsi de maintenir le niveau d'emploi. Une méthode couramment utilisée pendant la crise est celle des programmes de travail à temps réduit, car elle permet d'indemniser les employés qui acceptent de réduire leur temps de travail, « généralement grâce aux subventions versées par l'Etat qui indemnisent les employés pour compenser en partie la perte de leur revenu due à la diminution du nombre d'heures de travail. » Les gouvernements recourent également à d'autres subventions plus spécifiques, justifiées par la protection de l'emploi, comme les programmes de « primes à la casse » destinés à encourager l'achat de voitures neuves et donc à protéger les emplois de l'industrie automobile.<sup>64</sup>

Les programmes de « garantie de l'emploi » consistent à verser des paiements directs aux travailleurs eux-mêmes qui, sans cela, seraient au chômage. Cette méthode est utilisée dans divers pays, généralement pour les emplois dans les infrastructures ou les travaux publics. Après la crise économique de 2000, l'Argentine a

appliqué un programme garantissant 20 heures de travail par semaine à une personne par foyer comptant plusieurs enfants de moins de 18 ans. Non seulement ces programmes fournissent des emplois et des revenus, ce qui contribue à éliminer la pauvreté, mais ils ont également un effet multiplicateur sur les économies locales, en favorisant les dépenses de consommation et en améliorant les infrastructures locales.

**Encadré E. Inde : programme national pour la garantie de l'emploi rural**

C'est l'Inde qui a mis en place le programme le plus ambitieux, appelé *National Rural Employment Guarantee*. Un programme de garantie de l'emploi existait déjà depuis des années dans l'Etat de Maharashtra et, en 2005, dans un contexte de pauvreté rurale généralisée, le gouvernement indien a mis en place un programme national, qui garantit 100 jours de travail à un membre d'une famille rurale, pour effectuer des travaux désignés localement comme importants pour la communauté. Ce système, qui est dicté par la demande, permet de créer des droits qui renforcent la position de négociation des travailleurs ruraux. Il prévoit des conditions d'emploi de base, notamment un salaire horaire minimum, une journée de sept heures, un jour de repos hebdomadaire, un salaire égal pour un travail égal, des services médicaux et des crèches.

En 2009–2010, ce programme a fourni du travail à plus de 52 millions de personnes, dont 48% de femmes. Il a coûté environ 389 milliards de roupies pour 2009-2010 (soit environ 8,5 milliards de dollars). Le niveau de salaire minimum fixé dans le programme, et l'ensemble du programme lui-même, ont eu des répercussions générales sur les revenus des ménages ruraux, qui ont augmenté de 50% en deux ans.<sup>65</sup>

## 5. Soutien général à l'industrie

D'importantes parties des services publics soutiennent d'autres activités économiques plus proches du secteur privé. Ces activités comprennent le système juridique, les tribunaux et la police, qui protègent le droit à la propriété et donnent la possibilité de faire appliquer les contrats. L'entreprise moderne elle-même est une entité juridique qui bénéficie des privilèges accordés par l'Etat, notamment à travers le principe de « responsabilité limitée », qui permet aux entreprises de faire faillite sans que les personnes qui en sont à la tête soient redevables à l'égard des créiteurs de la société.

Dans les économies modernes, quasiment chaque secteur reçoit un soutien économique significatif de la part de l'Etat. Dans de nombreux pays, l'Etat est par exemple propriétaire des transports publics, de l'électricité et de l'eau et, dans beaucoup d'autres pays maintenant, des banques et des institutions financières. Les dépenses publiques financent de multiples secteurs en ce qui concerne les contrats de biens et de services, ce qui représente environ 16% du PIB dans les pays à revenu élevé. C'est le cas de nombreuses entreprises du secteur de la production, comme les fabricants d'armes ou les entreprises pharmaceutiques, dont l'activité repose principalement sur les commandes de l'Etat. Certaines sociétés de services bénéficient également des politiques d'externalisation, notamment dans les domaines de l'audit, de l'informatique et du nettoyage.

Par ailleurs, il existe des secteurs dans lesquels l'Etat offre des garanties, ou des subventions, ou encore des financements à taux préférentiel, sans lesquels les entreprises ne fonctionneraient pas aussi bien. Prenons à titre d'exemple les entreprises de travaux publics qui participent à des partenariats public-privé : elles sont en réalité financées par des garanties à long terme consenties par l'Etat pour que ces partenariats soient finançables. Les gouvernements et les banques de développement prêtent de l'argent aux entreprises à des taux que ces dernières ne pourraient obtenir commercialement. Des garanties implicites et explicites sont fournies aux clients des banques européennes pendant la crise, ce qui fait de chaque banque un « lieu sûr » pour leurs comptes. L'Etat verse des subventions pour alléger les tarifs de train et de bus et la location de logements, ou réalise des investissements verts pour améliorer le rendement énergétique. Des systèmes de réglementation, par exemple dans le secteur de l'électricité, favorisent les entreprises en leur donnant beaucoup plus de garanties sur les prix et les recettes, ce qui leur permet de réduire les risques.

Le secteur de la recherche et du développement est lui aussi financé par l'Etat dans de multiples secteurs, de manière plus ou moins importante, soit par le biais des universités, ou de fonds versés aux entreprises, ou directement par des opérateurs publics. Même dans le cas des marchés libéralisés de l'électricité, par exemple, seules les entreprises publiques investissent en R&D :

Au cours des deux dernières décennies, les investissements en R&D ont chuté de manière spectaculaire dans les secteurs de l'énergie et de l'électricité... La baisse des dépenses pour la recherche a été particulièrement forte dans les entreprises privées ou récemment privatisées, alors que les dépenses de R&D n'ont pas diminué dans les entreprises publiques.<sup>66</sup>

Tableau 10. Liens économiques entre les dépenses publiques et les secteurs de l'économie

Secteurs*	Propriété et fourniture directes	Marché public	Investissement, subvention, garantie	Exemples
A – Agriculture	x	x	x	Subventions agricoles UE, USA, Japon, etc.;
B – Industrie minière			x	Concessions et subventions Achat d'armes, matériel médical, médicaments, etc.;
C – Industrie de transformation	x	x	x	sauvetage de l'industrie automobile, programmes de mise à la casse; Services publics de distribution; subventions pour les énergies vertes; financement public des lignes de transmission
D – Electricité, gaz	x		x	Services publics de distribution; financement public des investissements;
E – Eau et assainissement	x		x	Routes, voies ferrées, ponts, tunnels, logements;
F – Construction		x	x	garanties public-privé
G – Commerce de gros/détail	x			Marchés publics

H – Transports	x	x	x	Voies ferrées et bus publics; services externalisés; subventions des tarifs
I – Hébergement et nourriture	x	x		Services de restauration en interne et externalisés
J – Information et communication	x	x	x	Télécommunications et câbles du secteur public; services informatiques externalisés; financement public des fibres optiques
K – Finance et assurance	x		x	Banques et compagnies d'assurance publiques; sauvetage, garanties pour les détenteurs de comptes, partenariats public-privé
L – Immobilier	x		x	Logement public ou subventionné
M – Services professionnels	x	x	x	Services scientifiques, juridiques publics, etc.; services externalisés; subventions pour la R&D
N – Services administratifs	x	x		Agences pour l'emploi; services de sécurité et de construction
O – Administration publique	x	x		Autorités centrales et locales, assurance sociale; services externalisés
P – Education	x		x	Enseignement public; subventions et allègement fiscal pour les écoles privées
Q – Santé	x	x	x	Santé publique, externalisation, avantages et subventions
R – Loisirs	x		x	Musées et bibliothèques; subventions et allègement fiscal pour l'art

\*Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique (Nations Unies, CITI, Révision 4)

#### Encadré F. General Motors et les finances publiques

Le cas de General Motors (GM) montre que les avantages de l'appartenance au secteur public et les problèmes occasionnés par des services publics faibles se répercutent sur les grandes entreprises de transformation et sur la population en général. GM était la plus grande entreprise de fabrication au monde, et elle emploie aujourd'hui encore presque 240.000 travailleurs, mais elle a dû être sauvée de la faillite en 2009 et elle appartient désormais aux gouvernements américain et canadien et à un fonds géré par un syndicat. Fin 2010, GM prévoyait une reprivatisation partielle en vendant environ un cinquième de ses actions sur le marché boursier.

GM a été sauvée grâce à de grandes quantités d'argent public. Les gouvernements américain et canadien ont versé 61 milliards de dollars à GM pour lui éviter la faillite. La majeure partie de cet argent a été converti en actions et, en juillet 2009, l'Etat américain détenait 61% de GM et l'Etat canadien 11%.

GM a également demandé aux gouvernements européens de lui verser jusqu'à 3,3 milliards d'euros en garanties de prêt pour l'aider à financer la restructuration de la branche Opel. En juin 2010, l'entreprise a retiré sa demande et fait savoir qu'elle n'avait finalement pas besoin de cette aide.

Presque 20% des actions de GM sont contrôlées par le syndicat principal, *United Auto Workers* (Syndicat uni des ouvriers de l'automobile). Etant donné que les Etats-Unis n'offrent pas de bonne couverture publique de santé, les prestations de santé représentent une partie importante des contrats de travail, et un coût supplémentaire significatif pour les employeurs. Les actions du syndicat appartiennent à un fonds spécial de santé, VEBA, qui a été créé par le syndicat pour prendre en charge les soins de santé des employés retraités de GM (et d'autres fabricants automobiles tels que Chrysler et Ford). GM a transmis à VEBA 17,5% de ses actions et plus de 18 milliards de dollars pour assurer ces financements ; Chrysler et Ford ont quant à eux donné 17,6 milliards de dollars.<sup>67</sup>

## Section II : Fonctions sociales et environnementales des dépenses publiques

La fonction sociale des dépenses publiques peut être perçue comme favorisant les capacités sociales et individuelles. Des personnes éduquées et en bonne santé seront plus à même de renforcer leurs propres capacités, ce qui est fondamental pour le développement social, comme le souligne Amartya Sen, la philosophe et économiste indienne, lauréate du prix Nobel d'économie.<sup>68</sup> Le rapport analyse ici les trois manières dont les dépenses publiques participent à ce développement social :

- en améliorant l'égalité, afin que les avantages issus des ressources économiques soient répartis de façon beaucoup plus égalitaire ;
- en améliorant l'efficacité pour fournir un service utile à la société, tel que les soins de santé ;
- en protégeant l'environnement et en développant les énergies renouvelables.

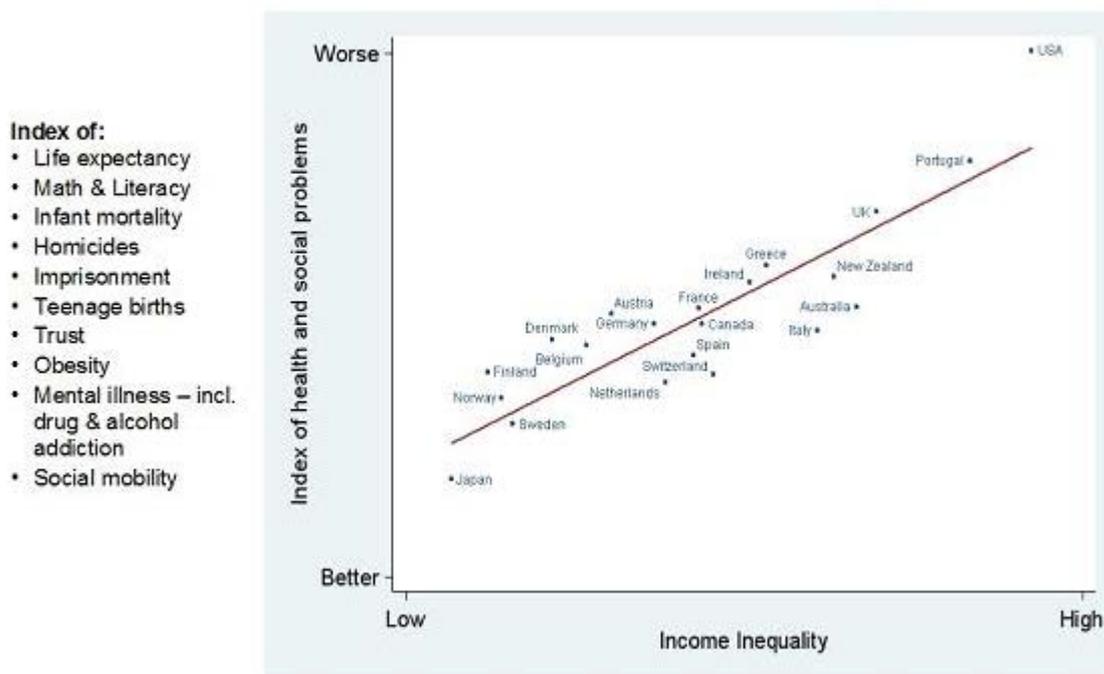
### 6. Dépenses publiques et égalité

#### 6.1. Services publics et égalité

Tout le monde gagne à ce qu'il y ait davantage d'égalité. Un ouvrage récent, intitulé *The Spirit Level* (« Le niveau à bulle ») utilise des données internationales pour montrer qu'une répartition plus égalitaire des revenus se traduit par une vie plus agréable pour tous. L'espérance de vie augmente, la mortalité infantile diminue, la criminalité baisse, les maladies mentales reculent, de même que l'obésité et le taux d'incarcération.<sup>69</sup> Mais les marchés créent une répartition très inégale des revenus. En effet, 10% de la population dispose de revenus très élevés, tandis que les plus pauvres ont très peu pour vivre. Pour qu'une meilleure égalité porte ses fruits, il faut qu'il y ait des mécanismes basés sur la solidarité, qui contribuent à une répartition plus juste des ressources. Conjuguées au mouvement syndical, dont les actions peuvent permettre d'accroître les revenus basés sur le salaire (par opposition aux revenus basés sur les bénéfices), les dépenses publiques représentent le mécanisme le plus efficace pour améliorer l'égalité.

Graphique I. Les problèmes sociaux et de santé augmentent quand il y a moins d'égalité

#### Health and Social Problems are Worse in More Unequal Countries



Source: Wilkinson & Pickett, *The Spirit Level* (2009)

www.equalitytrust.org.uk

Equality Trust

titre: Plus l'inégalité est forte, plus les problèmes sociaux et de santé sont graves

Axe des ordonnées: Indice des problèmes sociaux et de santé; en bas: Situation la moins défavorable; en haut: Situation la plus défavorable

Axe des abscisses: Inégalité des revenus; à gauche: Faible; à droite: Forte

Indices:

- Espérance de vie
- Alphabétisation
- Mortalité infantile
- Homicides
- Emprisonnement
- Grossesses des adolescentes
- Confiance
- Obésité
- Troubles psychiques (dont addiction à la drogue ou à l'alcool)
- Mobilité sociale]

Les dépenses publiques jouent un rôle évident dans la redistribution des revenus. Les gens paient des impôts en fonction de leur revenu ou de leurs dépenses, tandis que d'autres personnes bénéficient de prestations s'ils sont au chômage, à la retraite ou en congé parental (voir section 6.3). Mais les dépenses publiques dans les services ont aussi un considérable effet redistributif. Plus précisément, les services publics de santé et d'éducation ont des répercussions similaires à celles du système d'assurance sociale. Ce phénomène apparaît clairement dans les pays à revenu élevé, où les services publics sont les plus importants. Une étude réalisée dans sept pays de l'UE indique que la valeur des services publics représente environ un tiers de tous les revenus disponibles, et qu'elle est répartie de manière beaucoup plus égale. Cet effet est important aussi dans les pays en développement, où la fourniture directe de services publics constitue la meilleure forme d'égalisation, et où les prestations d'assurance sociale jouent un rôle relativement moins important.<sup>70</sup>

Les chiffres présentés dans le tableau ci-dessous indiquent comment ce système fonctionne au Royaume-Uni. La répartition des revenus « initiaux » – c'est-à-dire avant toute intervention de l'Etat – est très inégale, étant donné que le revenu moyen des 20% les plus riches est environ 15 fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres. C'est une situation propre à l'économie de marché. Sont ensuite ajoutés les revenus issus des prestations, généralement attribuées aux ménages les plus pauvres – ce qui améliore considérablement l'égalité en faisant plus que doubler le revenu des 20% les plus pauvres, de telle sorte que le ratio revenus supérieurs-inférieurs descend à 7%. C'est ce qui se produit généralement.

Les étapes suivantes sont plus surprenantes. Le paiement des impôts a pour effet de diminuer la quantité de revenu disponible. Les impôts directs sur le revenu sont plus importants pour les groupes les plus riches – mais les taxes indirectes telles que la TVA représentent une proportion beaucoup plus importante des revenus des plus pauvres. Le résultat net après impôts fait apparaître un ratio revenus supérieurs/inférieurs pratiquement inchangé : le groupe le plus riche dispose toujours d'environ sept fois plus d'argent que le groupe le plus pauvre. En conséquence, le système fiscal britannique n'est pas très progressif.

La dernière étape quantifie les avantages qu'apportent les services publics, notamment l'éducation et la santé. La valeur est calculée en fonction de la fréquence de l'utilisation du service par le groupe, et les ménages les plus pauvres perçoivent des prestations plus importantes parce qu'ils comptent plus d'enfants ou qu'ils sont plus vulnérables aux problèmes de santé, comme les retraités – bien que les groupes les plus riches reçoivent le plus d'argent dans les subventions de transports). La valeur des services destinés aux personnes les plus pauvres est presque aussi importante que l'ensemble de leurs revenus disponibles après impôts issus de leur rémunération et des prestations cumulées. L'effet sur l'inégalité est aussi radical que l'effet sur les prestations : le ratio revenus supérieurs-inférieurs passe de 7 à 4.

Tableau 11. Redistribution des revenus générés par les impôts, les prestations et les services publics; Royaume-Uni, 2008/2009

(Livres sterling par an)	Revenus inférieurs	2ème tranche	3ème tranche	4ème tranche	Revenus supérieurs	Tous ménages	Ratio revenus supérieurs/inférieurs
Revenu initial	4 970	12 020	23 305	38 321	73 810	30 485	15
plus prestations en espèces	6 431	7 602	5 787	3 609	1 805	5 047	
Revenu brut	11 401	19 622	29 092	41 930	75 615	35 532	7

<i>moins</i> impôts directs	1 270	2 523	5 046	8 798	18 255	7 178	
<i>moins</i> impôts indirects	2 862	3 592	4 316	5 579	7 354	4 741	
Revenu après impôts	7 269	13 507	19 731	27 553	50 006	23 613	7
<i>plus</i> prestations en nature (santé, éducation, etc.)	6 315	6 411	5 969	5 000	3 870	5 513	
Revenu final	13 584	19 918	25 699	32 553	53 876	29 126	4

Source: voir note<sup>71</sup>

Cet effet redistributif des dépenses publiques et des services publics est particulièrement important du fait de l'inégalité croissante entre les bénéfices et les salaires dans l'ensemble de l'économie. La part salariale a diminué de manière chronique en Europe, aux Etats-Unis et au Japon au cours des 35 dernières années. Ce déclin signifie que les travailleurs ont gagné peu alors que la productivité a massivement augmenté. Aux Etats-Unis, par exemple, pendant le quart de siècle qui s'est écoulé entre 1980 et 2005, la productivité a enregistré une hausse de 71%, tandis que les revenus n'ont augmenté que de 14%. En même temps, les inégalités entre les revenus supérieurs et les revenus inférieurs se sont accentuées. La part de revenus amassés par 1% de la population la plus riche a doublé, passant de 8,4% en 1980 à 17,4% en 2005<sup>72</sup>. Ce processus est en partie lié à la privatisation, qui déplace l'activité économique du secteur public – dans lequel la part salariale est élevée – vers le secteur privé et, par conséquent, « suite à la privatisation et à la déréglementation, le capital a pris le dessus aux dépens du travail, presque partout, et la proportion de bénéfices a augmenté alors que la part salariale a diminué. »<sup>73</sup>

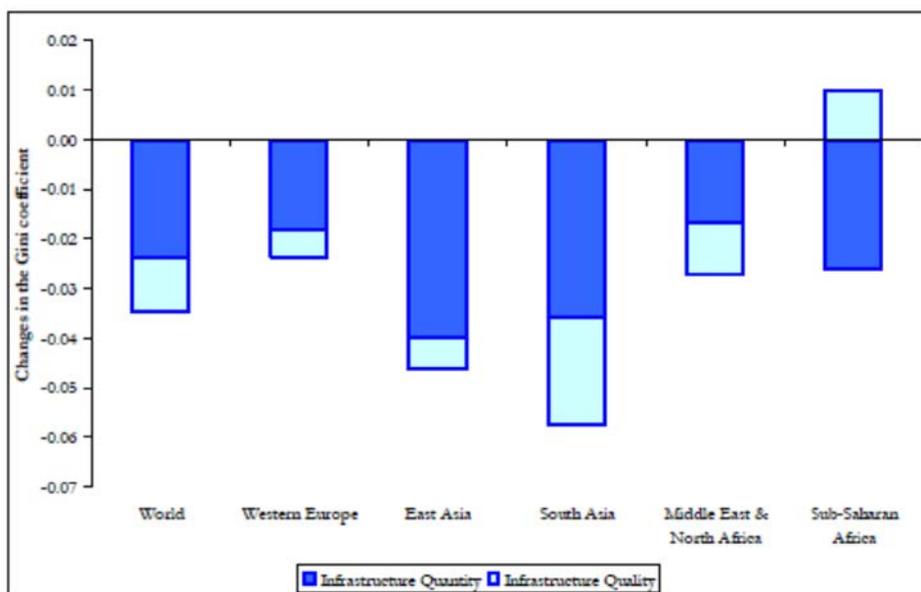
### 6.2. Infrastructures et égalité

L'investissement dans les infrastructures est nécessaire non seulement pour le développement économique mais aussi pour son incidence directe sur les inégalités de revenu. Plus les individus ont accès aux routes, à l'électricité et aux télécommunications, plus ils ont la possibilité d'avoir un meilleur salaire ; par conséquent, les personnes ayant de faibles revenus sont plus gagnantes que celles qui ont des revenus élevés.

La prise en compte de ces avantages joue un rôle important dans le processus démocratique en Inde, où le slogan « bijli, sadak, pani » (électricité, routes, eau) est largement repris dans les campagnes électorales, parce que les électeurs reconnaissent l'importance de ces éléments : les études réalisées auprès des ménages de différents Etats indiens indiquent systématiquement que les électeurs plébiscitent ces infrastructures, ainsi que l'éducation.<sup>74</sup>

Graphique J. Amélioration de l'égalité due au développement des infrastructures, années 1990-2000, par région

Evolution de l'indice d'inégalité de Gini entre les moyennes de 1991–1995 et celles de 2001–2005



Source: Calderon et Serven 2008<sup>75</sup>

[Graphiques en barres de gauche à droite: Monde; Europe occidentale; Asie orientale; Asie du Sud; Moyen-Orient et Afrique du Nord; Afrique sub-saharienne]

[bleu foncé: Quantité des infrastructures; bleu clair: Qualité des infrastructures]

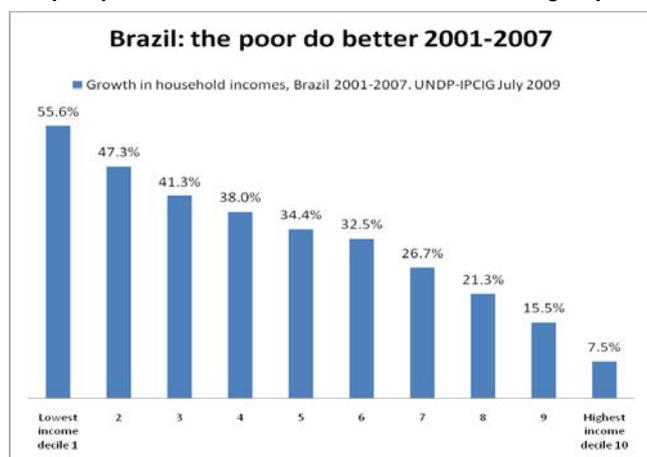
### 6.3. Prestations sociales et égalité

Les systèmes de protection sociale viennent en aide aux personnes pauvres et vulnérables en leur versant des prestations pour améliorer leurs revenus. Ces systèmes sont bien ancrés dans les pays à revenu élevé, qui dépensent en moyenne 13% de leur PIB dans le paiement des retraites, des allocations familiales et des indemnités de chômage. Les systèmes de prestations sont basés sur le principe de la répartition, ce qui les rend en principe abordables pour tous les groupes de pays : « Le coût des prestations sociales est à la portée des pays les plus pauvres, mais il faut une certaine volonté politique pour qu'elles soient abordables. »<sup>76</sup>

Les conséquences potentielles sont considérables, comme le montre l'exemple du Brésil. Ce pays a été l'une des sociétés les plus inégales au monde, mais l'égalité gagne du terrain de manière significative, du fait des nouvelles politiques gouvernementales sur les dépenses publiques. Le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité, est passé de 0,59 en 2001 à 0,53 en 2007. Les dépenses publiques ont joué un rôle primordial dans ce processus : cette égalité accrue est due pour un tiers à un meilleur accès à l'éducation, et pour un autre tiers à la hausse des prestations versées par l'Etat et à l'augmentation du salaire minimum.

Cette amélioration de l'égalité a permis de réduire l'impact de la récession : « Une des raisons pour lesquelles la crise économique et financière n'a pas affecté autant le Brésil que d'autres pays est peut-être la croissance du marché intérieur et les changements qui se sont opérés dans la structure de la demande au cours de la dernière décennie. Ces facteurs ont à leur tour été encouragés par le cercle vertueux que constitue une meilleure répartition des revenus. »<sup>77</sup>

Graphique K : Brésil: les revenus des ménages pauvres augmentent plus rapidement 2001-2007



Source: voir note<sup>78</sup>

[en bleu: Augmentation des revenus des ménages]

[à gauche: Revenus les plus faibles, décile 1; à droite: Revenus les plus élevés, décile 10]

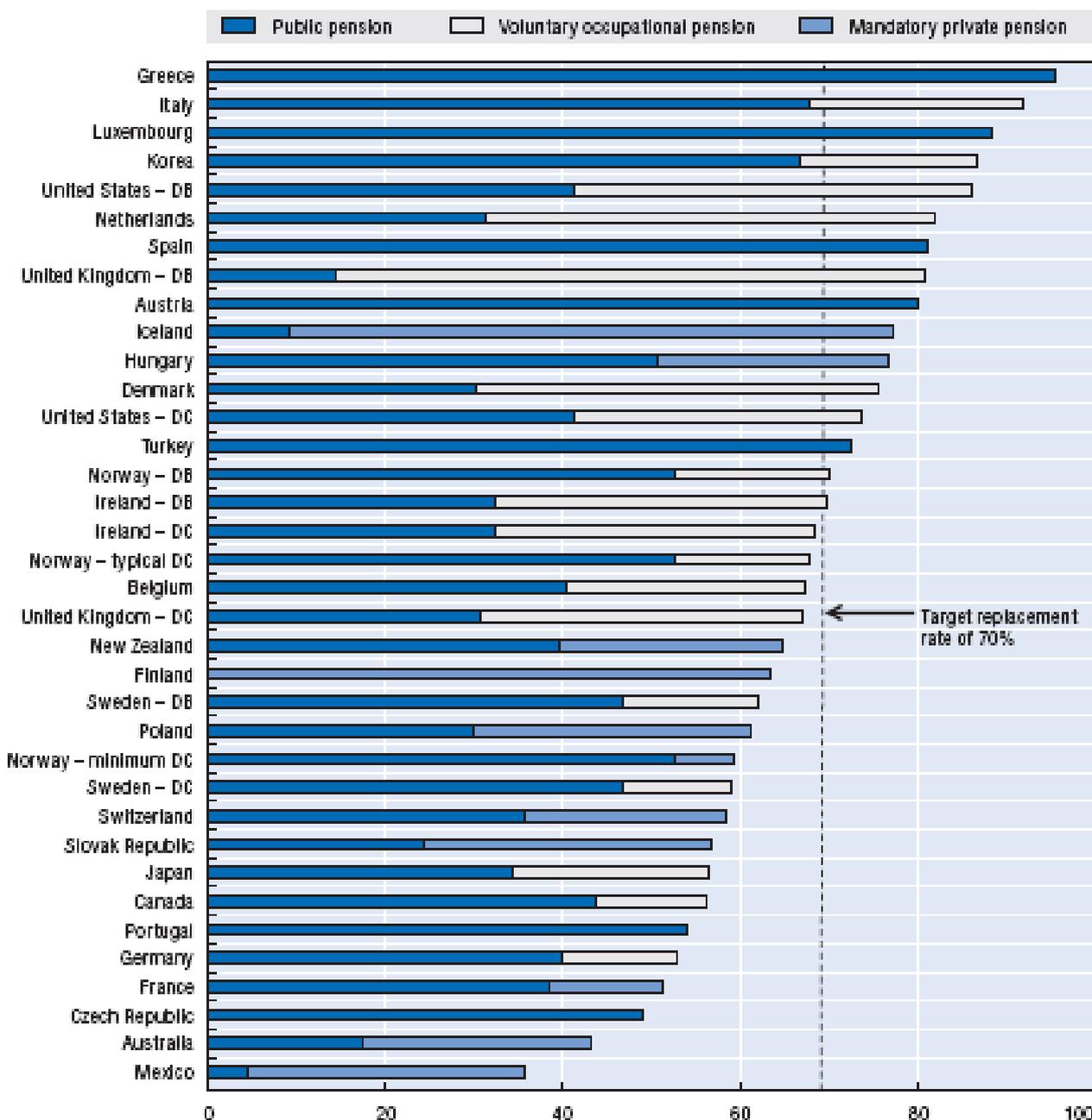
Les retraites prennent également de plus en plus d'importance dans les pays en développement. Les programmes privés ne concernent que les personnes qui ont assez d'argent à épargner ; c'est pourquoi l'intervention de l'Etat est nécessaire pour réduire la pauvreté. Les programmes contributifs ne permettent pas de venir en aide à un grand nombre de femmes ni aux personnes qui ont travaillé dans l'économie informelle, et les prestations sociales sous condition de ressources, dans la pratique, excluent trop de gens. Le moyen le plus efficace de fournir des retraites et ainsi d'éliminer la pauvreté chez les personnes âgées réside dans les retraites à taux forfaitaire universelles financées par l'impôt en général. Les retraites universelles permettent d'offrir aux femmes une retraite égale, même si elles n'ont pas eu les mêmes opportunités de salaire que les hommes lorsqu'elles travaillaient. Dans les pays développés, la Nouvelle-Zélande a mis en place ce système, qui s'est révélé d'une efficacité exceptionnelle pour éliminer la pauvreté des personnes âgées.

Dans les pays en développement, des programmes du même type fonctionnent également : par exemple, à l'île Maurice, le taux de pauvreté des ménages âgés est passé de 30% à 6% et, en Namibie, la retraite

universelle représente la principale source de revenus pour de nombreuses personnes âgées. Ces retraites sont abordables pour l'Etat, même dans les pays en développement. Les programmes de retraite coûtent, à titre d'exemple, 0,5% du PIB au Botswana, 1,7% du PIB à l'île Maurice et un peu plus de 1% du PIB au Népal.<sup>79</sup>

Dans les pays à revenu élevé, il existe un système varié et complexe de retraites publiques et privées. Le FMI et la Commission européenne souhaitent une réduction du financement public des retraites, du fait du vieillissement de la population des pays du Nord (voir section III). Mais même dans les pays de l'OCDE, les retraites publiques sont beaucoup plus importantes pour fournir un niveau acceptable de retraite, comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique L. Proportion des retraites dans les revenus des travailleurs (programmes publics et privés)



Source: adéquation des prestations selon l'OCDE [www.oecd.org/daf/pensions/outlook](http://www.oecd.org/daf/pensions/outlook)  
 [bleu foncé: retraites publiques; blanc: retraites professionnelles complémentaires; bleu clair: retraites privées obligatoires]  
 [flèche: Taux de remplacement cible de 70%]

## 7. Efficacité des services publics

Les avantages généraux des dépenses publiques sont en partie dus à l'efficacité relative des services publics pour fournir des prestations qui bénéficient à l'ensemble de la société, comme on peut le constater en examinant certains services spécifiques.

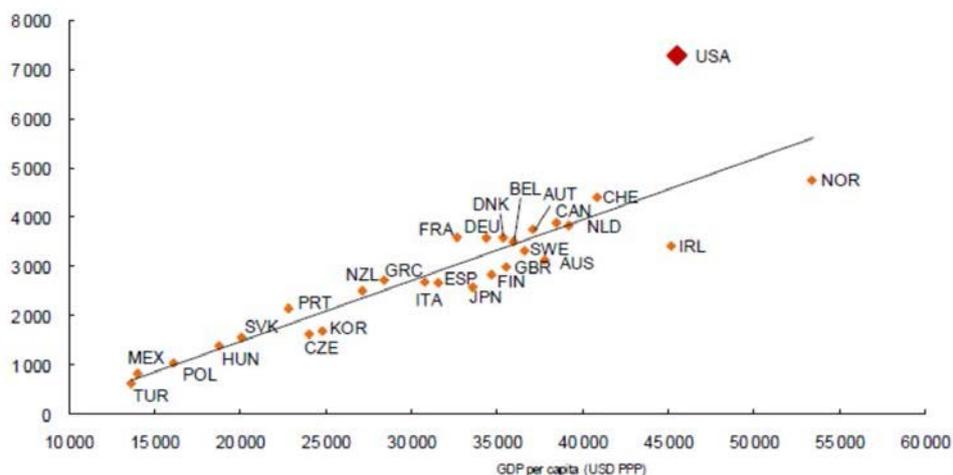
Cette section présente les avantages relatifs de la santé publique, en montrant qu'elle est beaucoup plus performante et efficace qu'un système privé ; une note explicative indique que le logement public permet de fournir un foyer de manière plus efficace qu'en obligeant tout le monde à acheter de l'immobilier sur le marché, d'autant que c'est ce système qui est à l'origine des crédits immobiliers à risque des subprimes.

### 7.1. Performance et efficacité des systèmes publics de santé

Comme le montre le graphique ci-dessous, plus le PIB d'un pays est élevé, plus les dépenses de santé sont élevées. Les données comprennent les dépenses publiques et privées, en sachant que les dépenses publiques sont largement majoritaires dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Mexique et des Etats-Unis. Il y a une explication à cela.

Les données comparatives des Etats-Unis et d'autres pays de l'OCDE révèlent qu'un système de santé basé sur les dépenses privées est *moins performant* et *moins efficace* que les systèmes basés sur le financement public. En conséquence, les dépenses publiques de santé ont une incidence positive sur la croissance économique, ce qui n'est pas le cas des dépenses privées consacrées à la santé.<sup>80</sup>

Graphique M. Dépenses de santé par habitant et PIB par habitant, pays de l'OCDE, 2007

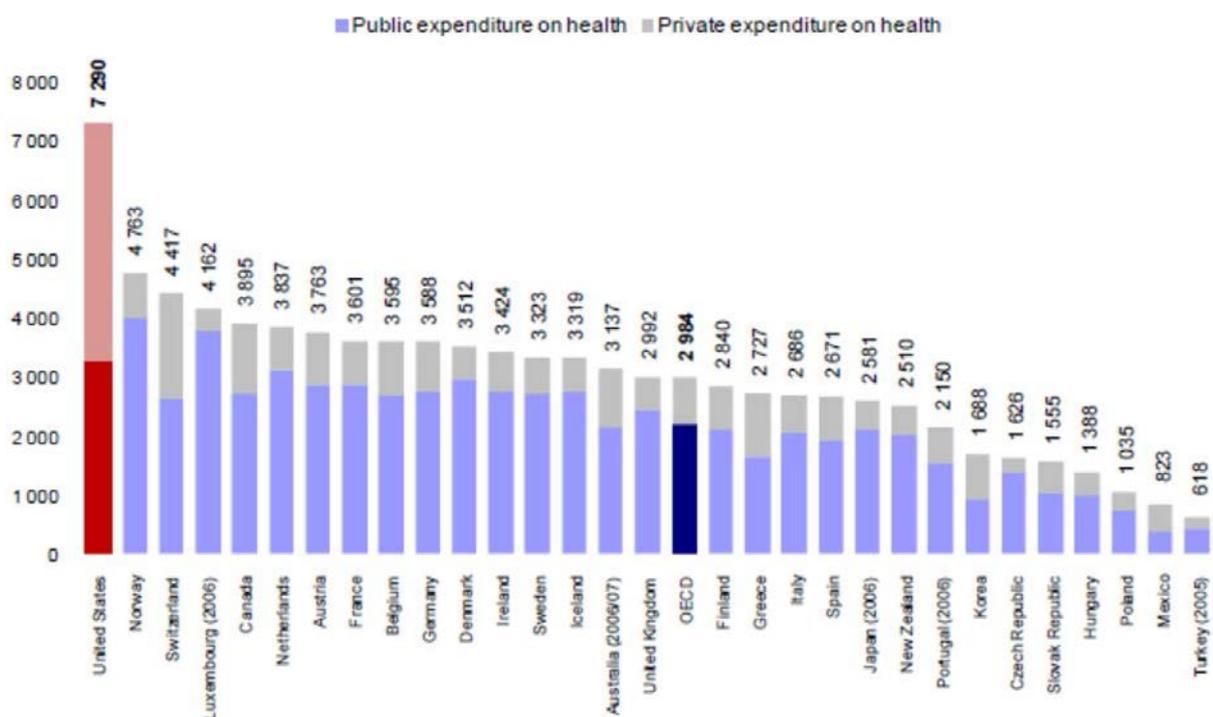


Source: OECD Health Data 2009

Aux Etats-Unis, le système de santé démontre l'inefficacité des soins privés, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, la majorité des dépenses repose sur des assurances privées et des prestations privées, complétées par diverses subventions gouvernementales. Ensuite, les dépenses totales de santé sont anormalement élevées. En 2007, les Etats-Unis ont dépensé 16% du PIB dans la santé, ce qui dépasse largement le pourcentage des pays de l'OCDE, et représente presque le double de la moyenne des pays de l'OCDE, qui s'élève à 8,9%. Cela ne signifie pas que les besoins des Américains sont plus importants : par exemple, seulement 12,5% de la population est âgée de plus de 65 ans, alors que ce taux est de 16,7% en Europe et de 21,5% au Japon ; par ailleurs, les Américains ne sont pas plus enclins à la maladie que les habitants des autres pays de l'OCDE. Cet excédent de dépenses résulte de plusieurs facteurs : coût beaucoup plus élevé des médicaments de marque et des frais hospitaliers ; nombre plus important d'examen médicaux, tels que les scanners, et de certaines opérations chirurgicales ; davantage de dépenses administratives.

Ce surcroît de dépenses ne produit pas de meilleurs résultats : rien ne prouve que ces opérations et examens supplémentaires améliorent les prestations médicales. Les sociétés pharmaceutiques américaines sont moins innovantes que leurs homologues européennes, et l'usage de l'informatique, par exemple pour enregistrer les données relatives aux patients, est beaucoup moins répandu aux Etats-Unis. En termes économiques, le système américain se révèle donc beaucoup moins performant que les systèmes publics de santé existant dans d'autres pays.

Graphique N. Dépenses de santé (publiques et privées) par habitant, en dollars US, 2007, OCDE



Source: données de l'OCDE relatives à la santé en 2009

[bleu: dépenses publiques de santé; gris: dépenses de santé privées]

Ce système est également beaucoup moins efficace : en 2006, l'espérance de vie générale aux Etats-Unis était de 78,1 ans, ce qui est inférieur à tous les pays de l'OCDE ayant un niveau de richesses comparable, et en-dessous de certains pays en développement, tels que Cuba et le Costa Rica. Le taux de mortalité infantile s'élevait à 6,7 décès pour 1000 naissances vivantes, c'est-à-dire plus que dans tous les autres pays de l'OCDE, hormis le Mexique et la Turquie. La République Tchèque, la Finlande, l'Islande, le Japon, la Norvège, le Portugal et la Suède ont un taux de mortalité infantile plus de deux fois inférieur à celui des Etats-Unis. De tous les pays de l'OCDE, seuls les Etats-Unis, le Mexique et la Turquie n'ont pas de couverture de santé universelle.

En l'absence de services de santé financés par des fonds publics, le financement collectif des soins a de fortes chances d'être supporté par les employeurs, soit par la législation, soit par l'action collective menée par les travailleurs. Aux Etats-Unis, les prestations de santé jouent un rôle important dans la négociation collective et l'organisation syndicale, étant donné que les syndicats négocient des programmes financés par les employeurs pour fournir une protection sociale aux travailleurs en cas de maladie. Le coût de cette assurance accroît le coût indirect du travail, qui représente en moyenne 12% des salaires totaux. Il en est de même pour les cotisations versées par les employeurs aux programmes d'assurance sociale, à ceci près que ces cotisations ne sont pas uniformes pour tous les employeurs et qu'elles ne sont pas obligatoires. Les entreprises américaines sont donc désavantagées par rapport à celles des pays où les soins sont financés par le secteur public.

**Tableau 12. Mortalité infantile en nombre de décès pour 1000 naissances vivantes, 2006, OCDE**

Allemagne	3.8
Australie	4.7
Autriche	3.6
Belgique	4.0
Canada	5.0
Corée	4.1
Danemark	3.8
Espagne	3.8
Etats-Unis	6.7
Finlande	2.8
France	3.8
Grèce	3.7
Hongrie	5.7
Irlande	3.7
Islande	1.4
Italie	3.7
Japon	2.6
Luxembourg	2.5
Mexique	16.2
Norvège	3.2
Nouvelle- Zélande	5.2
Pays-Bas	4.4
Pologne	6.0
Portugal	3.3
République Tchèque	3.3
Royaume-Uni	5.0
Slovaquie	6.6
Suède	2.8
Suisse	4.4
Turquie	22.3

Source: données de santé de l'OCDE, 2009

## 7.2. Le logement et la crise

La crise financière résulte en partie du problème des « subprimes », ces crédits immobiliers à risque. Aux Etats-Unis, en particulier, les familles moins aisées devaient, pour pouvoir acheter un logement, hypothéquer ce logement auprès des banques, qui essayaient quant à elles d'accroître leur activité. Les banques ont assoupli les conditions de crédit, tout en incitant toujours plus de particuliers à hypothéquer leur maison. A un moment donné, de nombreuses personnes se sont retrouvées dans l'impossibilité de rembourser leur emprunt et ces crédits immobiliers à risque se sont transformés en dettes irrécouvrables pour les banques, ce qui a joué un rôle majeur dans la crise bancaire. De nombreuses autres personnes ont été encouragées à trouver de nouvelles sources de capitaux pour payer leur maison en empruntant davantage, à hauteur de la plus-value « non réalisée » de leur maison. Ce supplément d'emprunts a certes donné un coup de fouet à la consommation aux Etats-Unis, ce qui a permis à l'économie de rester saine, mais a également préparé la crise du logement. Lorsque la valeur des maisons a chuté, de nombreuses personnes engagées dans ce processus ont alors découvert qu'elles devaient rembourser plus d'argent que leur maison n'en valait. Ces personnes se sont trouvées dans l'incapacité de payer l'hypothèque. Les banques ont réagi en saisissant les maisons, et des centaines de milliers de personnes ont été privées de logement.

Ces problèmes ont surgi en partie parce que les pays ont abandonné, ou jamais mis en place, les politiques publiques de logement destinées à fournir à tout le monde une habitation décente et abordable. Les

logements financés par le secteur public et loués à un prix abordable constituaient l'un des principaux services publics du XXe siècle. En parallèle, les caisses d'épargne mutualistes sans but lucratif et les sociétés de prêt à la construction permettaient aux citoyens de la classe moyenne d'acheter des maisons, avec l'encouragement et le soutien des gouvernements. A partir des années 80, la construction de logements publics a diminué, suite au recul général du rôle de l'Etat. En même temps, les sociétés mutualistes de prêt à la construction ont été transformées en banques à but lucratif, plus souples dans leurs politiques de prêt. Ces politiques ont été appliquées dans certains des pays les plus riches (par exemple aux Etats-Unis), dans des pays en transition post-communistes, où de grandes quantités de logements publics ont été privatisés, ainsi que dans certains pays parmi les moins développés (comme le Malawi), où il apparaît dans une étude réalisée en 2007 que « au Malawi, le financement officiel des logements est rudimentaire... et moins de 16% [de la population] est en mesure d'acheter une maison traditionnelle... les particuliers ne bénéficient d'aucune subvention.<sup>81</sup>

Les agences des Nations Unies, entre autres, redécouvrent actuellement le rôle des services publics de logement. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a organisé une conférence en 2004 sur les problèmes de logement dans les pays en transition en Europe centrale et orientale, qui a amené à la conclusion suivante :

... la confiance croissante dont bénéficient les forces du marché n'a pas suffi à compenser le déclin du rôle de l'Etat dans le secteur du logement. C'est pourquoi il est souvent difficile de répondre de manière appropriée au besoin de logement des personnes pauvres et vulnérables. La disponibilité de logements abordables est toutefois nécessaire pour favoriser le bien-être des personnes et la cohésion sociale. Il s'agit d'un facteur important également pour la productivité économique : les logements abordables sont une condition indispensable à la mobilité des travailleurs et à l'établissement d'un environnement politique propice à la création d'entreprises et d'emplois. Réalisant cela, les pays s'efforcent actuellement de rechercher des moyens performants et efficaces pour résoudre les problèmes de logement des personnes les plus démunies, et le logement social constitue un outil important pour y parvenir.<sup>82</sup>

Le logement est également une question primordiale dans les pays en développement, en particulier dans les quartiers pauvres des villes à forte croissance. Des politiques de logement public ont permis de résoudre ce problème au cours du dernier demi-siècle à Singapour et à Hong Kong, deux des villes asiatiques les plus peuplées. Dans ces deux villes, les programmes consistaient à régler en premier lieu le problème de l'étendue rapide des bidonvilles, en construisant des centaines de milliers de logements à louer. Les logements publics ont par la suite permis de loger aussi les citoyens de la classe moyenne, sans allocations de logement. A Singapour, 85% de la population vit dans des logements publics, soit loués soit soumis à un bail de 99 ans. Les mesures politiques relatives aux biens immobiliers et aux nouvelles constructions garantissent une bonne représentation des groupes raciaux et sociaux. La moitié des habitants de Hong Kong – plus de trois millions de personnes – vit dans des logements publics ; deux millions d'entre eux sont locataires.<sup>83</sup>

La crise financière mondiale a accentué le besoin de redécouvrir la valeur du logement social. Au plus fort de la crise, en octobre 2008, les Nations Unies ont publié une déclaration de la rapporteuse spéciale pour le logement, Raquel Rolnik. Selon elle, la crise prouve que les marchés seuls ne peuvent fournir un logement à tout le monde, et elle demande une réévaluation des politiques de logement social :

La notion selon laquelle les marchés permettent de fournir un logement à tout le monde a échoué. La crise actuelle nous rappelle cette triste réalité... Un foyer n'est pas une marchandise, avec quatre murs et un toit. C'est un endroit où l'on doit pouvoir vivre en sécurité, dans la paix et la dignité ; c'est un droit pour chaque être humain... L'accession à la propriété est trop souvent considérée comme la seule et unique solution pour garantir l'accès au logement, et cela pose problème... un logement convenable pour tous est un objectif public qui nécessite une grande variété de dispositions, telles que des mesures fiscales avantageuses pour acheter un logement, une meilleure protection juridique des locataires, des zones à loyer limité, des subventions directes pour les pauvres, des logements publics, diverses mesures relatives à l'occupation des logements. Les marchés, même avec une réglementation appropriée, ne peuvent fournir un logement convenable à tout le monde. »<sup>84</sup>

Une autre déclaration a succédé à celle-ci, prononcée par la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Anna Tibaijuka, lors d'une réunion de comité de l'ONU-Habitat :

« L'urbanisation rapide et chaotique et la pénurie de logements abordables étaient à l'origine de la crise financière actuelle, et seules les finances publiques et la volonté politique pouvaient y répondre... Le logement était le dépositaire de la richesse nationale, mais aussi un produit de marché et un bien social. »<sup>85</sup>

### 7.3. Environnement : rôle des finances publiques pour faire face au changement climatique

Le plus grand défi qui s'imposera aux pays du monde concerne le changement climatique. Les mesures nécessaires prévoient notamment de passer aux sources d'énergies renouvelables pour la production d'électricité, d'investir dans des processus industriels et des habitations plus économes en énergie, et de développer des systèmes de transports publics permettant de limiter l'utilisation de la voiture.

A l'échelle mondiale, selon les estimations, le coût de toutes les mesures nécessaires pour réduire suffisamment les émissions de dioxyde de carbone oscille entre 1% et 3% du PIB mondial. D'après les Nations Unies, les finances publiques devront pourvoir aux trois quarts de ces dépenses. Ces chiffres signifient que les dépenses publiques mondiales devront représenter environ 1,5% de plus du PIB total, uniquement pour faire face au changement climatique.

Le processus a déjà commencé. Les mesures de relance adoptées par les gouvernements lors de la récession comportent de nombreux projets d'investissement « verts », dont la valeur est estimée à un total de 436 milliards de dollars. Tous ces projets sont financés par des fonds publics. Les mesures écologiques ne seront pas abandonnées progressivement lorsque la crise sera terminée : les dépenses devront se poursuivre au même niveau, voire au-delà, pendant des décennies pour lutter contre le changement climatique.

Le passage à des modèles énergétiques durables favorisera la création d'emplois. Aux Etats-Unis, il est estimé que 1 milliard de dollars de dépenses publiques dans les projets liés aux énergies vertes permettra de créer 33.000 emplois. Dans plusieurs pays, des groupes de syndicalistes ont élaboré des propositions de programmes d'investissement public axés sur l'efficacité énergétique, les transports publics, le développement de sources d'énergies renouvelables, ce qui pourrait contribuer à la création d'un million d'emplois par an.

Les pays en développement nécessitent un investissement de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, selon le Sommet des Nations Unies sur le climat (COP15) tenu à Copenhague en décembre 2009. Le FMI estime que les finances publiques doivent fournir 60% de cette somme, en combinant les éléments suivants : (a) les gouvernements apportent des finances publiques pour constituer le « capital initial » d'un fonds « vert » ; (b) l'émission de nouvelles obligations d'Etat permet d'accroître l'emprunt ; (c) les finances publiques contribuent à subventionner des aides et des prêts à des taux avantageux ; (d) de nouvelles recettes fiscales sont appliquées, comme par exemple la taxe carbone.<sup>86</sup>

En même temps, dans les pays en développement, il faut déjà développer le processus d'électrification, ce qui nécessitera 35 milliards de dollars supplémentaires par an, et demandera le soutien des finances publiques et des aides. Cela intensifiera la demande d'électricité, mais permettra par ailleurs de remplacer les génératrices diesel inefficaces et polluantes, largement utilisées dans de nombreux pays, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines où les branchements électriques sont inexistantes. Les marchés publics peuvent également permettre d'améliorer l'efficacité énergétique à plusieurs niveaux. Par exemple, en Ouganda et au Vietnam, « le marché public de gros pour 1 million de lampes à économie d'énergie a fait baisser le coût des lampes de manière significative, et ainsi diminué de 30 mégawatts la demande énergétique à l'heure de pointe.<sup>87</sup>

Ces politiques nécessitent une planification cohérente et un financement que le marché ne peut fournir. Les autorités publiques, par voie de conséquence, commencent à suggérer qu'il faut peut-être faire marche arrière quant à la libéralisation des marchés de l'énergie dans les pays du Nord (voir encadré). Même au sein des

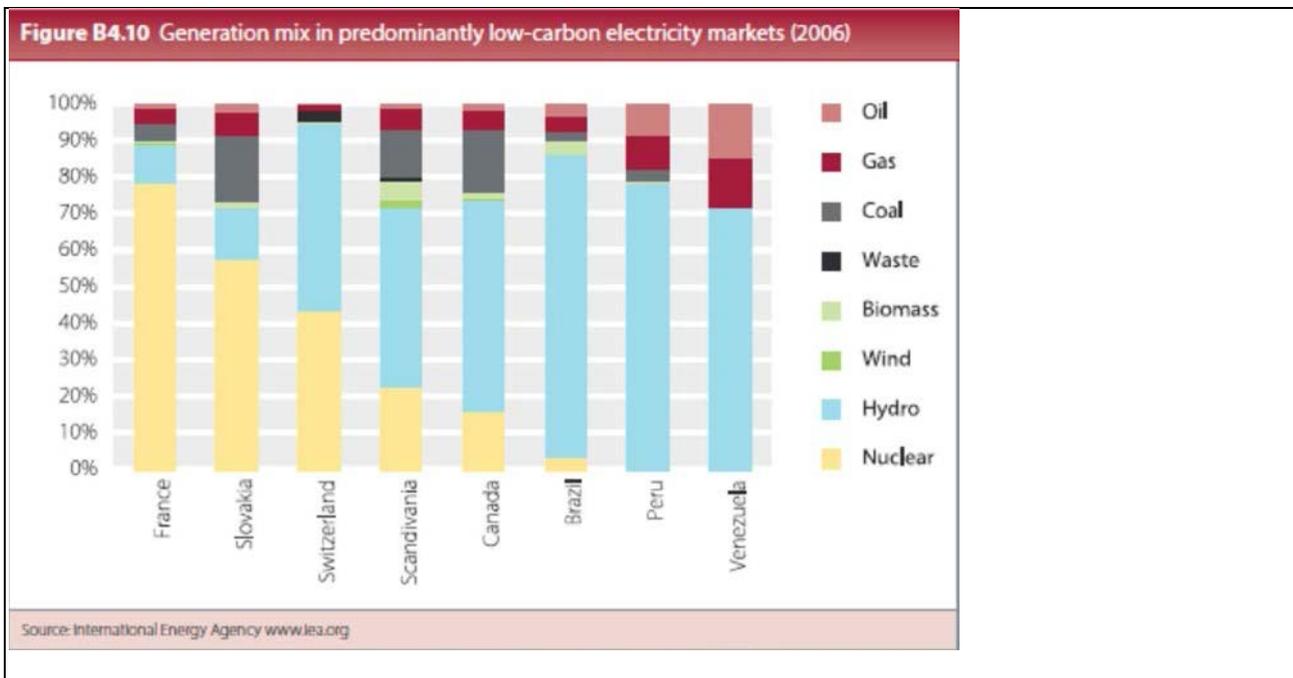
marchés libéralisés, seules les entreprises d'Etat investissent dans la recherche et le développement (R&D) ; le secteur privé n'investit pas en R&D:

Les deux dernières décennies ont assisté à la diminution stupéfiante des investissements en R&D dans le domaine de l'énergie et de l'électricité. Le présent rapport souligne que ce phénomène général est principalement imputable aux processus de libéralisation et de privatisation des marchés de l'électricité, qui ont poussé les services publics d'approvisionnement en électricité à réduire de manière radicale leurs dépenses en R&D. Toutefois, un examen plus approfondi des récentes données relatives à dix grandes entreprises d'électricité dans le monde indique que toutes ne se sont pas comportées de la même façon. La baisse des dépenses consacrées à la recherche a été particulièrement importante dans les entreprises privées ou récemment privatisées, alors que les entreprises publiques n'ont pas cessé de financer les services de R&D. <sup>88</sup>

**Encadré G. Energies renouvelables**

Les organes officiels des pays de l'UE commencent à douter qu'un système libéralisé de l'électricité puisse fournir les investissements nécessaires parce que, historiquement, les énergies à faible intensité de carbone ont toujours été financées uniquement par l'Etat. Un rapport britannique de 2009 indique que les pays qui produisent une grande quantité d'électricité sans émission de carbone ont développé leur capacité parce que les investissements publics à large échelle le leur ont permis, et non les marchés ; le rapport signale en conclusion que « dans certains pays, plus de 70% de la production d'électricité provient déjà de sources d'énergies à faible intensité de carbone. Dans ces pays, seule une intervention importante de l'Etat a permis l'investissement, même là où les marchés ont ensuite été libéralisés... Nous ne devons pas accepter les importants risques et coûts inhérents aux arrangements actuels du marché [au Royaume-Uni et dans les pays de l'UE] : il est nécessaire et inévitable de modifier ces arrangements. »<sup>89</sup>

**Graphique O. Pays ayant des systèmes électriques à faible intensité de carbone**



[rose: pétrole; rouge: gaz; gris: charbon; noir: déchets; vert clair: biomasse; vert foncé: éolien; bleu: hydraulique; jaune: nucléaire]

## Section III : Financer les dépenses publiques : les impôts



« Nos percepteurs sont semblables à des abeilles qui prélèvent du nectar dans les fleurs sans les déranger, puis qui répandent leur pollen afin que toutes les fleurs puissent s'épanouir et donner des fruits. »

Pranab Mukherjee, ministre indien des Finances, discours sur le budget, juillet 2009

D'où vient l'argent des dépenses publiques ? La principale source de revenu provient des impôts (et des cotisations d'assurance sociale). Certaines recettes proviennent également de l'aide, dans le cas des pays en développement. Cette section étudie les questions relatives à un niveau d'imposition abordable et à une répartition équitable de la charge fiscale, sans perdre de vue les déficits publics et la dette, qui servent à combler tout écart éventuel entre les impôts et les dépenses, et le rôle économique que joue cet emprunt, notamment en période de crise économique. L'analyse porte également sur l'usage illusoire et préjudiciable des partenariats public-privé qui dissimulent l'emprunt public.

### 8. Impôts abordables : fixer le niveau d'imposition approprié

Il existe une corrélation évidente entre une forte imposition et un PIB élevé, comme l'indique le tableau ci-dessous. La Banque mondiale elle-même attire invariablement l'attention sur la possibilité d'augmenter le niveau d'imposition et sur les liens qui existent avec le rendement économique. Lors des discussions sur la nécessité d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, la Banque mondiale et le FMI ont déclaré que « dans la plupart des pays en développement, le problème consiste à obtenir suffisamment de recettes pour fournir les infrastructures publiques essentielles et les services nécessaires au développement humain. »<sup>90</sup>

Alors que les recettes fiscales des pays à revenu moyen ont commencé à croître de manière significative, les pays les plus pauvres ont très peu progressé en ce qui concerne la hausse du niveau d'imposition. Ce sont les impôts indirects qui ont augmenté le plus, mais il s'agit des impôts les moins progressifs, qui affectent surtout les personnes les plus modestes. L'impôt direct sur le revenu a évolué très lentement, en partie à cause de la réduction des impôts sur les bénéfices des entreprises, conformément aux préconisations du FMI. Les taxes commerciales restent à un niveau stable, ou baissent, principalement du fait de la libéralisation du commerce recommandée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui demande aux pays de réduire les taxes sur les importations ou les exportations.

Graphique P. Les recettes fiscales en % du PIB augmentent parallèlement à la hausse du PIB

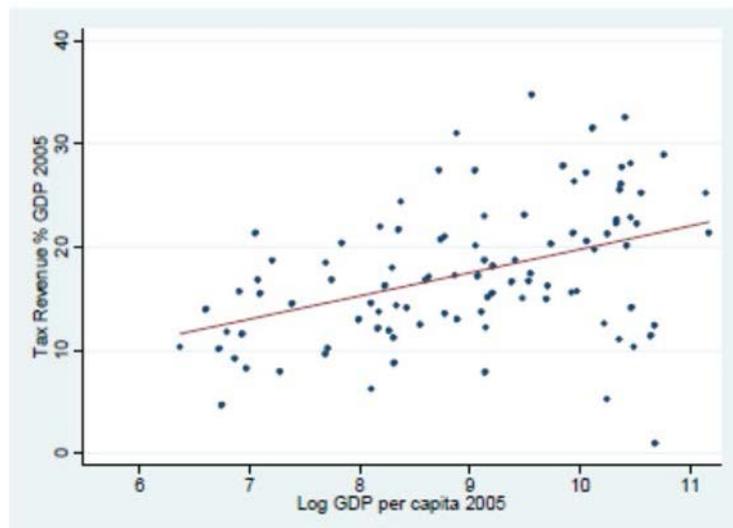
Source: DIE 2009<sup>91</sup>

Tableau 13. Recettes fiscales en % du PIB dans les pays de l'OCDE, 1975-2008

	Recettes fiscales totales en pourcentage du PIB							
	1975	1985	1990	1995	2000	2006	2007	2008 Provisionnel
Total OCDE	29.4	32.6	33.7	34.7	36.0	35.8	35.8	
dont:								
UE 15	32.1	37.5	38.1	39.0	40.6	39.8	39.7	
Japon	20.8	27.4	29.1	26.8	27.0	28.0	28.3	
Etats-Unis	25.6	25.6	27.3	27.9	29.9	28.2	28.3	26.9

Source: Base de données de l'OCDE sur la fiscalité [www.oecd.org/ctp/taxdatabase](http://www.oecd.org/ctp/taxdatabase)

Tableau 14. Recettes publiques dans les pays à faible revenu en % du PIB, 1990-2006

	Afrique sub-saharienne			Asie du Sud et Asie du Sud-Est			Asie centrale			
	1990–1994	1995–1999	2000–2006	1990–1994	1995–1999	2000–2006	1990–1994	1995–1999	2000–2006	
Impôts directs		2.9	3.3	3.8		2.2	3.1		7.5	9.2
Impôts indirects		3.5	3.9	5.0		3.8	4.6		8.4	10.0
Taxes commerciales		3.8	3.9	4.1		3.1	2.2		1.7	1.8
Total impôts		10.9	11.8	12.9	-	9.8	10.6	-	18.5	21.9
Total recettes		13.3	14.1	15.6	-	12.5	13.7	-	21.8	25.2

Source: McKinley et Kirili 2009<sup>92</sup>

## 9. Equité : la pression fiscale

### 9.1. Sources des recettes de l'Etat : impôts, assurances, charges et autres

Les impôts représentent l'élément le plus significatif des finances publiques, mais les services publics sont également financés par les sources suivantes :

- charges que paient les usagers des services, par exemple dans les transports publics ;
- divers types d'assurance, notamment l'assurance sociale ou l'assurance maladie payées par les employés ;
- emprunts de l'Etat, par exemple sous forme de prêts accordés par les banques de développement, ou de vente d'obligations ;
- revenus issus de l'aide internationale (ou fonds régionaux de solidarité au sein de l'UE);

- bénéfiques provenant des entreprises publiques et des donations à caractère caritatif.

Les principaux types d'impôts sont récapitulés dans le tableau ci-dessous. La forme d'imposition la plus juste est la plus progressive, qui augmente à mesure que les revenus et la richesse des individus augmentent. Les principaux impôts progressifs sont l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe foncière.

Tableau 15. Sources de recettes publiques

	Progressif	Type	Exemple
Imposition	Oui	Impôt sur le revenu	Impôt sur le revenu
	Non	Taxe sur les ventes et la consommation	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), taxe sur les produits pétroliers
	Non	Taxes commerciales	Droits de douane à l'importation
	Oui	Taxe foncière	Impôts locaux, droits de succession
	Oui	Impôt sur les sociétés	Taxe sur les bénéfices, impôts sur les plus-values, taxe sur les transactions
Assurances	Non	Assurance sociale	Cotisations de retraite, assurance chômage
	Non	Assurance maladie	Tarifs de l'assurance maladie
Autres	Non		Redevances
Charges	Non	Tarifs des services publics de distribution	Tarifs de l'eau et de l'électricité, frais de transport
	Non	Tarifs des services publics	Frais de scolarité, loyers, médicaments
Emprunt	Non	Obligations	Obligations émises par le gouvernement, les municipalités
	Non	Prêts	Emprunt auprès des banques et des banques de développement
Autres	Oui	Aide	Budgets d'aide des pays riches
	Non	Bénéfices	Excédent des entreprises publiques ou municipales, intérêts sur les prêts
	Non	Donations	Organisations caritatives, bénévolat

Depuis 20 ans, la tendance est de s'éloigner des impôts progressifs. La pression a été forte pour accroître le rôle de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en particulier, tandis que l'impôt sur les sociétés a diminué. En outre, les taxes commerciales ont été réduites afin d'obéir aux politiques de libéralisation commerciale requises par l'OMC. En conséquence, les pays à revenu faible et moyen ont dû rehausser d'autres taxes uniquement pour se maintenir au même niveau, à cause de cette réduction des recettes issues des taxes commerciales.<sup>93</sup>

Tableau 16. Recettes fiscales (hors assurance sociale) par type d'impôt et par catégorie de revenus du pays

Catégorie de revenus	Total impôts en % du PIB	... dont (en % du PIB):				
		Taxe sur les bénéfices	Impôt sur le revenu	Taxes à la consommation	Taxes commerciales	Autres
Faible revenu	14.1	2.7	2.3	6.1	2.3	0.7
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	16.7	2.6	2.7	8.7	1.6	1.1
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	20.2	1.8	4.1	10.7	1.1	2.5
Total revenus faibles et intermédiaires	17.6	2.3	3.2	9.0	1.5	1.6
Revenus élevés	25.0	2.4	11.2	8.2	0.2	

Source: Gordon et Lei 2009<sup>94</sup>

**Encadré H. Niveau d'imposition du Ghana**

Le niveau d'imposition du Ghana est exceptionnellement élevé pour un pays à faible revenu. Le pays a fait passer ses recettes fiscales de 4,0% du PIB seulement en 1982 à 21,6% du PIB en 2007. Le budget 2010 prévoit de percevoir 23,4% du PIB en recettes fiscales. Les réformes des années 1980 ont été considérablement influencées par le FMI, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds internationaux, qui préconisaient de ne plus faire peser la charge fiscale sur les agriculteurs mais sur les consommateurs, par le biais de la TVA. Mais la TVA est un impôt indirect régressif dont la charge est largement reportée sur les travailleurs ordinaires, qui dépensent tous leurs revenus dans les produits de consommation.

Le Ghana a créé des liens spécifiques entre les impôts et les services publics :

- 2.5% de la TVA sont réservés à l'éducation ;
- 2.5% de la TVA sont réservés à l'assurance maladie ;
- 20% des impôts sur les services de communication sont prélevés pour financer un programme national d'emploi pour les jeunes.

La politique du pays vise à abandonner les politiques fiscales précédemment recommandées par la Banque mondiale et le FMI ; dans cette optique, le budget 2010 prévoyait d'accroître les recettes fiscales directes et de réintroduire certains impôts commerciaux. Les objectifs budgétaires visent à rehausser les impôts directs de 9,8% en augmentant les redevances sur l'extraction minière à 6%, les péages routiers, les taxes d'immatriculation des automobiles et les impôts sur les revenus locatifs, et en rétablissant des droits à l'importation de 40% sur le riz, la volaille et l'huile de cuisson végétale.

**9.2. Taxe foncière et taxe sur le foncier non-bâti**

Dans les pays à revenu élevé, les taxes foncières représentent en moyenne 2,1% du PIB, mais seulement 0,6% du PIB dans les pays en développement. Les taxes foncières ont l'avantage d'être justes et difficiles à éviter, et elles concernent des personnes ayant des biens dont la valeur augmente grâce aux infrastructures et aux services publics. Si les pays en développement élevaient leurs taxes foncières à 2,5%, elles permettraient de financer, en particulier, les collectivités locales. Dans un pays comme la Thaïlande, ce type de taxe financerait *toutes* les dépenses des collectivités locales.

Une taxe sur le foncier non-bâti est encore plus généralisée, parce qu'elle porte sur toutes les terres, pas uniquement sur les constructions. Elle taxe également la plus-value que la croissance économique et les hausses de prix de la propriété rapportent aux propriétaires. A Hong Kong, la taxe sur le foncier non-bâti fournit 38% des recettes fiscales. En Australie, les collectivités locales appliquent une taxe sur le foncier non-bâti, et le gouvernement envisage d'étendre cette taxe à la propriété industrielle et commerciale. En Thaïlande, une nouvelle loi va permettre aux municipalités de taxer le foncier et de doubler la taxe du foncier non-bâti.<sup>95</sup>

De nombreux pays souhaiteraient appliquer la taxe sur le foncier non-bâti ; c'est notamment le cas de la Lettonie, où un groupe d'économistes, entre autres, pense que cette taxe serait une alternative aux réductions radicales des dépenses publiques du pays. Cette taxe sur le foncier non-bâti a fait de nombreux adeptes par le passé, comme Adam Smith, Tom Paine et Winston Churchill :

Des routes et des rues sont construites, les services s'améliorent, la lumière électrique transforme la nuit en jour, l'eau parcourt une centaine de kilomètres entre les bassins de retenue dans la montagne jusqu'au robinet, et pendant ce temps-là le propriétaire reste les bras croisés. Toutes ces améliorations ont été rendues possibles par le travail et les finances d'autres personnes et des contribuables. Le propriétaire monopoliste, en tant que propriétaire monopoliste, ne participe à aucune de ces améliorations, et pourtant chacune d'elles donne un peu plus de valeur à sa propriété. Il ne rend aucun service à la communauté, il n'apporte rien au bien-être général, il ne contribue en rien au processus qui lui permet de s'enrichir.<sup>96</sup>

Tableau 17. Taxes foncières en % du PIB

	Années 1990	Années 2000
Pays de l'OCDE	1.4	2.1
Pays en développement	0.4	0.6
Pays en transition	0.5	0.7

Roy Bahl 2009<sup>97</sup>

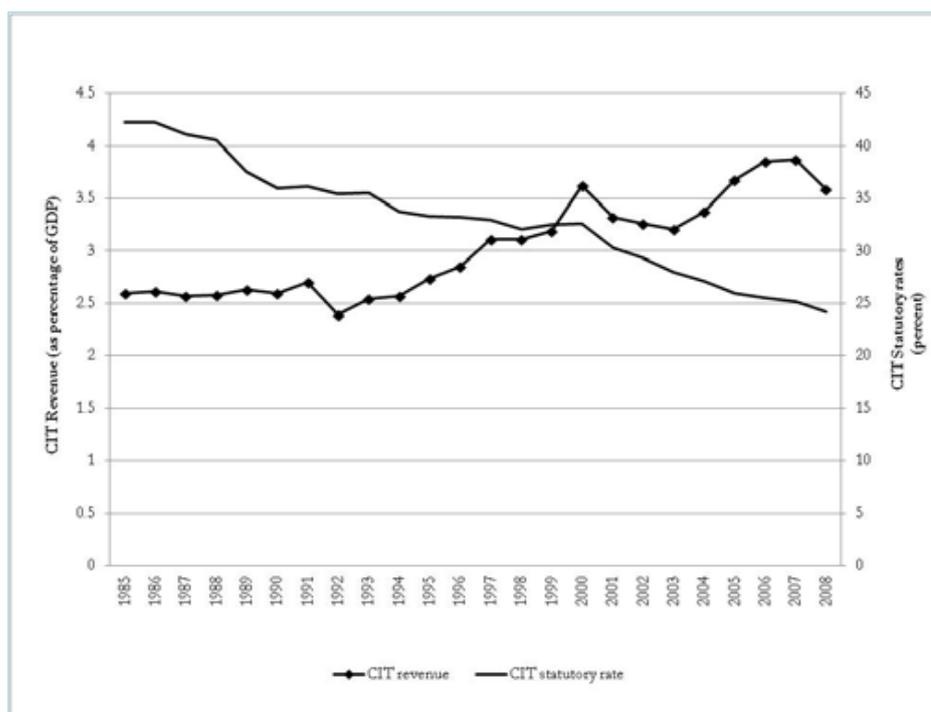
### 9.3. Impôt sur les sociétés

Les entreprises devraient payer beaucoup plus d'impôts qu'elles n'en paient à l'heure actuelle. Leurs bénéfices représentent environ un tiers de l'économie, mais elles paient des impôts d'une valeur inférieure à un dixième de ces bénéfices. Non seulement c'est injuste, mais cela favorise le chômage. Les entreprises dépensent moins leurs bénéfices que les individus ne dépensent leurs revenus, donc le fait de taxer les bénéfices a une moins grande incidence sur la demande globale de l'économie, et permettrait de créer davantage d'emplois dans l'économie en général.<sup>98</sup>

Que la cause soit imputable à des pressions politiques ou à certaines formes de fraude fiscale, les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés sont passées de 4,2% environ du PIB en 1985 à 2,4% du PIB en 2008. Pendant cette même période, dans les plus grands pays de l'OCDE, les bénéfices réalisés par les entreprises représentaient une part plus importante du PIB. Cette proportion équivaut désormais à 35% environ du PIB, comparé à 25% seulement au début des années 80. Cependant, le taux effectif d'impôts réellement payés a été divisé par deux. Si les sociétés payaient aujourd'hui le même taux effectif qu'en 1980, elles verseraient un équivalent impôt d'environ 5% du PIB. Au lieu de cela, la moitié de ces recettes est perdue, ce qui oblige à rechercher d'autres sources de revenu.

Le faible niveau de cotisations fiscales prélevées sur les bénéfices des entreprises apparaît de manière plus évidente aujourd'hui. Non seulement les bénéfices des entreprises avaient complètement récupéré de la récession au milieu de l'année 2010, mais ils battaient tous les records.

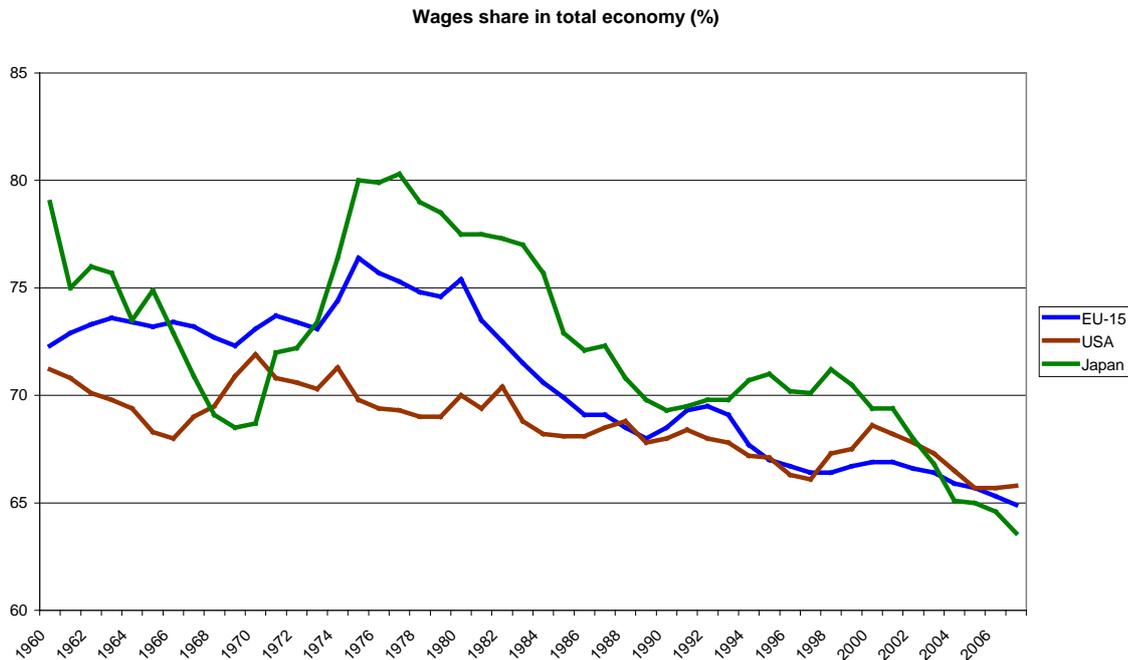
Graphique Q. Recettes fiscales issues de l'impôt sur le revenu des sociétés (en % du PIB) dans les pays de l'OCDE, 1985-2008



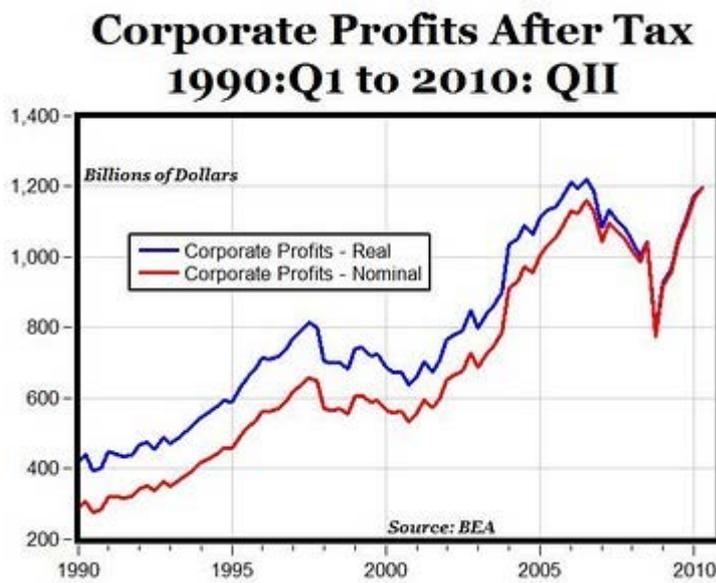
Source: FMI 2010<sup>99</sup>

[axe de gauche: Recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés  
axe de droite: Taux nominal de l'impôt sur le revenu des sociétés]

Graphique R. Part des salaires et des bénéfices en % du PIB, UE/USA/Japon, de 1960 à 2008



Graphique S. Bénéfices des entreprises après impôts aux Etats-Unis, 1990-2010



Source: Bureau of Economic Analysis et Haver Analytics, 2010<sup>100</sup>

L'impôt sur les sociétés pose deux problèmes majeurs. Premièrement, la plupart des pays autorisent les sociétés à compenser le coût des intérêts de la dette. Par conséquent, les entreprises qui travaillent avec des niveaux élevés de dette (comme les sociétés de capital-investissement) ne paient pas de taxe sur la part de bénéfices qui est utilisée en remboursement de la dette. Cela permet non seulement de réduire l'impôt à verser, mais aussi d'encourager les entreprises à contracter davantage de dettes, ce qui a contribué à provoquer la crise économique. Même le FMI trouve cette exonération injuste et dangereuse sur le plan économique : « Au niveau des entreprises, les préférences fiscales qui favorisent le financement par l'emprunt, notamment dans le secteur financier, sont largement répandues, souvent importantes et difficiles à justifier, compte tenu de l'incidence qu'elles peuvent avoir sur la stabilité financière... Ce sont sans doute les

déséquilibres fiscaux qui ont encouragé un endettement externe excessif et provoqué d'autres problèmes sur les marchés financiers, présentant un lien évident avec la crise. »<sup>101</sup>

Le second problème est plus grave et réside dans le fait que les multinationales et les sociétés financières peuvent se déplacer librement sur la planète. Elles peuvent s'installer dans des pays ayant des taux d'imposition moins élevés sur les bénéfiques, voire pas du tout, comme dans le cas des paradis fiscaux. Les pays subissent donc une forte pression pour réduire le niveau d'imposition sur les sociétés afin d'attirer les investisseurs, même si le besoin d'infrastructures et de services publics a augmenté. Des pays ont essayé d'inciter des entreprises à venir s'implanter chez eux en leur offrant des réductions ou des abattements spéciaux. De nombreux pays en développement ont créé des zones de libre-échange, dans lesquelles les bénéfiques des entreprises ne sont pas taxés. Cela se produit également à l'intérieur même des pays, lorsque des municipalités proposent des réductions particulières pour attirer les activités des entreprises. Les sociétés elles-mêmes ont intérêt à encourager cette « concurrence fiscale » : si les pays pensent que des taux d'imposition élevés sur les bénéfiques incitent les multinationales à aller investir ailleurs, alors il est probable que tous les pays se mettent à baisser leurs taux d'imposition, et les multinationales en profiteront où qu'elles aillent.

Toutefois, les taux d'imposition ne sont qu'un facteur dans la décision d'implantation d'une multinationale. (Dans certains secteurs, tels que l'activité minière ou pétrolière, l'eau et l'électricité, ce critère ne peut absolument pas être pris en considération : la multinationale ne peut pas déplacer la mine ou la ville à laquelle elle fournit l'électricité !) De nombreux autres facteurs entrent en ligne de compte dans les décisions des entreprises quant au lieu de production, notamment la disponibilité des infrastructures publiques telles que les routes, les chemins de fer, l'électricité et l'éducation.

Il est donc important de ne pas exagérer l'effet des impôts sur les décisions d'implantation géographique des entreprises.

Il est tout aussi important de reconnaître l'attractivité indiscutable des infrastructures publiques bien financées. Les pays ou les régions qui réduisent les dépenses dans ce secteur pour diminuer les taxes sur les bénéfiques risquent de se rendre moins attrayants. Une étude sur les décisions des multinationales américaines montre que, dans les pays en développement, « la qualité des infrastructures est un facteur déterminant particulièrement important. Les taux d'imposition, en revanche, ne semblent pas influencer beaucoup les décisions d'investissement. » Les fonds de solidarité et de cohésion de l'UE créent des « conditions d'investissement plus favorables en Europe centrale et orientale, en finançant la formation, les infrastructures et les services de R&D. » Par ailleurs, une étude récente sur les décisions d'investissement des sociétés japonaises dans les pays en développement aboutit à la conclusion suivante :

L'amélioration de la gouvernance publique et la capacité d'un gouvernement à fournir des services publics tels que la santé, l'éducation et les infrastructures apparaissent comme la meilleure stratégie à long terme pour accroître le bien-être national car cela renforce l'attractivité de longue haleine du pays d'accueil, profite à chaque entreprise quelle que soit sa nationalité, et augmente la possibilité de tirer profit des investissements directs à l'étranger.<sup>102</sup>

Les entreprises peuvent également éviter de payer des taxes élevées en déclarant leurs bénéfiques dans un autre pays : si une multinationale a une filiale dans un pays dont l'impôt sur les sociétés est élevé, elle peut modifier sa comptabilité de sorte à faire apparaître davantage de revenus dans une filiale installée dans un pays ayant un taux d'imposition beaucoup plus faible. Pour ce faire, la société procède à un « transfert » : la filiale située dans le pays où l'imposition est faible facture une transaction interne à un prix très élevé à l'autre filiale située dans le pays où l'imposition est forte, ce qui permet de déclarer les bénéfiques ailleurs. Ainsi, sans déplacer l'activité des filiales, la société peut éviter de payer des impôts dans un pays en en payant moins dans un autre. Le pays ne perd pas d'emplois, mais risque tout de même de perdre des recettes fiscales.

La tâche est beaucoup plus facile pour les pays dotés de systèmes de contrôle des mouvements de capitaux. Certains pays ont essayé de réduire l'impôt sur les sociétés quand ces contrôles ont été supprimés pendant la libéralisation financière des années 90 : « La réduction de l'impôt sur les sociétés s'explique presque

entièrement par la concurrence accrue que génère l'assouplissement des contrôles de capitaux. » Les pays qui maintiennent ces contrôles sur les mouvements de capitaux ne réduisent pas l'impôt sur les sociétés.<sup>103</sup>

La manière la plus radicale d'échapper aux impôts est encore de recourir aux paradis fiscaux, c'est-à-dire les pays qui ne taxent pas d'impôts sur les bénéficiaires des entreprises et qui demandent très peu d'informations aux sociétés enregistrées dans leur juridiction. Il s'agit des îles Caïmans, des îles Anglo-Normandes et des Bahamas, qui dépendent du Royaume-Uni, et des Antilles néerlandaises. La moitié de toutes les transactions commerciales et financières du monde sont réalisées dans les paradis fiscaux.<sup>104</sup>

Le Réseau pour la justice fiscale (Tax Justice Network), créé pour lutter contre les paradis fiscaux, estime qu'une perte de 250 milliards de dollars de recettes fiscales est à déplorer chaque année à cause de riches particuliers qui détiennent des actifs dans les paradis fiscaux.

#### **Encadré I. La taxe Tobin, la « taxe Robin des Bois »**

Il existe un type d'impôt sur les sociétés qui présente un avantage potentiel considérable. Il s'agit de la « Taxe Tobin », également surnommée « taxe Robin des Bois », qui consiste à taxer les transactions financières. Elle doit son nom à l'économiste Tobin, lauréat du Prix Nobel, qui préconise l'utilisation de cette taxe pour décourager les transactions financières et, ainsi, protéger les monnaies de la volatilité due aux spéculations sur les entrées et les sorties de capitaux. Aujourd'hui, cette taxe est également perçue comme une importante source potentielle d'impôt sur les sociétés internationales, financières en particulier. Elle offre de surcroît l'avantage d'être facile à prélever et difficile à éviter, notamment si elle est liée à des droits de propriété.

Appliquée à l'échelle mondiale, une taxe sur les transactions financières, par exemple de 0,01%, pourrait rapporter plus de 1000 milliards de dollars par an, soit 2% du PIB mondial. Une taxe moins élevée sur les transactions monétaires pourrait déjà rapporter entre 25 et 33 milliards de dollars par an.<sup>105</sup>

Cette idée, sur le principe, a gagné un certain soutien politique au fil des années. En septembre 2004, les leaders mondiaux, dont le Président français Chirac, le Président brésilien Lula, le Premier ministre espagnol Zapatero et le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan déclaraient : « une taxe sur les opérations de change est techniquement réalisable. » L'idée a été discutée lors d'une réunion du G20 en 2009 et a reçu un soutien de principe de la part de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni ; en revanche, les États-Unis sont partagés et le FMI peu enthousiaste.

Cette taxe présente l'intérêt évident d'accroître les recettes et de contrôler les formes les plus volatiles des comportements financiers. Elle est envisagée comme une taxe internationale, de crainte que les compagnies financières cessent leur activité dans les pays qui appliquent cette taxe à l'échelle nationale et qu'elles partent s'installer dans des pays qui ne l'appliquent pas. Lorsque la Suède a essayé d'introduire une taxe du même type en 1990, le volume des transactions a nettement chuté et, la taxe ayant rapporté peu de recettes, elle a été abandonnée.<sup>106</sup>

Mais certains pays ont mis en place des taxes du même ordre qui fonctionnent bien. Le Royaume-Uni impose depuis longtemps un « droit de timbre » sur de nombreuses transactions financières, notamment une taxe de 0,5% sur les transferts d'actionnaires, ce qui ne semble pas perturber les opérations de la Bourse londonienne. Cette taxe est, de fait, internationale, parce qu'elle est nécessaire aux droits de propriété et permet de taxer les transactions sur les actions des sociétés britanniques n'importe où dans le monde.

Divers pays en développement appliquent également des taxes sur les transactions financières avec un certain succès. Le Brésil a appliqué un impôt sur les débits bancaires jusqu'en 2008, qui servait à financer les soins de santé, mais il a été déclaré anticonstitutionnel en 2008. Une taxe sur les opérations en devises est toujours en vigueur sur toutes les entrées de capitaux, à un taux supérieur à 5%, ce qui permet en outre de contrôler toute revalorisation de la monnaie. L'Argentine applique un impôt sur les débits bancaires à l'achat et à la vente d'actions et d'obligations, qui représentait 11% de toutes les recettes fiscales en 2009.<sup>107</sup>

D'autres taxes internationales ont été proposées pour augmenter les recettes dans le but d'aider les pays en développement ou de combler le manque de ressources destinées à financer le développement et le

changement climatique, estimées à 324 milliards de dollars par an pour la période 2011–2015.<sup>108</sup> La principale taxe appliquée à l'heure actuelle est la taxe de solidarité sur les billets d'avion, dont doivent s'acquitter les passagers des vols dans les pays participants ; cette taxe, mise en place par la France, a rapporté 160 millions d'euros à la France en 2009 au profit de l'aide internationale.<sup>109</sup> Une écotaxe mondiale est également en cours de discussion pour aider à financer la lutte contre le changement climatique.

#### 9.4. Services publics de distribution et collectivités locales

La péréquation a toujours été utilisée dans le financement des services publics de distribution. Une forme de péréquation consiste à appliquer un tarif unique identique dans tout le pays, bien que les frais engagés pour approvisionner les régions éloignées sont, bien entendu, plus élevés que dans les villes. Les services postaux, par exemple, fonctionnent sur ce modèle. Les citoyens paient plus cher que le prix du marché, ce qui permet aux habitants des zones reculées de payer moins cher que le prix du marché : le total des revenus est le même pour le service, mais il y a péréquation. Un autre type de péréquation consiste à appliquer différents tarifs en fonction du niveau de consommation. Les services d'eau, par exemple, bénéficient souvent d'un tarif peu élevé pour une consommation de base déterminée, mais les litres d'eau consommés au-delà de ce niveau de base sont facturés plus cher : les gros consommateurs paient plus cher pour que les petits consommateurs puissent payer moins cher.

La péréquation existe aussi entre les entreprises et les ménages. Ce modèle a revêtu une certaine importance dans l'histoire ; par exemple, le tarif électrique imposé aux entreprises était volontairement plus élevé que celui facturé aux familles, afin que ces dernières paient moins cher, créant ainsi une péréquation directe entre les entreprises et les individus. Ce type de péréquation devient impossible lorsque le service est privatisé, parce que les gros consommateurs chercheront un autre fournisseur qui leur vendra l'électricité à un taux plus avantageux. La pression exercée par les institutions internationales pour un « recouvrement total des coûts » ne facilite pas la péréquation.

Ce système a également été appliqué entre les services, dans le cas où une entreprise municipale fournit plusieurs services. Ce modèle est fréquent dans certains pays européens tels que l'Allemagne, où il existe de nombreuses entreprises municipales de ce type, appelées *Stadtwerke*. Une entreprise peut dispenser des services d'électricité, de gaz, d'eau, de télévision par câble, de transports publics, etc. et fixer ses tarifs de sorte que les services d'électricité, de gaz et d'eau rapportent des bénéfices substantiels, qui permettront de subventionner les transports publics, donc de diminuer leurs tarifs et, ainsi, encourager les gens à utiliser davantage le bus et le train. La péréquation fonctionne également entre ces entreprises et d'autres services municipaux tels que les parcs, les cimetières et les bains publics, car les propriétaires municipaux peuvent utiliser les bénéfices pour financer d'autres services. En Afrique du Sud par exemple, les municipalités comptent beaucoup sur les excédents issus de divers services de distribution pour financer les services généraux, comme le montre le tableau 20. La libéralisation et les règles de recouvrement total des coûts rendent difficile ce modèle de péréquation, pour la même raison : les usagers des services d'électricité ou de gaz peuvent chercher d'autres fournisseurs à des tarifs plus bas, et ils cessent de contribuer au revenu global de l'entreprise municipale.

Les services de distribution peuvent aussi être financés par les recettes fiscales. En ce qui concerne l'investissement dans l'installation de systèmes d'eau et d'électricité, l'imposition reste la source de financement la plus importante. Par ailleurs, les gouvernements peuvent décider de subventionner ces services pour rendre l'eau et l'électricité plus abordables, par exemple. Souvent, les services d'eau et d'assainissement sont presque entièrement financés par la taxe foncière, au lieu d'être financés par la facturation du volume consommé, ce qui rend la charge fiscale plus progressive, même lorsque les sommes prélevées couvrent la totalité des coûts. En Irlande, ce sont les recettes fiscales générales qui financent la quasi-totalité du service (ce même système est appliqué en Irlande du Nord, qui dépend du Royaume-Uni, malgré les tentatives du gouvernement britannique de mettre en place des tarifs d'eau spécifiques). Il est plus étonnant de constater que ce système fonctionne toujours en Angleterre et au Pays de Galles, même après la privatisation : dans la majorité des cas, la facturation est toujours calculée sur la valeur fiscale des biens immobiliers des ménages, indépendamment de leur consommation.

Les collectivités locales sont tributaires non seulement de leurs propres recettes fiscales locales, mais aussi de l'argent versé par le gouvernement central. Cela dépend en partie de la répartition des recettes fiscales entre les divers niveaux de gouvernement : dans les pays de l'UE, par exemple, en moyenne 52% des recettes

fiscales vont au gouvernement central ou fédéral, 30% à l'assurance sociale, 7% à l'Etat ou aux autorités régionales et 10% aux collectivités locales. Mais il existe de grandes différences entre les pays, y compris au sein de l'UE.

Les types d'impôts appliqués et l'importance des différentes sources de revenus varient entre les pays mais tous ont en commun une taxe sur les biens immobiliers. D'autres taxes sont possibles aussi. L'imposition sur l'utilisation des voitures pourrait par exemple être utilisée davantage dans les pays en développement. En effet, dans la plupart de ces pays, le niveau de motorisation a fortement augmenté mais les taxes sur les automobiles ne couvrent pas les frais nécessaires pour les réseaux routiers, les places de parking et la réglementation de la circulation, et ne génèrent pas de recettes permettant de développer les services urbains. Ce type de taxe présente d'autres avantages : la motorisation étant toujours réservée aux catégories de la population ayant un revenu élevé, l'impôt sur l'automobile est progressif, et les recettes pourraient servir à promouvoir les transports publics, qui bénéficient généralement aux personnes plus pauvres.

Dans tous les pays, le gouvernement central reverse aux collectivités locales une part des taxes qu'il a prélevées. Le gouvernement central peut modifier les sommes qu'il reverse, ce qui signifie que les collectivités locales ne peuvent pas vraiment compter sur cette source de revenu. De nombreux pays essaient de définir des règles quant au volume de ces transferts d'argent, par exemple en fixant la proportion d'une taxe spécifique à reverser (telle que la TVA), ou en adoptant des mesures sur la répartition des recettes entre les différentes autorités. Il n'en reste pas moins que le gouvernement central peut toujours modifier les taux d'imposition.

Si le gouvernement central se contente de déléguer des responsabilités aux collectivités locales, sans y associer les ressources humaines et financières nécessaires, les autorités locales ont plus de difficulté à dispenser des services publics, notamment en période de croissance économique et de restructuration sociale. En Afrique du Sud, par exemple, de nouvelles municipalités ont été créées pour réunifier des zones qui avaient été séparées pendant l'ancien régime de l'apartheid, dans l'objectif d'élever le niveau des services pour les communautés qui en avaient été privées. La nouvelle constitution stipule que les recettes fiscales doivent être réparties entre le gouvernement central, les autorités provinciales et les municipalités, suivant un calcul basé sur la population et le revenu par habitant, afin que les zones plus pauvres reçoivent une meilleure part des recettes. Mais la réussite de cette mesure est limitée car la contribution financière reversée par le gouvernement central aux collectivités locales n'est pas proportionnelle aux nouvelles responsabilités de ces collectivités locales.

Tableau 18. Pourcentage des recettes municipales provenant de diverses sources, 2002

	Recettes fiscales locales	Transferts du gouvernement central	Autres recettes locales	Emprunts	Total
Danemark	45	19	34	2	100
Finlande	42	22	33	3	100
France	52	29	12	7	100
Italie	28	40	20	12	100
Pays-Bas	7	57	28	8	100
Espagne	32	36	23	9	100
Suède	59	13	27	3	100
Royaume-Uni	13	64	22	1	100
Russie	13	81	6	-	100

Source: Laughlin et Martin 2006, Chernyavsky 2004 <sup>110</sup>

Tableau 19. Sources de financement des collectivités locales : Afrique du Sud et Botswana

	Année	Source	%
Afrique du Sud	1999	Taxe foncière	19.89
		Services commerciaux, électricité, etc.	41.40
		Eau	11.80

		Assainissement, ramassage des ordures	8.22
		Subventions du gouvernement	10.00
Conseil municipal de Gaborone, Botswana	2000	Impôts locaux	27.3
		Intérêts	2.05
		Prélèvement sur les services	0.95
		Locations	0.9
		Autres sources	6.1
		Subvention d'appui de trésorerie	62.7

Source: (Mosha 2004/ Parnell et al 2002)<sup>111</sup>

### 9.5. Politiques de recouvrement des impôts

Améliorer l'efficacité des prélèvements d'impôts est manifestement le meilleur moyen d'accroître la quantité de taxes prélevées et de rendre l'imposition plus juste, tout en limitant l'évasion fiscale. Techniquement, cela consiste à perfectionner les procédures, augmenter les ressources, et éliminer les traitements spéciaux, les exonérations et les privilèges.

Mais les particuliers et les entreprises riches rechignent à payer des impôts, ce qui représente un obstacle considérable, et il faut davantage d'efforts et d'engagement politique. Le groupe du FMI chargé de l'évaluation souligne l'importance de ce phénomène, et critique le FMI lui-même de n'avoir pas réussi à exiger d'action pour lutter contre ces intérêts :

Il faut faire davantage d'efforts pour améliorer le prélèvement des impôts, diminuer les exonérations discrétionnaires et l'évasion fiscale, en particulier au niveau des impôts directs (des personnes physiques et des sociétés) et des droits de douane. Même à court terme, ces efforts pourraient entraîner une importante hausse des recettes en ciblant en particulier les contribuables connus pour leurs arriérés d'impôts ou soupçonnés de ne pas en payer assez. A chaque fois que le fisc a fait preuve de détermination à ce niveau, les résultats ont été impressionnants et ont remporté un grand soutien. [Mais] les réformes de l'administration fiscale prévues dans les programmes soutenus par le FMI se sont davantage focalisées sur l'aspect technologique que sur des actions plus difficiles d'un point de vue politique, telles que l'élaboration d'une législation permettant aux instances fiscales de lutter énergiquement contre l'évasion fiscale et limitant l'ingérence de la politique... »<sup>112</sup>

Un engagement politique et des ressources adaptées peuvent changer complètement la donne en ce qui concerne le niveau de prélèvement des impôts, même dans un pays comme le Royaume-Uni. En 2009, un rapport estimait que le pays subissait chaque année un manque à gagner d'un total de 21,5 millions de livres sterling correspondant aux impôts non prélevés, et une perte de 25 milliards de livres imputable à l'évasion fiscale. Le gouvernement avait néanmoins supprimé 7000 emplois de contrôleurs fiscaux au cours des trois années précédentes, alors qu'en moyenne chacun de ces emplois permet de rapporter une somme de 640.000 livres sterling d'impôts. Cela n'a pas empêché non plus le gouvernement de proposer la suppression de milliers d'autres emplois.

En revanche, la même année, le ministre indien des Finances a annoncé que le gouvernement de son pays allait augmenter les ressources allouées à la perception des impôts, en donnant une image originale des employés du fisc :

« Nos percepteurs sont semblables à des abeilles qui prélèvent du nectar dans les fleurs sans les déranger, puis qui répandent leur pollen afin que toutes les fleurs puissent s'épanouir et donner des fruits. »<sup>113</sup>

**Encadré J. Prélèvement des impôts municipaux au Brésil et au Botswana****Révision de la taxe foncière**

Au Brésil, la municipalité de Belem avait besoin de trouver de nouvelles sources de revenus pour financer un programme visant à améliorer les services publics. En même temps, elle perdait de l'argent car l'Etat avait cessé de reverser aux municipalités un impôt sur les marchandises. En 1998, la ville décida donc de remettre à jour les déclarations de taxe foncière, car le dernier recensement complet des propriétés remontait à 1976, et comptait alors 200.000 foyers. La nouvelle étude, partant d'une photographie aérienne, identifia 360.000 propriétés, dont 280.000 maisons et 60.000 locaux commerciaux, ce qui signifiait que la municipalité pouvait prélever beaucoup plus de taxes foncières qu'elle n'en percevait, et ainsi accroître ses revenus. Pour limiter les conséquences sur les plus pauvres, la ville décida d'exonérer toutes les propriétés d'une valeur inférieure à 19.000 réales (11.450 dollars), c'est-à-dire environ 178.000 propriétés sur les 280.000 répertoriées. Cette mesure n'a pas empêché le Parti des Travailleurs de remporter les élections municipales suivantes en 2000. (Baiocchi 2003)<sup>114</sup>

**Renforcement des procédures**

Le conseil municipal de la ville de Gaborone, au Botswana, n'avait pas de procédure établie pour relancer les personnes qui ne répondaient pas à la première demande de paiement des impôts locaux. En conséquence, en 2000, la somme d'impôts impayés s'élevait à 32,48 millions de *pulas* (6,4 millions de dollars). La municipalité appliqua alors de nouvelles mesures, consistant dans un premier temps à envoyer un préavis à tous les contribuables qui ne s'étaient pas acquittés de leurs impôts locaux ; dans un second temps, un courrier de rappel fut envoyé à tous les propriétaires de parcelles qui n'avaient toujours pas versé l'intégralité de leur impôt dans le délai imparti de quatre mois, pour les avertir qu'ils devraient payer des intérêts, qu'ils seraient poursuivis en justice et qu'ils risquaient la confiscation de leur propriété. Le conseil municipal publia ensuite le nom des contrevenants dans la presse nationale. En l'espace d'une semaine, le conseil municipal reçut plus d'un million de dollars d'arriérés car les entreprises, les particuliers et les services gouvernementaux s'étaient dépêchés de régler leurs impayés pour éviter qu'un tel embarras ne se prolonge. Il n'est pas particulièrement difficile, sur le plan administratif, d'exiger le paiement des impôts, mais une forte détermination de la part de l'administration est indispensable pour limiter le défaut de paiement. (Mosha 2004)<sup>115</sup>

## Section IV : Financement des dépenses publiques : l'emprunt et la dette

### 10. Dette et déficit publics

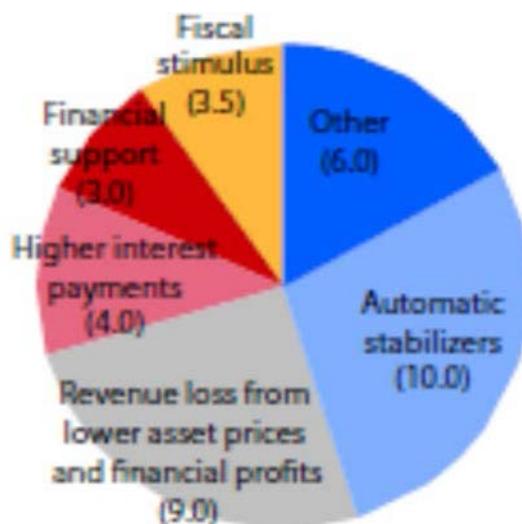
Les dépenses publiques des gouvernements représentent le mécanisme principal pour faire face à la récession. De nombreuses personnes pensent aujourd'hui qu'il faut réduire au plus vite les dépenses consacrées aux services publics, afin de diminuer les déficits engendrés par la crise. L'UE souhaite que les pays retrouvent rapidement les plafonds officiels de dette et de déficit fixés par l'UE, ce que vient d'ailleurs conforter l'activité du marché des obligations qui a ébranlé l'économie de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande.

Mais cette approche entraîne plusieurs problèmes.

Dans l'ensemble des pays à revenu élevé, la dette publique devrait atteindre, selon les prévisions, environ 100% du PIB en 2014, soit 35,5% de plus qu'avant la crise. D'après les estimations du FMI, la quasi-totalité de cette dette résulte de la récession elle-même (perte de recettes fiscales dues à la récession ; intérêts plus élevés du fait de l'augmentation des déficits publics) ou des actions engagées par les gouvernements pour lutter contre la récession (stabilisateurs automatiques, mesures de relance budgétaire supplémentaires, soutien au secteur de la banque). Dans ce pourcentage, les « autres facteurs » ne représentent que 6%. Les gouvernements ont peu d'influence sur la majorité de ces facteurs.

#### Graphique T. Décomposition de l'augmentation de la dette publique 2007-2014

Augmentation totale = 35,5% du PIB, dont :



Source: FMI, *Rapport économique mondial*, avril 2010, graphique 1.7

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/pdf/text.pdf>

[jaune: Relance budgétaire; bleu foncé: Autres; bleu clair: Stabilisateurs automatiques; gris: Manque à percevoir dû à la baisse des prix des actifs et des bénéfices financiers; rose: Paiement d'intérêts plus élevés; rouge: Aide financière]

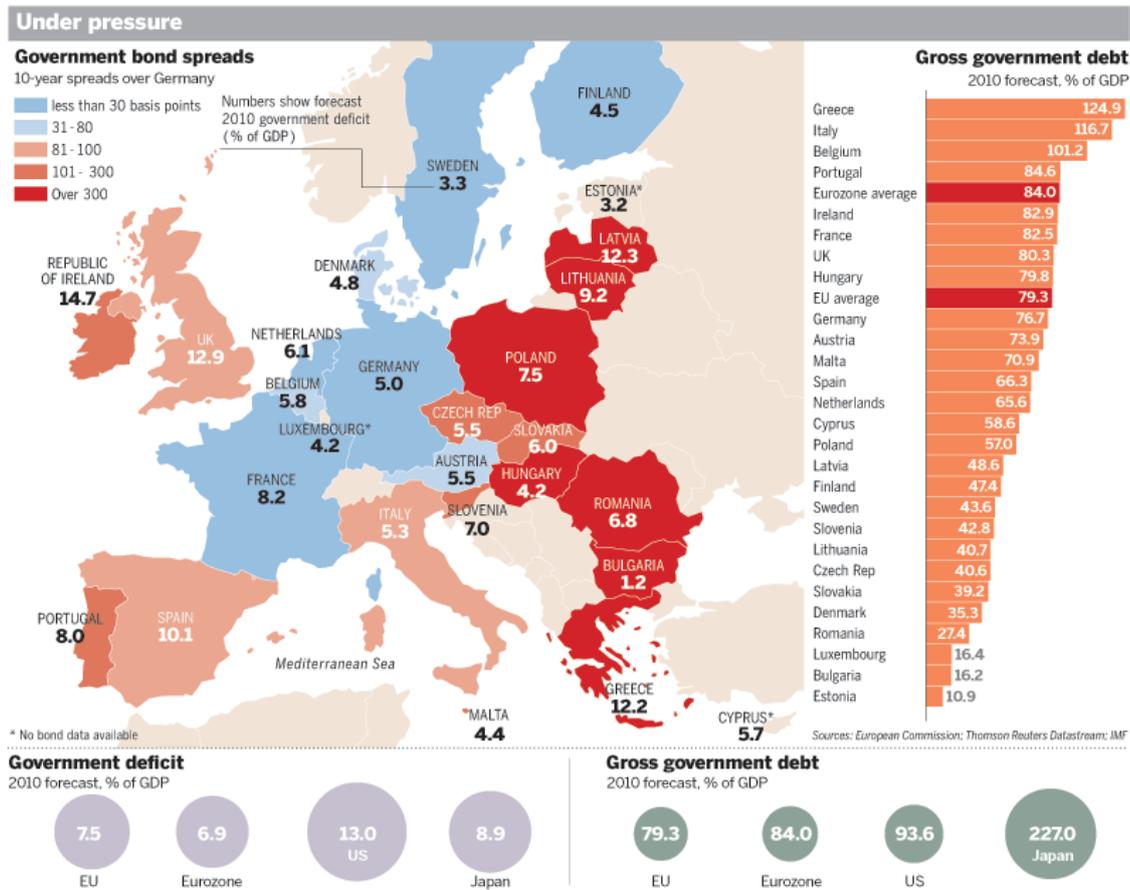
Les politiques actuelles visant à limiter les déficits publics s'appuient sur des chiffres arbitraires, tels que la règle de l'UE selon laquelle les déficits ne peuvent excéder 3% du PIB, et la dette 60% du PIB. Mais il n'y a pas de chiffre magique. Des seuils beaucoup plus élevés sont tenables, dans le sens où un pays peut continuer avec ce niveau de dette et de déficit sans que la situation ne s'aggrave. Par exemple, si le taux d'intérêt réel payé par le gouvernement américain pour sa dette est inférieur à 2%, le remboursement du service d'une dette de 100% du PIB ne coûtera que 2% du PIB. Si l'économie enregistre une croissance de 4% par an, alors un pays ayant une dette de 100% du PIB pourra indéfiniment s'arranger pour gérer un déficit de l'ordre de 4% du PIB, alors que ces deux chiffres dépassent largement les plafonds de l'UE.<sup>116</sup>

Comme le montre le graphique v, il existe une grande variété de niveaux de dettes et de déficits, mais d'autres facteurs jouent un rôle plus important pour décider quels pays doivent rembourser leurs emprunts. En 2009, la dette du Japon équivalait à 200% du PIB, tandis que l'Estonie, la Bulgarie et la Roumanie avaient une dette inférieure à 30% du PIB, donc nettement en dessous du plafond de l'UE. Par ailleurs, le déficit de ces trois pays était inférieur à 7% du PIB, soit moitié moins que celui des Etats-Unis (13%). Cependant, le Japon et les Etats-Unis ont pu financer leur dette beaucoup plus facilement et à meilleur marché que ces trois pays. Il convient également de noter que, lorsque l'Irlande a annoncé en septembre 2010 qu'elle devrait augmenter considérablement son déficit pour sauver une banque, les marchés des obligations n'ont pas réagi vis-à-vis des obligations irlandaises. Pour les traders, il est sans doute tout à fait acceptable qu'un Etat recoure à l'emprunt pour accroître son déficit public et ainsi pouvoir sauver une banque.

Les tentatives de réduire les dépenses et les déficits risquent également de compromettre toute reprise de l'économie dans l'hémisphère Nord. Tandis que les pays du Sud ont déjà retrouvé une croissance annuelle saine, les signes de redressement économique au Nord (en octobre 2010) restent lourdement tributaires des dépenses et des déficits publics – les dépenses des particuliers et des sociétés ont à peine récupéré. Tant que cette situation durera, une réduction des déficits publics risquera de replonger les économies dans la récession. En fait, les déficits résultent, d'une part, de la crise (à cause de la perte de recettes fiscales, les stabilisateurs automatiques) et, d'autre part, des choix politiques *délibérés* pour réagir à la crise. L'économiste en chef du *Financial Times*, Martin Wolf, annonçait en septembre 2009 :

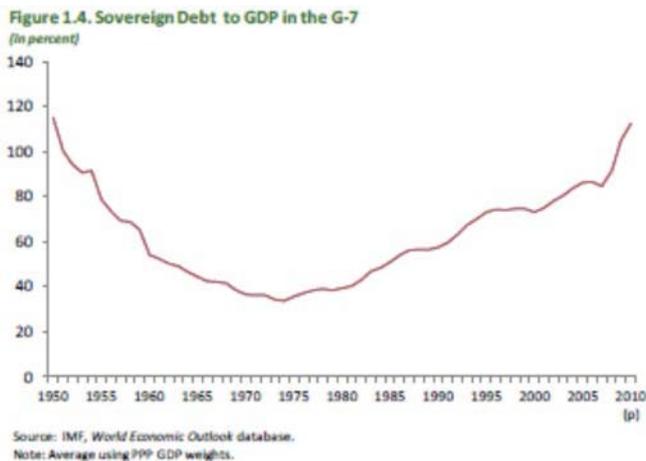
Le sauvetage du système financier, l'assouplissement monétaire sans précédent et l'expansion budgétaire (ces derniers points étant plus automatiques que discrétionnaires) ont en effet permis de stabiliser l'économie mondiale... Supposons maintenant que, au lieu de garder leur sang-froid, les autorités prennent peur et procèdent à un durcissement budgétaire et monétaire prématuré : compte tenu de l'extrême fragilité du secteur privé, une telle décision pourrait provoquer une autre récession économique, qui entraînerait inévitablement un train de mesures d'urgence budgétaires et monétaires. Ce point est fondamental : des mesures budgétaires et monétaires exceptionnelles ne sont pas la cause première du danger. C'est la faiblesse de l'économie privée qui en est à l'origine. Et les mesures politiques en sont une conséquence...<sup>117</sup>

Graphique U. Dette et déficit des pays de l'UE en % du PIB, février 2010



Source: [Financial Times 9 février 2010 'Investor headwinds lash Euro solidarity' \(Les investisseurs vent debout contre la solidarité de l'euro\)](#), par Ralph Atkins à Frankfurt et Chris Giles à Londres  
 [Government bond spreads: répartition des obligations d'Etat; Gross government debt: dette publique brute; Government deficit: déficits publics]  
 [bleu foncé: moins de 30 points]

Graphique V. Tendances de la dette publique en % du PIB, pays du G7, 1950-2015



Source: Rapport du FMI sur la stabilité financière mondiale, avril 2010, graphique 1.4  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfsr/2010/01/pdf/text.pdf>

## 11. Finances provenant du secteur privé

### 11.1. Vente des entreprises d'Etat et des entreprises municipales

De nombreux gouvernements recueillent d'importantes sommes d'argent en vendant tout ou partie des actions des entreprises publiques. Certaines municipalités collectent également des fonds en revendant les actions des sociétés municipales, ce qui permet de rembourser les dettes, réduire les impôts ou investir dans d'autres services. Près de 1800 milliards de dollars ont été réunis de cette manière au cours des 30 dernières années.

Mais les gains apparents sont illusoire.

Premièrement, l'argent provenant de la vente n'est pas un don, mais un paiement en échange d'un bien, en l'occurrence l'entreprise, et de ses revenus à venir. Le gouvernement, ou la municipalité, perd toute participation dans cette entreprise, et les dividendes ou revenus qu'elle aurait rapportés. Par exemple, dans les années 90, le FMI a demandé à la Zambie de privatiser tous ses logements municipaux et ses services d'eau, ce qui a privé les municipalités des loyers et des factures d'eau qui servaient auparavant à financer d'autres services, et il s'est révélé plus difficile de percevoir les impôts municipaux de la part des locataires privés.

Deuxièmement, les industries sont souvent vendues en dessous de leur valeur réelle, afin d'attirer les acquéreurs. C'est le cas des compagnies d'électricité britanniques, qui ont été revendues à un tiers seulement de leur valeur d'inventaire, et les compagnies d'eau à 4% de leur valeur de remplacement. Les nouveaux propriétaires ont été gagnants, aux dépens de l'Etat. En outre, les gouvernements risquent de continuer à subventionner des entreprises après leur privatisation : par exemple, les sociétés ferroviaires ou les distributeurs d'électricité peuvent obtenir des subventions pour maintenir les tarifs et les charges à un niveau relativement bas.

Troisièmement, les charges sont plus importantes pour les consommateurs après la privatisation, du fait des coûts plus élevés des capitaux privés (voir section 11.2) : par exemple, les consommateurs d'eau anglais paient chaque année environ 1 milliard de livres sterling de plus que ce qu'ils auraient payé dans le secteur public, en partie parce que les entreprises cherchent toujours à obtenir le monopole : en France, les prix de l'eau sont 15% supérieurs chez les opérateurs privés que dans les systèmes municipaux, en tenant compte d'autres facteurs.

### 11.2. Comptabilité créative et partenariats public-privé

Les partenariats public-privé (PPP) permettent eux aussi d'apporter de l'argent pour financer des projets d'infrastructure coûteux avec la participation du secteur privé, afin d'éviter une hausse de l'emprunt public. Le partenaire privé recueille l'argent pour que le gouvernement n'ait pas à le faire, et la construction est lancée, tantôt d'un pont, d'un tunnel, d'une autoroute ou d'une voie ferrée, tantôt d'une école ou d'un hôpital.

L'idée semble merveilleuse, mais elle n'en a que l'apparence. Il ne s'agit pas de rapporter ici les innombrables problèmes occasionnés par les PPP, qui sont abordés en détail dans d'autres rapports réalisés par le PSIRU et par d'autres organismes (voir section 11.3).

Le premier problème fondamental réside dans l'illusion que les partenariats public-privé vont apporter de l'argent privé pour financer les infrastructures afin que l'Etat puisse dépenser son argent ailleurs. Or, l'inverse est vrai aussi. La grande majorité des PPP comptent sur les revenus versés par le gouvernement (hôpitaux, écoles, chemins de fer, etc.), c'est-à-dire des dépenses publiques (à l'exception des concessions pures, dans lesquelles l'entreprise privée fournit l'intégralité de l'investissement « à ses risques et périls », espérant que les paiements des consommateurs, tels que le prix de l'eau ou les péages routiers, suffiront à apporter les revenus nécessaires). Comme le précise la Commission européenne, les PPP prévoient « d'importantes sauvegardes pour les investisseurs privés, en particulier la stabilité des mouvements d'argent provenant des finances publiques sur le long terme. » Les PPP ne viennent pas compléter les dépenses publiques, ils les absorbent.<sup>118</sup>

Le second problème provient du fait que les projets d'infrastructure nécessitent beaucoup de capitaux – mais comme les gouvernements peuvent toujours emprunter à meilleur marché que les entreprises, rassembler de l'argent par le biais d'un partenariat public-privé apparaît toujours comme l'option la moins intéressante. De

manière assez surprenante, le FMI a clairement fait part de ce constat : « ... les emprunts du secteur privé coûtent généralement plus cher que les emprunts des gouvernements... Donc, dans le cadre des PPP, si des emprunts privés remplacent des emprunts publics, les coûts financiers, le plus souvent, augmentent... »<sup>119</sup> Et ce n'est pas parce qu'un PPP est mis en place que le gouvernement ne doit plus verser les intérêts : il doit toujours s'en acquitter, mais en payant à l'entreprise privée son financement plus coûteux. Même les gouvernements des pays en développement peuvent emprunter de l'argent à un taux aussi favorable que les multinationales pour les investissements dans les infrastructures de leur propre pays, parce que les actionnaires des multinationales ne veulent pas garantir de projets dans les pays en développement. Aux Philippines par exemple, la notation donnée aux projets d'électricité financés par les plus grandes multinationales mondiales (EdF, Shell, Bechtel) n'était pas meilleure que celle du projet du gouvernement philippin.

La crise financière a accentué ce problème et toute entreprise privée éprouve désormais beaucoup de difficulté à collecter des fonds, hormis à des taux d'intérêt très élevés, ce qui place les PPP à un prix prohibitif, même pour les défenseurs les plus convaincus. Mi-2009, les entreprises devaient payer des taux d'intérêt qui coûtaient environ 4% de plus qu'aux gouvernements et, même si l'écart a varié depuis lors, il est encore trop important pour accorder la moindre crédibilité aux PPP.<sup>120</sup>

Le troisième problème apparaît dans le fait que les partenariats public-privé doivent compenser ce coût du capital par une meilleure efficacité. Il est souvent considéré que les PPP seront plus efficaces, du fait de la seule présence du partenaire privé. Mais les preuves empiriques ne soutiennent pas l'hypothèse selon laquelle il y aurait une différence de performance systématique entre les entreprises du secteur public et celles du secteur privé.

Une étude mondiale réalisée en 2005 par la Banque mondiale indique : « Pour dispenser des services publics, il semble en général que l'appartenance au secteur privé ou public ne soit pas aussi importante que ce qui est parfois annoncé. »<sup>121</sup> Les études sur les privatisations menées à bien au Royaume-Uni concluent qu'il n'est « pas vraiment prouvé que la privatisation ait entraîné des améliorations significatives en matière de performance. »<sup>122</sup> Même dans les télécommunications, où il est souvent établi que le secteur privé est plus efficace que le secteur public ne pourrait l'être, une étude mondiale comparative entre les entreprises privées et publiques a effectivement révélé « une hausse de l'efficacité suite aux privatisations » mais « nettement *plus faible* que dans le secteur public. »<sup>123</sup>

Pour finir, lorsque les partenariats public-privé servent à financer des investissements publics, les investisseurs privés cherchent naturellement à se protéger des risques et des aléas. Ainsi, les gouvernements procurent généralement une certaine garantie, ou acceptent de prendre en charge les risques, pour offrir plus de sûreté à l'investisseur privé. Pour faire face à ces problèmes, les gouvernements garantissent souvent les prêts accordés au partenaire privé, ou promettent d'acheter, par exemple, la production d'une centrale électrique pendant 30 ans. Mais comme le souligne de nouveau le FMI, « ... recourir aux garanties pour sécuriser le financement privé peut exposer le gouvernement à des coûts cachés souvent plus élevés que le financement public traditionnel. Par exemple, dans les années 70 et 80 en Espagne, le gouvernement a dû verser une compensation de 2,7 milliards de dollars aux investisseurs privés d'une route à péage à cause des garanties de change qu'il avait accordées. Le Pakistan, l'Inde et l'Indonésie ont été contraints de payer 260 millions de dollars de dédommagement aux entreprises privées suite à l'échec du programme de producteurs d'énergie indépendants auquel elles participaient parce que les gouvernements avaient promis d'acheter la production d'électricité à des prix garantissant des bénéfices.

Comble de l'ironie, depuis la crise financière, les banques et les institutions d'Etat prêtent de l'argent aux partenariats public-privé, pour pouvoir le leur réemprunter. La Société financière internationale (SFI) finance des PPP ; les pays de l'hémisphère Nord utilisent désormais l'argent de l'aide pour financer des fonds privés destinés à des projets de PPP dans le Sud ; c'est également ce que font les banques de développement du secteur public telles que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le Royaume-Uni, la France, l'Inde et d'autres pays ont mis en place des fonds spéciaux à prêter aux PPP auxquels les banques ne veulent pas prêter d'argent.

Au Royaume-Uni, les nombreux partenariats public-privé établis dans le cadre de l'initiative de financement privé ont déjà la garantie de percevoir les paiements du gouvernement à long terme pour des contrats sur 20,

30 ou 40 ans. Le tableau ci-dessous montre que ces paiements culmineront en 2030 à 2 milliards de livres sterling, soit environ 1,5% du PIB britannique. Ces paiements étant fixés par contrat, il est impossible de les réduire, ce qui exclut toute autre dépense éventuelle.

En fin de compte, de nombreux partenariats public-privé ne parviennent pas à tenir leurs promesses, tant au niveau financier qu'opérationnel. Il existe de nombreux exemples partout dans le monde, mais les plus frappants sont les deux PPP du métro londonien, Metronet et Tubelines. Ces deux partenariats ont échoué, et le travail est de nouveau réalisé en interne par la ville de Londres. La Commission parlementaire britannique a publié un rapport accablant sur l'échec de Metronet, qui figure ci-après en guise d'avertissement.

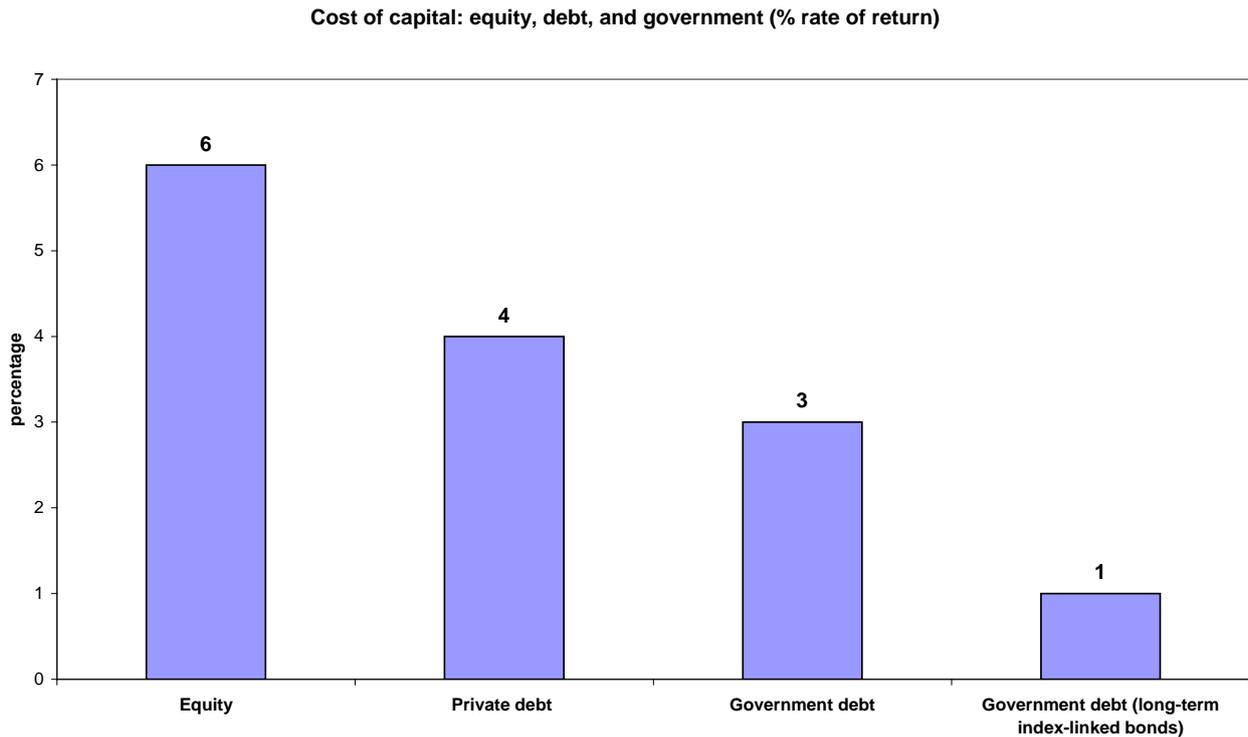
En dépit de toutes ces preuves, les gouvernements et les institutions internationales continuent d'essayer de mettre en place des partenariats public-privé pour concilier la nécessité de construire des infrastructures et les contraintes artificielles imposées aux finances publiques. La Commission européenne a récemment publié un rapport qui encourage tous les pays de l'UE à établir le plus de PPP possible. En novembre 2009, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a organisé une réunion à Genève pour essayer de rassembler les institutions mondiales et nationales au sein d'un grand groupe de pression international visant à soutenir les PPP, par le biais de donations et de souscriptions.<sup>124</sup> Cette initiative faisait suite à une conférence internationale sur les PPP en mai 2009, à laquelle avaient participé la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et divers pays asiatiques. Cette conférence avait déclaré avec une grande lucidité que les PPP fonctionnaient de plus en plus mal et qu'ils perdaient leur crédit à cause de la crise :

Le mécontentement, voire une franche hostilité, de l'opinion publique à l'encontre du système capitaliste a gagné du terrain pendant la crise... Le « système » inspire de la méfiance, et le niveau de confiance à l'égard du capitalisme et de son avenir est plutôt bas... La crise semble trouver son origine à la période de la déréglementation et l'Etat joue un rôle croissant dans la gestion du capitalisme financier et l'obligation de rendre des comptes, auparavant absente du système ; ... les PPP sont assimilés à la privatisation et à la libéralisation financière, aujourd'hui discréditées.<sup>125</sup>

Cette déclaration très juste a malgré tout été suivie d'un appel politique à lancer une campagne mondiale en faveur des partenariats public-privé : il fallait trouver des « outils pour faire revenir les banques et les nouvelles institutions susceptibles d'instaurer une politique favorable aux partenariats pendant la crise (et les crises à venir)... un instrument mondial qui apporte du soutien et diffuse le message sur toute la planète : une alliance entre les PPP. »<sup>126</sup>

Ainsi, les institutions financières internationales et les ministères nationaux des Finances – toutes les institutions du secteur public soutenues par les finances publiques – s'associent pour former un groupe de pression international en vue de protéger les PPP et décourager le retour à un financement direct du secteur public et à une fourniture des infrastructures par le secteur public.

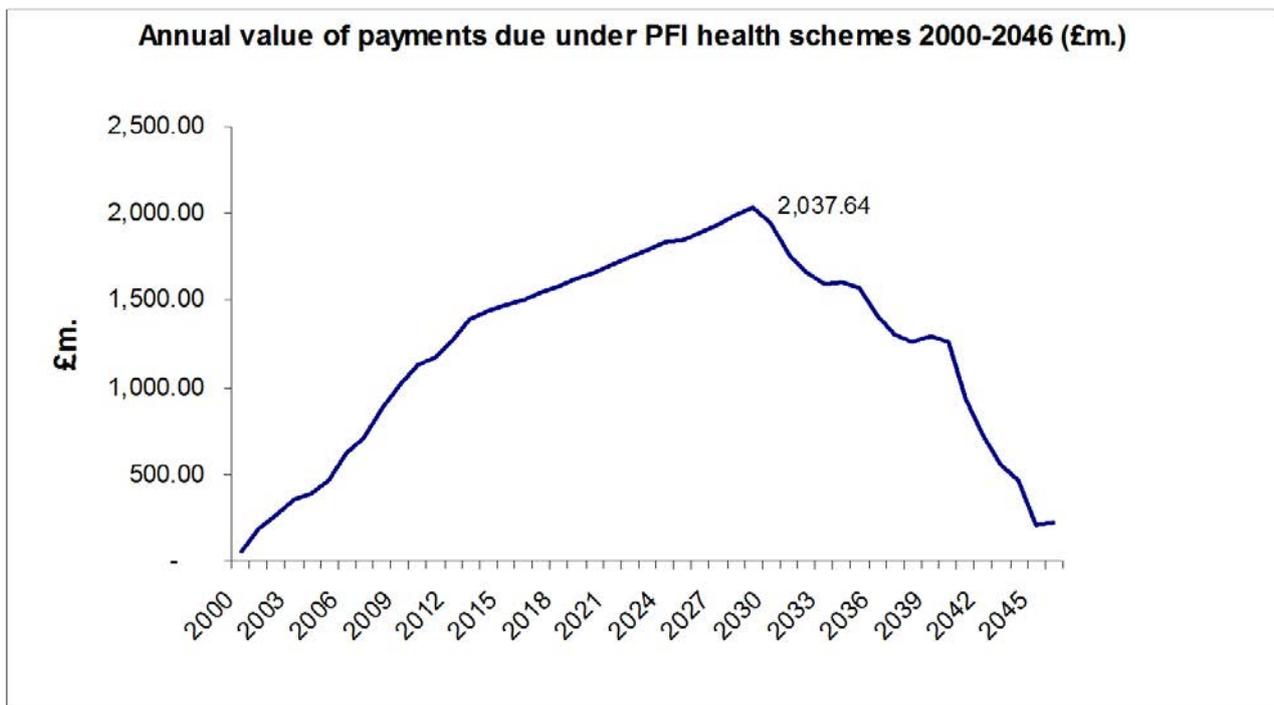
Graphique W. Coût relatif du capital (Royaume-Uni)



Source: OFWAT (Administration britannique des eaux), Helm 2006, calculs du PSIRU<sup>127</sup>

[Coût du capital: actions, dette privée et dette publique (taux de rémunération) graphiques en barre de gauche à droite: Actions; Dette privée; Dette publique; Dette publique (obligations indexées à long terme)]

Graphique X. Dépenses liées aux programmes d'initiative de financement privé dans le service national de santé britannique (NHS) en millions de livres



Source: calculé à partir de la liste des projets d'initiatives de financement privé inscrits au trésor public britannique<sup>128</sup>

**Encadré K. Affaire Metronet : leçons à tirer d'un échec**

L'effondrement du partenariat public-privé (PPP) du métro londonien, dénommé Metronet, a coûté aux finances publiques britanniques entre 170 millions et 410 millions de livres sterling.<sup>129</sup> Metronet représentait un sixième de la valeur totale des programmes d'initiative de financement privé au Royaume-Uni. Les passages ci-dessous sont extraits des conclusions du rapport parlementaire mais sont également valables dans d'autres pays que le Royaume-Uni.<sup>130</sup> (L'autre PPP, Tube Lines, a également pris fin en 2010).

« Les bénéfices escomptés par les actionnaires de Metronet se révèlent hors de proportion par rapport au niveau de risque inhérent au contrat. Les partenaires privés ont réussi à limiter leur responsabilité vis-à-vis des 70 millions de livres sterling qu'ils avaient investis dans Metronet au départ... Face à cette responsabilité très limitée, il est difficile d'accorder le moindre crédit aux personnes qui affirment que les contrats du PPP ne faisaient que transférer le risque du secteur public vers le secteur privé. En fait, c'est le contraire qui s'est produit. Les actionnaires de Metronet, si la société avait fonctionné efficacement, auraient obtenu des bénéfices exorbitants. Maintenant que le partenariat a échoué, ce sont les contribuables et les passagers du métro qui doivent payer la facture.

« En termes d'emprunt, le contrat de Metronet ne faisait rien de plus que garantir les prêts, dont 95% étaient de toute façon souscrits par le trésor public, à un coût excessif – autant dire un schéma perdant sur les deux tableaux... S'il n'est pas possible de garantir le financement à des conditions raisonnables sans garantir une large majorité de la dette, alors l'option la plus rentable serait celle des prêts accordés directement au gouvernement, qui bénéficieraient de meilleures conditions de crédit et de frais nettement inférieurs.

« L'incapacité de Metronet à fonctionner de manière rentable ou économique montre que le secteur privé peut échouer complètement, bien que, dans le cas de Tube Lines, le secteur privé donne un bon exemple d'innovation et d'efficacité. La preuve est là : il ne faut pas considérer que la participation du secteur privé dans des projets publics va nécessairement se révéler innovante et efficace, et encore moins si les contrats n'offrent pas de motivation commerciale. Dans les projets d'infrastructure à venir, il serait souhaitable que les évaluations du rapport comparatif coûts-avantages des modèles de gestion privés ne surestiment pas le facteur efficacité-économies réalisées.

« Nous recommandons que le gouvernement procède au plus vite à une évaluation complète des coûts supplémentaires occasionnés par la faillite de Metronet, notamment le coût du travail, qui a été exécuté de manière inefficace, et les frais administratifs.

« Le gouvernement ne devrait pas s'engager dans de nouveaux PPP sans procéder au préalable à une évaluation globale précise du degré de risque transféré au secteur privé, ni sans avoir une bonne connaissance du coût correspondant à une prise de risque de cet ordre. S'il n'est pas possible, dans la réalité, de transférer une proportion significative du risque du trésor public vers le secteur privé, un modèle de gestion public, plus simple et potentiellement moins coûteux, devra sérieusement être envisagé.

« Le gouvernement ne doit pas oublier le fiasco de Metronet, la prochaine fois que les partenaires privés de Metronet, à savoir Atkins, Balfour Beatty, Bombardier, EDF Energy et Thames Water, viendront faire une offre pour un travail financé par des fonds publics.

« Le gouvernement doit également se rappeler l'échec de Metronet avant de s'engager de nouveau dans un partenariat du même type. Il doit se souvenir que le secteur privé ne s'exposera jamais à un risque important en connaissance de cause sans être assuré d'obtenir une compensation proportionnelle, ou du moins généreuse. En définitive, c'est le contribuable qui paie la facture.

« Que le fiasco de Metronet soit essentiellement imputable ou non aux sociétés participantes, nous sommes enclins à penser que le modèle lui-même était imparfait dès le début et probablement moins bien géré que les modèles publics traditionnels. Nous pouvons nous montrer d'autant plus affirmatifs dans notre conclusion que l'échec et l'inefficacité du secteur privé ont désormais été clairement démontrés. En comparaison, quel que soit l'éventuel manque d'efficacité du secteur public, une surveillance publique rigoureuse et la possibilité de procéder à des contrôles sérieux peuvent offrir un meilleur rapport coûts-avantages. Il est indispensable de rappeler que le système public offre également une protection contre une défaillance catastrophique. Il n'est pas inutile de se souvenir que lorsque les entreprises privées échouent dans un grand

projet public, elles peuvent simplement partir – et c'est le contribuable, inévitablement, qui paie les pots cassés. »

### 11.3. Comptabilité créative et contre-imposition

Les partenariats public-privé ont permis aux gouvernements et aux institutions internationales de faire en sorte que les investissements dans les infrastructures restent dans les limites « approuvées » de la réglementation budgétaire. Cela signifie que le niveau maximal de dépenses publiques est supérieur à ce qu'autorise d'ordinaire cette réglementation, qui est adaptée pour que l'investissement réalisé dans le cadre d'un PPP puisse dépasser le plafond prévu (et encore plus adaptée lorsqu'il s'agit de légitimer certains mécanismes de sauvetage financier en les transformant en dépenses « supplémentaires » autorisées). Le principe est le même que pour Enron, la multinationale américaine de l'énergie qui s'est effondrée au début des années 2000, en faisant passer ses dettes « hors-bilan » pour donner l'illusion qu'il n'y en avait pas.

Les PPP ressemblent également à des mécanismes de financement innovants, tels que les contrats d'échange sur défaut de crédit, à au moins trois points de vue. Premièrement, la principale raison incitant les autorités publiques à adopter les PPP réside dans la possibilité de contourner la réglementation budgétaire. Des pays comme la Grèce, et de nombreuses municipalités, ont eu recours à des échanges de créances pour réduire le niveau apparent de la dette et ainsi éviter de se trouver en infraction par rapport aux limites budgétaires imposées par l'UE ou les gouvernements nationaux ; de la même manière, ce qui incite le plus à opter pour un PPP est la réduction du niveau apparent des dettes et des déficits. Deuxièmement, les défenseurs de ces instruments assurent qu'ils sont très peu risqués – mais, à de multiples reprises, les conséquences se sont révélées désastreuses pour les finances publiques et les services publics. Troisièmement, chose étonnante, la Commission européenne encourage vivement les gouvernements à recourir à ces instruments financiers innovants – et à s'engager dans des PPP – alors même qu'elle prétend mettre en application des limites pour les déficits publics.

Le problème des PPP est qu'ils créent des droits contractuels à long terme sur les dépenses publiques (et donc, indirectement, sur les recettes fiscales). Ils représentent en effet une sorte de « contre-imposition » exercée par les sociétés privées sur l'Etat. Il faut les éviter et les limiter, afin d'utiliser les recettes fiscales à de meilleures fins, notamment pour mettre en place les mêmes infrastructures à un coût moins élevé.

Pour de plus amples informations sur les PPP, voir (en anglais seulement) :

- *More public rescues for more private finance failures*, mars 2010 (Davantage de sauvetages publics pour plus de faillites financières privées) <http://www.psiru.org/reports/2010-03-PPPs.doc>
- *Public-private partnerships (PPPs) in the EU – a critical appraisal* novembre 2008 (Partenariats public-privé dans l'UE : une évaluation critique) <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-crit.doc>
- *Protecting workers in PPPs* octobre 2008 (Protéger les travailleurs des partenariats public-privé) <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-workers.doc>
- *Alternatives to PPPs: positive action for in-house services* octobre 2008 (Alternatives aux partenariats public-privé: initiatives positives pour l'amélioration des services publics) <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-altern.doc>

## Section V : Conclusion : politique des dépenses publiques

Il s'est agi dans ce rapport d'examiner le rôle économique et social des dépenses publiques, ainsi que la place qu'occupent les impôts et l'emprunt dans le financement de ces dépenses. Dans le sillage de la crise économique et financière, de fortes pressions sont actuellement exercées pour réduire l'importance des finances publiques et du secteur public, même si cela doit aggraver le chômage et la récession économique. Ces questions sont contestées à un niveau politique, parce que les décisions relatives aux dépenses publiques sont bel et bien politiques, et qu'elles ne résultent pas des interactions du marché.

Les acteurs principaux de cette politique sont le FMI et d'autres organes internationaux tels que le G20 et l'Union européenne, ainsi que plusieurs gouvernements. Leurs programmes font l'objet d'une certaine résistance, qui se manifeste à travers des processus politiques démocratiques. Cette section finale se propose d'analyser le programme du FMI et plusieurs exemples de résistance et de soutien en faveur des finances publiques, puis d'étudier divers facteurs à prendre en compte.

Deux institutions internationales, le FMI et l'UE, ont énergiquement plaidé en faveur des « stratégies de sortie » pour assouplir les mesures de relance. Ces stratégies étaient moins motivées par le souhait de réduire les déficits publics que par la nécessité d'éviter la hausse des dépenses publiques. Même avant la crise, ces deux institutions pensaient déjà que le niveau de dépenses publiques augmentait trop rapidement, et surtout que les changements démographiques allaient alourdir davantage les dépenses publiques, notamment dans les pays du Nord.

Le FMI estime que l'incidence de la crise sur les dépenses publiques et les emprunts de l'Etat est beaucoup moins importante que les conséquences du vieillissement de la population dans les pays du Nord : « En dépit du coût considérable de la crise pour les budgets, la principale menace qui pèse sur la solvabilité budgétaire à long terme est toujours la tendance démographique défavorable, au moins dans les pays avancés... Ces augmentations sont venues s'ajouter à des dépenses déjà en hausse au cours de cette décennie, en données réelles par habitant et par rapport au PIB. »<sup>131</sup> Lorsque le Conseil des ministres de l'UE a publié en mai 2009 une déclaration sur la politique économique, il a abordé presque exclusivement l'incidence de la démographie sur les dépenses publiques, mais il a à peine mentionné la crise économique.<sup>132</sup>

Ainsi, d'après le FMI, le sauvetage et les mesures de relance, conjugués à la baisse des recettes fiscales, ont augmenté les déficits de 7,5% du PIB en moyenne dans les pays à revenu élevé. Les changements démographiques devraient entraîner une hausse des dépenses de 4–5% du PIB dans les pays à revenu élevé. Le FMI affirme qu'il faut éviter ces augmentations en procédant à des « ajustements » généraux dans les finances publiques équivalant *en moyenne* à une baisse de 8,7% du PIB dans les pays à revenu élevé d'ici à 2030. Pour donner une idée de l'ampleur de cette demande, elle revient à diviser par deux les dépenses dans les marchés publics de ces pays, ou à diviser par deux le nombre d'employés du secteur public.

Tableau 20. Effets de la crise sur les dépenses publiques et objectifs du FMI pour réduire les dépenses

	Dépenses publiques primaires en % du PIB, 2007	Croissance annuelle réelle 2008–2010: dépenses publiques primaires	Croissance annuelle réelle 2008–2010: PIB	Ajustement en moyenne préconisé par le FMI pour 2030
Pays à revenu élevé	35.8	4.30%	-0.20%	-8.70%
Pays en développement	24.5	9.30%	5.10%	-2.75%

Source: FMI 2010<sup>133</sup>

Les mesures politiques proposées par le FMI se basent très majoritairement sur la réduction des dépenses. Dans le secteur de la santé, le FMI se préoccupe uniquement de la baisse des dépenses *publiques* (alors qu'il est prouvé que la santé publique est à la fois plus efficace, plus performante et plus avantageuse au plan économique que les dépenses de santé privées). Voici ce qu'en dit le FMI :

... des réformes audacieuses sont nécessaires pour compenser l'augmentation attendue des dépenses liées à l'âge, en particulier dans le secteur de la santé. Pour les retraites, une hausse de deux ans de l'âge légal de la retraite permettrait de compenser l'augmentation prévue des dépenses d'un point de pourcentage du PIB au cours des 20 prochaines années dans les économies avancées. Dans le secteur de la santé, la difficulté est plus grande, et a été sous-estimée jusqu'à présent, en particulier en Europe. De nouvelles estimations sur le personnel montrent que les dépenses de santé pourraient augmenter de 3½ points de pourcentage du PIB au cours des 20 prochaines années dans les pays avancés. Des réformes sont nécessaires pour proposer des incitations basées sur l'offre, limiter les prestations publiques ou réduire la demande de services publics de santé. Mais, alors que de nombreux pays ont considérablement réformé leur système de retraite, la difficulté de la réforme de la santé, dans les pays avancés, réside dans le manque de réformes importantes essentiellement axées sur la réduction des dépenses.<sup>134</sup>

Pour toutes les autres dépenses publiques, le FMI pense qu'il faut viser un renversement de la croissance des dépenses publiques en pourcentage du PIB, avec un gel de 10 ans, et encourage spécifiquement un gel des salaires :

Dans les autres domaines de dépenses, outre l'abandon progressif des hausses des dépenses liées à la relance, un objectif politique envisageable serait de geler les dépenses en termes réels par habitant pendant 10 ans, ce qui permettrait d'économiser 3–3½ points du PIB. Cela nécessiterait des réformes en profondeur sur les dépenses. La maîtrise de la masse salariale s'est révélée être une mesure efficace par le passé pour rééquilibrer le budget.

La Commission européenne continue quant à elle de rappeler les limites actuelles des déficits publics (3% du PIB) et de la dette publique (60% du PIB), dont les conséquences se font déjà ressentir en Europe, avec des coupes dans les dépenses, les services et les emplois, ainsi que des gels de salaires et des réductions de personnel dans la fonction publique.

#### **Encadré L. Vieillesse de la population : pas de réduction des dépenses ?**

Par contraste, certains arguments mis en avant pour réduire les dépenses dans les services publics risquent de ne pas résister à l'analyse. C'est le cas du spectre de la « bombe à retardement démographique » qui est souvent invoqué pour expliquer qu'il faut réduire d'autres dépenses sociales pour pouvoir financer le coût de plus en plus important que représente le soutien aux personnes âgées, dont le nombre ne cesse d'augmenter.

Mais cet argument n'est pas nouveau. Déjà dans les années 50 au Royaume-Uni, les opposants de « l'Etat-providence » prétendaient que le nombre croissant de retraités entraînerait des frais inabornables dans les années à venir : « à peu près un quart de siècle après la Seconde Guerre mondiale... le nombre de retraités a tellement augmenté... qu'il représente probablement environ 10% de l'augmentation de la totalité des dépenses sociales depuis la Seconde Guerre mondiale. »<sup>135</sup> Mais la croissance économique a permis de faire face aux dépenses et de développer d'autres services.

De la même manière, les arguments du FMI reposent aujourd'hui sur des suppositions : une étude publiée par le FMI lui-même souligne que des « hypothèses alternatives ... mènent à des conclusions très différentes en ce qui concerne la viabilité des finances publiques. » Disons simplement, pour émettre des hypothèses réalistes sur les taux de croissance, que la croissance suffirait à soutenir les dépenses publiques liées au vieillissement de la population et permettrait encore la hausse des dépenses publiques non liées au vieillissement, dans 18 des 19 pays étudiés.<sup>136</sup>

L'argument sur les retraites s'appuie en partie sur le fait que les pays n'ont pas les moyens de payer les retraites avec les impôts, ce qui signifie que les retraites devraient être financées par les bénéfices issus des investissements. Mais les retraites sont payées par les revenus nationaux d'une manière ou d'une autre : par les bénéfices dans le cas des caisses de retraite, ou par les impôts généraux si elles sont prélevées à la source. Les retraites ne seraient plus « abordables » pour l'économie nationale que si leur valeur était réduite.

Le critère démographique est par ailleurs incomplet : les travailleurs seront amenés à soutenir de plus en plus de retraités dépendants, mais la proportion d'enfants dépendants sera quant à elle plus faible, donc le nombre

global de personnes dépendantes par rapport aux travailleurs, par exemple aux Etats-Unis, restera inférieur aux niveaux de 1960.<sup>137</sup>

D'un autre côté, ces pressions trouvent déjà une certaine résistance, en particulier au niveau des soins de santé, comme le déplore le FMI. La résistance la plus vive s'est manifestée dans les campagnes contre la commercialisation des services publics de santé dans les quatre pays d'Europe centrale que sont la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, depuis 2006 environ. Dans chacun de ces pays, il a été proposé de mettre en place un système combinant le paiement à l'acte, la commercialisation ou la privatisation des hôpitaux et des cliniques, et le passage d'une assurance maladie publique à des caisses privées. Dans chaque pays, une forte résistance à ces propositions a parfois conduit à les stopper, à les inverser ou à les limiter.

La Slovaquie a été le premier pays à mettre en place des réformes de santé, mais elle les a abandonnées depuis. En 2003, un système de paiement à l'acte a été introduit ; deux ans après, les caisses d'assurance maladie ont été converties en entités commerciales aidées par l'Etat, qui a remboursé leurs dettes de 1,1 milliard d'euros.<sup>138</sup> Mais suite à la protestation générale de la population, un nouveau gouvernement a été élu en 2006, qui a aboli le système de paiement à l'acte. Depuis lors en Slovaquie, la politique de santé continue de s'opposer aux réformes néolibérales, en insistant sur le fait que les assurances maladie ne doivent pas être motivées par la recherche de rentabilité et en rejetant explicitement toute privatisation.<sup>139</sup>

Le système de santé tchèque est « d'une efficacité remarquable » : seulement 6,8% du PIB total du pays a été consacré aux soins de santé en 2006 ; c'est l'un des taux les plus bas des pays de l'OCDE. La santé de la population s'est améliorée rapidement au cours des 20 dernières années : l'espérance de vie a augmenté de 5,4 ans pour les hommes et de 4,6 ans pour les femmes, comparé aux pays plus riches, dont l'augmentation était respectivement de 4,4 et de 3,2 ans. Le taux de mortalité infantile s'élève à 3,14 décès pour 1000 naissances vivantes, ce qui est très inférieur à la moyenne de l'UE, et parmi les plus faibles du monde.<sup>140</sup> Malgré tout, le gouvernement d'alors a adopté un système de paiement à l'acte en janvier 2008, et a proposé des politiques dont l'objectif était de privatiser le système d'assurance maladie et de transformer les centres hospitaliers universitaires en sociétés commerciales. Ces mesures ont donné lieu à une vive opposition de la part de l'opinion publique avec, en tête, le mouvement de la société civile dénommé Coalition pour la santé. Cette protestation s'est concrétisée par une grève générale en juin 2008, à laquelle ont participé presque un million de travailleurs, et par la demande d'associations de patients, entre autres, de supprimer le paiement à l'acte et de renationaliser l'assurance maladie au sein d'une caisse d'Etat unique. Un recours en justice visant à faire déclarer le paiement à l'acte anticonstitutionnel a échoué, mais le gouvernement a perdu toutes les élections régionales en octobre 2008, avec un taux de participation record de 40%. Les nouveaux gouvernements régionaux ont alors décidé de ne plus pratiquer le paiement à l'acte dans les centres de soins régionaux ni les pharmacies ; l'Etat a recherché une décision de justice déclarant cette mesure anticonstitutionnelle. Des élections peu concluantes tenues en mai 2010 ont maintenu au pouvoir une coalition de centre droit.

En 2006, le gouvernement hongrois a proposé de réformer les services de santé, consistant à fermer des hôpitaux, à instaurer le paiement à l'acte et à privatiser le financement de la santé en créant des caisses d'assurance régionales en partie privées. Le parlement a voté une première loi pour adopter le paiement à l'acte dans les services de santé et d'autres services publics, notamment l'enseignement universitaire. Les campagnes ont recueilli suffisamment de signatures pour imposer l'organisation de deux référendums en 2008. Les résultats du premier se sont révélés très largement défavorables au paiement à l'acte ; l'Etat a renoncé à ses projets de compagnies d'assurance privées sans attendre le rejet certain qui résulterait du second référendum. En 2009, la société privée Hospinvest, qui comptait une participation de 30% de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a déposé son bilan, alors qu'elle avait déjà signé des contrats pour gérer neuf hôpitaux et cliniques publics.<sup>141</sup>

En Pologne, le gouvernement a fait part début 2008 de son intention de commercialiser et de privatiser des hôpitaux. Ces projets comportaient également une liste d'actes médicaux indiquant ceux que l'Etat prendrait en charge et ceux qui seraient à payer par les patients. Ces propositions se sont heurtées à une forte résistance de l'opinion publique, avec des médecins, des syndicats et d'autres acteurs qui se sont associés pour rejeter ces mesures équivalentes à leurs yeux à une privatisation. En Pologne, le secteur de la santé privé est perçu

comme un oligopole qui n'a pas bonne réputation : « ... les clients des centres médicaux ou des hôpitaux privés se plaignent de plus en plus souvent de la qualité des services. » Le président polonais a également contesté ces propositions et, fin 2008, il a opposé son veto à la législation et a convoqué un référendum, en disant qu'il « ne permettrait pas la privatisation du système de santé... La santé et la vie des humains n'est pas une marchandise. »<sup>142</sup>

Les résultats de ces mesures et d'autres contestations feront date.

- Les dépenses publiques mondiales vont augmenter du fait de la croissance et du développement économique dans les pays à revenu modéré et faible. Dans un avenir proche, le taux de croissance annuel des pays en développement devrait avoisiner 6% en moyenne, ce qui est nettement supérieur à celui des pays à revenu élevé. En outre, ce processus entraînera, d'après la loi de Wagner, des dépenses publiques dont le pourcentage du PIB sera supérieur également, en procédant par exemple à des investissements à grande échelle dans les infrastructures, ce qui contribuera à accroître encore le chiffre mondial.
- La nécessité de faire face au changement climatique ajoutera à elle seule environ 1,5% de PIB aux dépenses publiques au niveau mondial. Ce chiffre restera le même pendant des décennies.
- Le FMI estime que les besoins des personnes âgées en matière de retraites et de soins représenteront 4,5% du PIB dans les pays du Nord. Ce chiffre diminuera à mesure que les populations changeront, mais il se peut que les évolutions démographiques viennent à remplacer ce facteur par d'autres demandes.
- La crise économique est loin d'être terminée, et même les gouvernements du Nord désireux de réduire les dépenses et les déficits publics peuvent découvrir, comme Angela Merkel en Allemagne après sa réélection de 2009, que les réalités économiques nécessitent de maintenir certains déficits pour éviter un chômage à grande échelle.

La combinaison de tous ces facteurs laisse à penser que les réductions préconisées par le FMI sont tout à fait irréalistes. Mais il faudra malgré tout une intense activité politique dans de nombreux pays pour que les dépenses publiques soient déterminées par des décisions démocratiques animées par ce qu'il peut y avoir de meilleur aux plans économique, social et environnemental.

## 12. Bibliographie

- Akitoby B., Clements B., Gupta S.\*, Inchauste G. 2006 'Public spending, voracity, and Wagner's law in developing countries' *European Journal of Political Economy* 22 (2006) 908–924  
<http://dx.doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2005.12.001> .
- Aschauer D. 1989 'Is Public Expenditure Productive?' *Journal of Monetary Economics* 23 (1989) 177–200.
- Azémar C. and Delios A. 2008 'Tax competition and FDI: The special case of developing countries' *Journal of the Japanese and International Economies* Volume 22, Issue 1, March 2008, Pages 85–108.
- Bahl R. 2009 *Fixing the Property and Land Tax Regime in Developing Countries* IFC  
[http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/AttachmentsByTitle/FIAS\\_Conference\\_RaisingTaxesThroughRegulation\\_PaperBahl/\\$FILE/FixingPropertyandLandTaxRegime\\_Bahl.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/AttachmentsByTitle/FIAS_Conference_RaisingTaxesThroughRegulation_PaperBahl/$FILE/FixingPropertyandLandTaxRegime_Bahl.pdf) .
- Banque mondiale 2004 *Rapport de suivi mondial 2004*  
<http://siteresources.worldbank.org/GLOBALMONITORINGEXT/Resources/0821358596.pdf> .
- Banque mondiale 2010 *Rapport sur le développement dans le monde 2010: Développement et changement climatique 2010* <http://www.worldbank.org/wdr> .
- Banque mondiale 2010 *Perspectives économiques mondiales 2010* p.5–6  
<http://siteresources.worldbank.org/INTGEP2010/Resources/FullReport-GEPSummer2010.pdf> .
- Barnard A. 2010 *The effects of taxes and benefits on household income, 2008/09* UK National Statistics.  
<http://www.statistics.gov.uk/CCI/article.asp?ID=2440>,  
<http://www.statistics.gov.uk/StatBase/Product.asp?vlnk=10336> .
- Bartelsman, E. J., Beetsma, R. (2003) 'Why Pay More? Corporate Tax Avoidance through Transfer Pricing in OECD Countries' *Journal of Public Economics* 87: 2225–2252.
- Baunsgaard, T. & Keen, M., 2010. 'Tax revenue and (or?) trade liberalization. *Journal of Public Economics*, 94(9–10), 563–577. Disponible sur: <http://www.sciencedirect.com/science/article/B6V76-4XSVR5B-1/2/548487cb59f8d119ece33adf7c10f279> .
- Bearse P., Glomm G., and Janeba E. 2000 'Why poor countries rely mostly on redistribution in-kind' *Journal of Public Economics* 75 (2000) 463–481.
- Beitler D. 2010 *Raising Revenue 2010* <http://robinhoodtax.org.uk/files/Raising-Revenue-web.pdf> .
- Beraldo S., Montolio D. and Turati G. 2009 'Healthy, educated and wealthy: A primer on the impact of public and private welfare expenditures on economic growth' *The Journal of Socio-Economics* 38 (2009) 946–956.
- Bettendorf L., van der Horst A., De Mooij R. 2009 'Corporate Tax Policy and Unemployment in Europe: An Applied General Equilibrium Analysis' in: *The World Economy* Volume 32, Issue 9, DOI: 10.1111/j.1467–9701.2009.01211.x .
- Boix C. 2001 'Democracy, development, and the public sector' *American Journal of Political Science*, 2001  
[http://pics3441.upmf-grenoble.fr/articles/demo/democracy\\_development\\_and\\_the\\_public\\_sector.pdf](http://pics3441.upmf-grenoble.fr/articles/demo/democracy_development_and_the_public_sector.pdf) .
- Bose, N., Emranul Haque M., and Osborn D. 2007 'Public expenditure and economic growth: a disaggregated analysis for developing countries' in: *The Manchester School* Vol 75 No. 5 September 2007  
[http://personalpages.manchester.ac.uk/staff/emranul.haque/manc\\_1028.pdf](http://personalpages.manchester.ac.uk/staff/emranul.haque/manc_1028.pdf) .

- Brammer S. and Walker H. 2007 *Sustainable procurement practice in the public sector: An international comparative study* University of Bath School of Management Working Paper Series 2007.16. <http://www.bath.ac.uk/management/research/papers.htm> .
- Bucci A., Florio M., La Torre D. 2009 *Transitional Dynamics in a Growth Model with Government Spending, Technological Progress and Population Change* [http://www.york.ac.uk/depts/econ/documents/seminarpapers/latorre\\_paper.pdf](http://www.york.ac.uk/depts/econ/documents/seminarpapers/latorre_paper.pdf) .
- Calderón C. and Servén L. 2008 *Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa* <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2008-EdiA/papers/141-Serv%C3%A9n.pdf> .
- Calderon, C. and Servén, L. 2004 'The effects of infrastructure development on growth and income distribution policy', Research working paper; no. WPS 3400 <http://go.worldbank.org/7N83I17PW0> .
- Cameron D. 1982 'On the Limits of the Public Economy' *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 459, Government and Economic Performance (Jan., 1982), pp. 46–62 <http://www.jstor.org/pss/1043673> .
- Castellani R. and Zanfei A. 2008 'Location choices of multinational firms in Europe: The role of EU cohesion policy' *Journal of International Economics* Volume 74, Issue 2, March 2008, Pages 328–340 doi:10.1016/j.jinteco.2007.08.006.
- CEEP 2010 *Public Services in the European Union & in the 27 Member States*. CEEP May 2010 [http://www.ceep.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=44&Itemid=58](http://www.ceep.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=44&Itemid=58) .
- Chernyavsky 2004 *Review of the Municipal Finance Development in Russia in 1992 – 2002*. Institute for Urban Economics [http://www.urbaneconomics.ru/eng/publications.php?folder\\_id=19&mat\\_id=11](http://www.urbaneconomics.ru/eng/publications.php?folder_id=19&mat_id=11) .
- Clements B., Faircloth C and Verhoeven M. 2007 *Public Expenditure in Latin America: Trends and Key Policy Issues* IMF Working Paper WP/07/21 February 2007.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe 2004. 'Summary report of UNECE Conference on Social Housing'. [http://www.unece.org/hlm/prgm/hmm/social%20housing/UNECE\\_Report\\_FIN.pdf](http://www.unece.org/hlm/prgm/hmm/social%20housing/UNECE_Report_FIN.pdf) .
- Commission européenne 2009 *Mobilisation des investissements privés et publics en vue d'une relance de l'économie et d'une transformation structurelle à long terme: développement des partenariats public-privé* COM(2009) 615 final Bruxelles, 19.11.2009 [http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/european-economic-recovery-plan/ppp\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/european-economic-recovery-plan/ppp_en.pdf) .
- Commission européenne 2010 *Europe 2020: une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive* COM(2010) 2020 Bruxelles, 3.3.2010. p.12 <http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/COMPLET%20EN%20BARROSO%20%20%20007%20-%20Europe%202020%20-%20EN%20version.pdf> .
- Commission européenne 2010 *Statistical Annex of European Economy Spring 2010* [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/european\\_economy/2010/pdf/statistical\\_annex\\_spring2010\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2010/pdf/statistical_annex_spring2010_en.pdf) .
- Cusack Thomas R. and Fuchs Susanne June. 2002 'Ideology, Institutions, and Public Spending' Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, Discussion paper P 02 – 903 <http://bibliothek.wz-berlin.de/pdf/2002/p02-903.pdf> .
- Darby J. and Melitz J. 2008 'Social Spending And Automatic Stabilisers' in *The OECD CPPR Discussion Paper No.18* May 2008 [http://www.gla.ac.uk/media/media\\_78199\\_en.pdf](http://www.gla.ac.uk/media/media_78199_en.pdf) .
- Devereux M. and Griffith R. 2002 'The impact of corporate taxation on the location of capital: A review' *Swedish Economic Policy Review*, 2002.

Devereux M., Lockwood B. and Redoano M. 2008 'Do countries compete over corporate tax rates?' *Journal of Public Economics* Volume 92, Issues 5–6, June 2008, Pages 1210–1235  
doi:10.1016/j.jpubeco.2007.09.005 .

DIE Briefing Paper 12/2009 *Should We Engage in Development Cooperation with Countries that have a Notoriously Low Tax Ratio?* [http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/%28ynDK\\_contentByKey%29/ANES-7YKJQ6/\\$FILE/BP%2012.2009.pdf](http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/%28ynDK_contentByKey%29/ANES-7YKJQ6/$FILE/BP%2012.2009.pdf) .

Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009  
[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0,dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0,dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html).

EIRO 2008 *ILO Convention on Labour Clauses applied to municipal authorities*. EIRO online NO0802049I 28 March 2008 <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2008/02/articles/no0802049i.htm> .

EIRO 2010 *Working time developments – 2009*  
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/studies/tn1004039s/tn1004039s.htm> .

Estache A., Perelman S., and Trujillo L. 2005 *Infrastructure performance and reform in developing and transition economies: evidence from a survey of productivity measures* World Bank Policy Research Working Paper 3514, February 2005.  
[http://wdsbeta.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/TW3P/IB/2005/03/06/000090341\\_20050306101429/Rendered/PDF/wps3514.pdf](http://wdsbeta.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/TW3P/IB/2005/03/06/000090341_20050306101429/Rendered/PDF/wps3514.pdf) .

Evans S. and Lewis R. 1988. 'Labour Clauses: From Voluntarism to Regulation' *Industrial Law Journal* 17(1): 209. 1988.

Field A. 2007 'The origins of US total factor productivity growth in the golden age' *Cliometrica* (2007) 1:63–90 DOI 10.1007/s11698-007-0006-4.

Florio M. & S Colautti 2005 'A logistic growth theory of public expenditures: A study of five countries over 100 years' *Public Choice* (2005) 122: 355–393  
<http://www.springerlink.com/content/1g476mx41h21021n/fulltext.pdf> .

FMI 2009 *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* GFSR Market Update 8 juillet 2009  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fmu/eng/2009/02/index.htm>.

FMI 2010 *WEO 2010: Rééquilibrer la croissance*  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/index.htm>.

Furuoka, F. 2008. 'Wagner's Law in Malaysia: A New Empirical Evidence' *The IUP Journal of Applied Economics*, IUP Publications, vol. 0(4), pages 33–43

G. Baiocchi 2003 *Radicals in power: the Workers' Party (PT) and experiments in urban democracy in Brazil*.

Gintis H. and Bowles S. 1982 'The Welfare State and Long-Term Economic Growth: Marxian, Neoclassical, and Keynesian Approaches' *The American Economic Review*, Vol. 72, No. 2, Papers and Proceedings of the Ninety-Fourth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1982), pp. 341–345 Publié par: American Economic Association, Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/1802355> .

Gordon R. and Li W. 2009 'Tax structures in developing countries: Many puzzles and a possible explanation' *Journal of Public Economics* Volume 93, Issues 7–8, August 2009, Pages 855–866  
doi:10.1016/j.jpubeco.2009.04.001 .

Gouvernement indien 2010 *Loi nationale sur la garantie de l'emploi rural en Inde Mahatma Gandhi* site internet <http://nrega.nic.in/netnrega/home.aspx>

Gregoriou A. and Ghosh S. 2009 'The impact of government expenditure on growth: empirical evidence from a heterogeneous panel' *Bulletin of Economic Research* 61:1, 2009, 0307–3378 DOI: 10.1111/j.1467-8586.2008.00297.x.

Groupe de travail sur les transactions financières internationales pour le développement 2010. *Mondialiser la solidarité : Pour des contributions du secteur financier*

Hagemeyer K. 2009 'Can Low-Income Countries Afford Basic Social Security?' in: *Building decent societies: Rethinking the role of social security in development* Edited by Peter Townsend ILO 2009 [http://www.ilo.org/global/What\\_we\\_do/Publications/ILOBookstore/Orderonline/Books/lang--en/WCMS\\_104725/index.htm](http://www.ilo.org/global/What_we_do/Publications/ILOBookstore/Orderonline/Books/lang--en/WCMS_104725/index.htm) .

Hailu D. 2009 *What Explains the Decline in Brazil's Inequality?* UNDP-IPCIG One-pager No. 89 July 2009 <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCOnePager89.pdf> .

Hall D. 2007 *Public sector finance for investment in infrastructure – some recent developments*. PSIRU April 2007 <http://www.psiru.org/reports/2007-04-U-pubinvc.doc> .

Hall D. 2008 *Alternatives to PPPs: positive action for in-house services*. PSIRU October 2008 <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-altern.doc>.

Hall D. 2008 *Economic crisis and public services* PSIRU December 2008 <http://www.psiru.org/reports/2008-12-crisis-1.doc>.

Hall D. 2008 *More public rescues for more private finance failures* March 2010 <http://www.psiru.org/reports/2010-03-PPPs.doc> .

Hall D. 2008 *Protecting workers in PPPs* PSIRU October 2008 <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-workers.doc>.

Hall D. 2008 *Public-private Partnerships PPPs in the EU – a critical appraisal* PSIRU November 2008 <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-crit.doc>.

Hall D. 2009 *Infrastructure, the crisis, and pension funds* PSIRU December 2009 <http://www.psiru.org/reports/2009-12-infra.doc>.

Hall D. 2010 *More public rescues for more private finance failures* PSIRU March 2010 <http://www.psiru.org/reports/2010-03-PPPs.doc>.

Hamilton G. 2009 'Impact of the Global Financial Crisis – What Does It Mean for PPPs in the Short to Medium Term?' KDI/ADB/ADBI/WBI conference May 2009 Seoul, Korea <http://pima.kdi.re.kr/eng/new/event/090619/9-4.pdf> .

Hansson A. and Olofsdotter K. 2008 *Foreign Direct Investment in Europe: Tax Competition and Agglomeration Economies* <http://www.etsg.org/ETSG2008/Papers/Olofsdotter.pdf> .

Helm D. 2006 *Ownership, Utility Regulation And Financial Structures: An Emerging Model* [http://www.dieterhelm.co.uk/publications/OwnershipUtilityReg\\_FinancialStructures.pdf](http://www.dieterhelm.co.uk/publications/OwnershipUtilityReg_FinancialStructures.pdf) .

Hudson M. 2010 'Latvia Renewed' [http://www.rtf.lv/documents/Latvia\\_Renewed\\_2010.pdf](http://www.rtf.lv/documents/Latvia_Renewed_2010.pdf) .

IMF 2004 *Public Investment and Fiscal Policy* March 12, 2004 <http://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/PIFP.pdf> .

IMF 2004 *Public-private Partnerships* March 12, 2004 <http://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/031204.htm>.

IMF 2009 *Bolstering the IMF's Lending Capacity* July 8, 2009  
<http://www.imf.org/external/np/exr/faq/contribution.htm> .

IMF 2009 'Debt Bias and Other Distortions: Crisis-Related Issues in Tax Policy' Prepared by the Fiscal Affairs Department Approved by Carlo Cottarelli June 12, 2009  
<http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2009/061209.pdf> .

IMF 2009 Fiscal Implications of the Global Economic and Financial Crisis June 9, 2009 SPN/09/13, Tables 3.1, 3.4 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0913.pdf> .

IMF 2009 *The Effects of the Financial Crisis on Public-private Partnerships* IMF Working Paper WP/09/144 July 2009.

IMF 2009 *The State of Public Finances: a Cross-country Fiscal Monitor* SPN/09/21 July 30, 2009 Tables 1,2  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0921.pdf> .

IMF 2010 *Financing the Response to Climate Change* SPN 10/06 March 25, 2010  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1006.pdf> .

IMF 2010 *From stimulus to consolidation : revenue and expenditure policies in advanced and emerging economies* <http://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2010/dp1003.pdf> .

IMF 2010 *Regional Economic Outlook April 2010 Sub-Saharan Africa Back to High Growth.*  
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2010/AFR/eng/sreo0410ch2.pdf> .

Jiranyakul et al 2007 'The relationship between government expenditures and economic growth' *Thailand Journal of Economics and Economic Education Research* <http://www.allbusiness.com/economy-economic-indicators/economic-conditions-growth/13478548-1.html> .

Jonakin J. and Stephens M. 1999 'The impact of adjustment and stabilization policies on infrastructure spending in Central America' *The North American Journal of Economics and Finance*, Volume 10, Issue 1, 1999 <http://www.sciencedirect.com/science/article/B6W5T-3YWX9V1-C/2/fd1713e155e84b206e63edfdcab2b1e9> .

Judge K. 1980 *Is there a 'crisis' in the welfare state?*  
<http://www.emeraldinsight.com/journals.htm?issn=0144-333x&volume=1&issue=2&articleid=1660997&show=pdf&PHPSESSID=nrprd2f6qeiusismt1tp71pjt0> .

Kasekende L. 2009 'Public Policy and Economic Development in Africa'. 65th Congress of the International Institute of Public Finance August 13, 2009, Cape Town, South Africa  
[www.iipf.org/speeches/Kasekende\\_2009.pdf](http://www.iipf.org/speeches/Kasekende_2009.pdf) .

Khanna P. 2010 *How secure is the National Rural Employment Guarantee as a safety net?*  
[http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU\\_conference\\_2010/papers/52.How\\_Secure\\_is\\_National\\_Rural\\_Employment\\_Guarantee\\_as\\_a\\_Safety\\_Net.pdf](http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_conference_2010/papers/52.How_Secure_is_National_Rural_Employment_Guarantee_as_a_Safety_Net.pdf) .

Khemani S. 2010 *Political Economy of Infrastructure Spending in India.* World Bank Policy Research Working Paper 5423 September 2010c.

Kidd, S., 2009 'Equal pensions, equal rights: achieving universal pension coverage for older women and men in developing countries' *Gender & Development*, 17(3), 377.  
<http://www.informaworld.com/10.1080/13552070903298337> .

Knyazeva A., Knyazeva D., Stiglitz J. 2006 *Ownership change, institutional development and performance*  
[http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=846364](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=846364) .

Lamartina S. and Zaghini A. 2008 *Increasing Public Expenditures: Wagner's Law in OECD Countries* Center for Financial Studies No. 2008/13 [https://www.ifk-cfs.de/fileadmin/downloads/publications/wp/08\\_13.pdf](https://www.ifk-cfs.de/fileadmin/downloads/publications/wp/08_13.pdf) .

Laughlin and Martin 2006 *Options for Reforming Local Government Funding to Increase Local Streams of Funding: International Comparisons*. Cardiff University.  
<http://www.clrgr.cf.ac.uk/publications/reports/Options%20for%20Reforming%20Local%20Government%20Funding%20International%20Comparisons%20Final%20report.pdf> .

Levy, F. and Temin, P. 2007 *Inequality and Institutions in 20th Century America*. MIT Department of Economics Working Paper No. 07-17 <http://web.mit.edu/ipc/publications/pdf/07-002.pdf> .

Lora, E. 2007 *Public Investment in Infrastructure in Latin America: Is Debt the Culprit?* (January 1, 2007). Inter-American Development Bank Working Paper No. 595 Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=964332> .

Martin S. and Parker D. '1997' in: *The Impact of Privatisation Ownership and Corporate Performance in the UK*, Routledge, London (1997).

Martin Wolf 2009 'Why it is still too early to start withdrawing stimulus', *Financial Times*, 09 September 2009 <http://www.ft.com/cms/s/0/cf6ae1e4-9ca5-11de-ab58-00144feabdc0.html> .

Marx K. 1857 *Grundrisse Part 10 Circulation costs*  
<http://www.marxists.org/archive/marx/works/1857/grundrisse/ch10.htm>.

McCrudden C. 2004 'Using public procurement to achieve social outcomes' *Natural Resources Forum* 28(4), 257-67.

McKinley T. 2009 *Why has tax revenue stagnated in low income countries?*  
<http://www.soas.ac.uk/cdpr/publications/dv/file55026.pdf> .

McKinley T. and Kyrili K. 2009 'Is Stagnation of Domestic Revenue in Low-Income Countries Inevitable?' SOAS Discussion Paper 27/09.

Mosha A. 2002 *Local Democracy and Decentralization in Botswana: UNHABITAT Report*

Nayyar D. 2006 'Globalisation, history and development: a tale of two centuries' *Cambridge Journal of Economics* 2006, 30. pp155-6 <http://economia.unipv.it/biblio/nayyar.pdf>

Nketiah-Amponsah E 2009 'Public spending and economic growth: evidence from Ghana (1970-2004)' *Development Southern Africa*, Volume 26, Issue 3 September 2009, pages 477 - 497

Nyasulu E. and Cloete C. 2007 'Lack of affordable housing finance in Malawi's major urban areas' *Property Management* Vol. 25 No. 1, 2007 pp. 54-67.

OCDE 2008 L'emploi dans le secteur des administrations publiques sous l'angle des coûts de production des biens et des services dans le domaine public OCDE gov/pgc/pem(2008)1 28-Jan-2008.

OCDE 2010 *Perspectives économiques en Afrique* <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/data-statistics/> .

OCDE *Eco-Santé OCDE 2009*  
[http://www.oecd.org/document/30/0,3343,en\\_2649\\_34631\\_12968734\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/30/0,3343,en_2649_34631_12968734_1_1_1_1,00.html) .

Offer A. 2001 'Why has the public sector grown so large in market societies?' Inaugural Lecture delivered before the University of Oxford <http://www.nuff.ox.ac.uk/Economics/History/Paper44/oup44.pdf>

OIT 1949 *Convention sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (n° 94)*. Organisation internationale du travail (OIT) <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convde.pl?C094> .

OIT 2008 'Les clauses de travail dans les contrats publics. Pour une prise en compte de la dimension sociale des marchés publics' Conférence internationale du travail, 97e session, 2008. [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns).

Osberg L., Smeeding T. and Schwabish J. May 2003 *Income Distribution and Public Social Expenditure: Theories, Effects and Evidence*.

Oxford Economics 2008 *The Public Services Industry in the UK* June 2008 <http://www.berr.gov.uk/files/file46938.pdf> .

Parnell S. Pieterse E., and Swilling M. 2002 *Democratising local government: the South African experiment*. University of Cape Town.

Pearson M. 2009 'Disparities in health expenditure across OECD countries: Why does the United States spend so much more than other countries?' Written Statement to Senate Special Committee on Aging: 30th September 2009 [http://www.oecdwash.org/PDFILES/Pearson\\_Testimony\\_30Sept2009.pdf](http://www.oecdwash.org/PDFILES/Pearson_Testimony_30Sept2009.pdf)

Pennybacker S. 1995 *A Vision for London, 1889–1914: Labour, Everyday Life and the LCC Experiment*.

Popov V. 2009 'Lessons from the Transition Economies: Putting the Success Stories of the Postcommunist World into a Broader Perspective' UNU Research Paper No. 2009/15 March 2009.

Sen, Amartya 1999 *Development as Freedom* OUP.

Shrestha L. 2006 *Age Dependency Ratios and Social Security Solvency*. Congressional Research Service October 2006 <http://aging.senate.gov/crs/ss4.pdf> .

Siemens. 2007 *Public infrastructures and private funding*. <http://www.siemens.de/finance> .

Slemrod 2007 'Cheating ourselves: The economics of tax evasion' *The Journal of Economic Perspectives*, 2007 <http://www.jstor.org/stable/30033700>.

Smeeding T. 2009 AIM-AP project 2006–2009 <http://www.iser.essex.ac.uk/research/euromod/research-and-policy-analysis-using-euromod/aim-ap> .

Sterlacchini, A. 2010 'Energy R&D in private and state-owned utilities: an analysis of the major world electric companies'. February 2010 MPRA Paper No. 20972 <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/20972/> .

Tanzi V and Schuknecht 2000 *Public Spending in the 20th Century* CUP Chapter 1 <http://assets.cambridge.org/97805216/62918/sample/9780521662918wsn01.pdf> .

Uemura T. 2010 'Understanding International Solidarity Levy: its potential, issues and future' Presentation at Campaign Launching Workshop on the International Solidarity Levy Public Services International [http://www.world-psi.org/Content/ContentGroups/English7/Regions/Asia\\_Pacific/News\\_and\\_articles2/Launch\\_of\\_Campaign\\_on\\_International\\_Solidarity\\_Levy.htm](http://www.world-psi.org/Content/ContentGroups/English7/Regions/Asia_Pacific/News_and_articles2/Launch_of_Campaign_on_International_Solidarity_Levy.htm) .

UK Committee on Climate Change, 2009. *Meeting Carbon Budgets – the need for a step change*. Progress report to Parliament. pp.136–137 <http://www.theccc.org.uk/reports/progress-reports> .

UK Govt HM Treasury 2008 'PFI projects list' [http://www.hm-treasury.gov.uk/documents/public\\_private\\_partnerships/ppp\\_pfi\\_stats.cfm](http://www.hm-treasury.gov.uk/documents/public_private_partnerships/ppp_pfi_stats.cfm) .

UK House of Commons Transport Committee 2008 *The London Underground and the Public–Private Partnership Agreements Second Report of Session 2007–08* HC 45 16 January 2008.

UK House of Commons Transport Committee 2010 *The performance of the Department for Transport Fourth Report of Session 2009–10* HC 76 March 2010 p.22

<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmtran/76/76.pdf> .

UNDP 2010 *Policy Brief: Gender Equality and Employment Guarantee Policies*

<http://content.undp.org/go/cms-service/download/publication/?version=live&id=2713828> .

Verma S., Arora R. 2010. ‘Does the Indian Economy Support Wagner’s Law? An Econometric Analysis’ *Eurasian Journal of Business and Economics* 2010, 3 (5), 77–91.

Wheeler & Mody 1992 ‘International investment location decisions: The case of US firms’ *Journal of International Economics*, 33, 57–76.

Wilkinson R. and Pickett K. 2009 *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*

<http://www.equalitytrust.org.uk/resource/the-spirit-level?gclid=CITX9861xaQCFVD-2AodUgvPDA> .

World Bank/AFD 2010 *Africa’s Infrastructure*

[http://www.infrastructureafrica.org/aicd/system/files/AIATT\\_Consolidated\\_smaller.pdf](http://www.infrastructureafrica.org/aicd/system/files/AIATT_Consolidated_smaller.pdf) .

### 13. Notes

- <sup>1</sup> Tanzi et Schuknecht 2000 *Public Spending in the 20<sup>th</sup> Century* CUP Chapter 1 <http://assets.cambridge.org/97805216/62918/sample/9780521662918wsn01.pdf>.
- <sup>2</sup> ‘Ideology, Institutions, and Public Spending’ Thomas R. Cusack et Susanne Fuchs June 2002, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung Discussion Paper P 02 – 903 <http://bibliothek.wz-berlin.de/pdf/2002/p02-903.pdf>.
- <sup>3</sup> Serena Lamartina and Andrea Zaghini 2008 *Increasing Public Expenditures: Wagner’s Law in OECD Countries*. Center for Financial Studies No. 2008/13 [https://www.ifk-cfs.de/fileadmin/downloads/publications/wp/08\\_13.pdf](https://www.ifk-cfs.de/fileadmin/downloads/publications/wp/08_13.pdf).
- <sup>4</sup> Bernardin Akitoby, Benedict Clements, Sanjeev Gupta \*, Gabriela Inchauste 2006 ‘Public spending, voracity, and Wagner’s law in developing countries’ *European Journal of Political Economy* 22 (2006) 908– 924 <http://dx.doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2005.12.001> ; Niloy Bose, M. Emranul Haque, and Denise R. Osborn 2007 ‘Public expenditure and economic growth: a disaggregated analysis for developing countries’ *The Manchester School* Vol 75 No. 5 September 2007 [http://personalpages.manchester.ac.uk/staff/emranul.haque/manc\\_1028.pdf](http://personalpages.manchester.ac.uk/staff/emranul.haque/manc_1028.pdf); Satish Verma, Rahul Arora 2010. ‘Does the Indian Economy Support Wagner’s Law? An Econometric Analysis’ *Eurasian Journal of Business and Economics* 2010, 3 (5), 77–91. D’autres études réalisées sur des pays individuels en développement et en transition présentent des résultats différents: Fumitaka Furuoka, 2008. “Wagner’s Law in Malaysia: A New Empirical Evidence”, *The IUP Journal of Applied Economics*, IUP Publications, vol. 0(4), pages 33–43, July; Edward Nketiah-Amponsah 2009 ‘Public spending and economic growth: evidence from Ghana (1970–2004)’ *Development Southern Africa*, Volume 26, Issue 3 September 2009, pages 477–497; Benedict Clements, Christopher Faircloth, and Marijn Verhoeven 2007 ‘Public Expenditure in Latin America: Trends and Key Policy Issues’ IMF Working Paper WP/07/21 February 2007; Vladimir Popov 2009 ‘Lessons from the Transition Economies: Putting the Success Stories of the Postcommunist World into a Broader Perspective’ UNU Research Paper No. 2009/15 March 2009; Andros Gregoriou and Sugata Ghosh 2009 ‘The impact of government expenditure on growth: empirical evidence from a heterogeneous panel’ *Bulletin of Economic Research* 61:1, 2009, 0307–3378 DOI: 10.1111/j.1467–8586.2008.00297.x; Jiranyakul et al 2007 The relationship between government expenditures and economic growth in Thailand *Journal of Economics and Economic Education Research* <http://www.allbusiness.com/economy-economic-indicators/economic-conditions-growth/13478548-1.html>.
- <sup>5</sup> Pour les Etats-Unis, voir David Aschauer 1989 ‘Is Public Expenditure Productive?’ *Journal of Monetary Economics* 23 (1989) 177–200; Alexander J. Field 2007 ‘The origins of US total factor productivity growth in the golden age’ *Cliometrica* (2007) 1:63–90 DOI 10.1007/s11698-007-0006-4.
- <sup>6</sup> Beraldo S., Montolio D. and Turati G. 2009 ‘Healthy, educated and wealthy: A primer on the impact of public and private welfare expenditures on economic growth’ *The Journal of Socio-Economics* 38 (2009) 946–956.
- <sup>7</sup> Herbert Gintis and Samuel Bowles Source: *The American Economic Review*, Vol. 72, No. 2, Papers and Proceedings of the Ninety- Fourth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1982), pp. 341–345 Publié par: American Economic Association Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/1802355>.
- <sup>8</sup> David R. Cameron 1982 On the Limits of the Public Economy *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 459, Government and Economic Performance (Jan., 1982), pp. 46–62 <http://www.jstor.org/pss/1043673>.
- <sup>9</sup> Herbert Gintis and Samuel Bowles Source: *The American Economic Review*, Vol. 72, No. 2, Papers and Proceedings of the Ninety- Fourth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1982), pp. 341–345 Publié par: American Economic Association Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/1802355>.
- <sup>10</sup> Commission européenne: Economie européenne, Annexe statistique printemps 2010 [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/european\\_economy/2010/pdf/statistical\\_annex\\_spring2010\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2010/pdf/statistical_annex_spring2010_en.pdf).
- <sup>11</sup> Florio & S Colautti 2005 ‘A logistic growth theory of public expenditures: A study of five countries over 100 year’ *Public Choice* (2005) 122: 355–393 <http://www.springerlink.com/content/lg476mx41h21021n/fulltext.pdf> ; A Buccini, M Florio, D La Torre 2009 ‘Transitional Dynamics in a Growth Model with Government Spending, Technological Progress and Population Change’ [http://www.york.ac.uk/depts/econ/documents/seminarpapers/latorre\\_paper.pdf](http://www.york.ac.uk/depts/econ/documents/seminarpapers/latorre_paper.pdf) ; Offer A. 2001 ‘Why has the public sector grown so large in market societies?’ Conférence inaugurale donnée à l’Université d’Oxford <http://www.nuff.ox.ac.uk/Economics/History/Paper44/oup44.pdf> ; Herbert Gintis and Samuel Bowles ‘The Welfare State and Long-Term Economic Growth: Marxian, Neoclassical, and Keynesian Approaches’ *The American Economic Review*, Vol. 72, No. 2, Papers and Proceedings of the Ninety- Fourth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1982), pp. 341–345 Publié par: American Economic Association <http://www.jstor.org/stable/1802355>; Beraldo S., Montolio D. and Turati G. 2009 ‘Healthy, educated and wealthy: A primer on the impact of public and private welfare expenditures on economic growth’ *The Journal of Socio-Economics*

38 (2009) 946–956; Serena Lamartina and Andrea Zaghini 2008 *Increasing Public Expenditures: Wagner's Law in OECD Countries*. Center for Financial Studies No. 2008/13 [https://www.ifk-cfs.de/fileadmin/downloads/publications/wp/08\\_13.pdf](https://www.ifk-cfs.de/fileadmin/downloads/publications/wp/08_13.pdf); Vladimir Popov March 2009 UNU-WIDER Research Paper No. 2009/15 'Lessons from the Transition Economies – Putting the Success Stories of the Postcommunist World into a Broader Perspective' [http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2009/en\\_GB/rp2009-15\\_files/81160121720176716/default/RP2009-15.pdf](http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2009/en_GB/rp2009-15_files/81160121720176716/default/RP2009-15.pdf); C Boix 'Democracy, development, and the public sector' *American Journal of Political Science*, 2001 [http://pics3441.upmf-grenoble.fr/articles/demo/democracy\\_development\\_and\\_the\\_public\\_sector.pdf](http://pics3441.upmf-grenoble.fr/articles/demo/democracy_development_and_the_public_sector.pdf).

<sup>12</sup> C Boix 'Democracy, development, and the public sector' *American Journal of Political Science*, 2001 [http://pics3441.upmf-grenoble.fr/articles/demo/democracy\\_development\\_and\\_the\\_public\\_sector.pdf](http://pics3441.upmf-grenoble.fr/articles/demo/democracy_development_and_the_public_sector.pdf).

<sup>13</sup> <http://www.ft.com/cms/s/0/2ec1ce0e-9951-11dd-9d48-000077b07658.html>.

<sup>14</sup> *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* GFSR Market Update July 08, 2009 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fmu/eng/2009/02/index.htm>.

<sup>15</sup> 'Irish face bill of €50bn for bank rescue' by David Oakley *Financial Times* September 30, 2010.

<sup>16</sup> FMI 2009B 'The State of Public Finances: a Cross-country Fiscal Monitor' SPN/09/21 July 30, 2009 Tables 1 and 2 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0921.pdf> (voir tableau annexe 3); calculs du PSIRU. L'apport total du secteur public représente, dans les pays de la zone euro, 6,4% du PIB pour soutenir la Banque centrale européenne (estimation du FMI). Les sommes en dollars US figurant dans les frais initiaux sont les chiffres communiqués par le FMI; les sommes en dollars US correspondant au soutien total sont calculées à partir de ces données. Les chiffres indiquant les coûts nets pour les pays individuels de la colonne F sont calculés en appliquant les hypothèses relatives aux taux de recouvrement etc. utilisées par le FMI pour calculer les coûts nets finaux dans les pays du G20, par rapport aux coûts par pays figurant dans le tableau 2.1 du FMI.

<sup>17</sup> Cette estimation est calculée à partir des données suivantes : (a) 410 milliards de dollars pour les pays en développement (Nellis, 2006) <http://www.maxwell.syr.edu/moynihan/programs/euc/Nellis%20Priv%20Dev%20Cos.pdf> ; (b) 1000 milliards de dollars pour les pays de l'OCDE, d'après les estimations de Bortolotti et Pinotti 2008 'Delayed Privatisation' [http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/temidi/td08/td663\\_08/en\\_td663/en\\_tema\\_663.pdf](http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/temidi/td08/td663_08/en_td663/en_tema_663.pdf). Ce dernier chiffre est cohérent par rapport aux indications figurant dans la base de données de l'organisme Privatisation Barometer <http://www.privatizationbarometer.net/database.php>, qui affichent un total de recettes issues des privatisations en Europe d'environ 880 milliards de dollars pour 2008; (c) selon les estimations de Megginson correspondant à 1500 milliards de dollars pour 2005 (*The Financial Economics of Privatisation* 2005 p.21); (d) le chiffre de Megginson est pris comme estimation fondamentale par rapport à laquelle les autres chiffres sont généralement cohérents. Une somme hypothétique de 300 milliards de dollars est ajoutée à ce chiffre, correspondant aux privatisations réalisées depuis 2005, comme indiqué dans les rapports de 2008 de Privatisation Barometer [http://www.privatizationbarometer.net/PUB/NL/3/7/PB\\_AR2008.pdf](http://www.privatizationbarometer.net/PUB/NL/3/7/PB_AR2008.pdf); (e) en 2008, Privatisation Barometer présente une évaluation similaire de l'incidence relative du soutien au secteur financier et du cumul total des privatisations: « les gouvernements, partout dans le monde, ont acquis plus d'actifs issus du secteur privé [en 2008] – excédant probablement 1500 milliards de dollars en valeurs bancaires et en prêts – que ce qu'ils ont « enlevé » aux investisseurs dans le cadre des programmes de privatisation. Ce chiffre est impressionnant, surtout si l'on considère que les recettes mondiales de la privatisation de 1977 à nos jours sont d'une valeur équivalente. »

<sup>18</sup> (A) Soutien initial: FMI, voir tableau 3 comme mentionné ci-dessus; (B) recettes issues de la privatisation calculées à partir des données de Megginson (2005), Nellis (2006), Bortolotti et Pinotti (2008) et Privatisation Barometer 2008. Ces chiffres figurent dans la tranche supérieure des estimations des recettes mondiales de la privatisation. (A) 1000 milliards de dollars pour les pays de l'OCDE, selon les calculs de Bortolotti et Pinotti 2008 'Delayed Privatisation' [http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/temidi/td08/td663\\_08/en\\_td663/en\\_tema\\_663.pdf](http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/temidi/td08/td663_08/en_td663/en_tema_663.pdf). Ces chiffres sont cohérents par rapport aux indications de la base de données de Privatisation Barometer <http://www.privatizationbarometer.net/database.php> qui affichent un total de recettes issues des seules privatisations en Europe d'environ 880 milliards de dollars pour 2008. On peut ajouter à cette somme 410 milliards de dollars pour les pays en développement (Nellis, 2006), <http://www.maxwell.syr.edu/moynihan/programs/euc/Nellis%20Priv%20Dev%20Cos.pdf>; (B) estimations de Megginson correspondant à 1500 milliards de dollars pour 2005. (*The Financial Economics of Privatisation* 2005 p.21). Une somme de 300 milliards de dollars peut-être ajoutée au chiffre de Megginson, correspondant aux privatisations réalisées depuis 2005, comme indiqué dans les rapports de 2008 de Privatisation Barometer [http://www.privatizationbarometer.net/PUB/NL/3/7/PB\\_AR2008.pdf](http://www.privatizationbarometer.net/PUB/NL/3/7/PB_AR2008.pdf); (C) en 2008, Privatisation Barometer présente une évaluation similaire de l'ampleur relative du soutien au secteur financier et du cumul total des privatisations: « les gouvernements, partout dans le monde, ont acquis plus d'actifs issus du secteur privé [en 2008] – excédant probablement 1500 milliards de dollars en valeurs bancaires et en prêts – que ce qu'ils ont « enlevé » aux investisseurs

dans le cadre des programmes de privatisation. Ce chiffre est impressionnant, surtout si l'on considère que les recettes mondiales de la privatisation de 1977 à nos jours sont d'une valeur équivalente. »  
[http://www.privatizationbarometer.net/PUB/NL/3/7/PB\\_AR2008.pdf](http://www.privatizationbarometer.net/PUB/NL/3/7/PB_AR2008.pdf).

<sup>19</sup> Julia Darby and Jacques Melitz 2008 'Social Spending And Automatic Stabilisers In The OECD' CPPR Discussion Paper No.18 May 2008 [http://www.gla.ac.uk/media/media\\_78199\\_en.pdf](http://www.gla.ac.uk/media/media_78199_en.pdf).

<sup>20</sup> Julia Darby and Jacques Melitz 2008 'Social Spending And Automatic Stabilisers In The OECD' CPPR Discussion Paper No.18 May 2008 [http://www.gla.ac.uk/media/media\\_78199\\_en.pdf](http://www.gla.ac.uk/media/media_78199_en.pdf).

<sup>21</sup> IMF 2009B *The State of Public Finances: a Cross-country Fiscal Monitor* SPN/09/21 July 30 2009 Tables 1, 2 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0921.pdf>.

<sup>22</sup> IMF *Fiscal Implications of the Global Economic and Financial Crisis* June 9, 2009 SPN/09/13, Tables 3.1, 3.4 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0913.pdf>.

<sup>23</sup> Jamal Saghir mars 2009 présentation au Forum mondial de l'eau à Istanbul.

<sup>24</sup> 'Sub-Saharan Africa Back to High Growth'. FMI (Perspectives économiques régionales) avril 2010 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2010/AFR/eng/sreo0410ch2.pdf>; FMI WEO 2010: Rééquilibrer la croissance <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/index.htm>; Perspectives économiques mondiales 2010p.5-6 <http://siteresources.worldbank.org/INTGEP2010/Resources/FullReport-GEPSummer2010.pdf>.

<sup>25</sup> Estimation des marges et des taux d'intérêt dans les pays d'Afrique sub-saharienne, mai 2010 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10140.pdf>.

<sup>26</sup> <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/data-statistics/>.

<sup>27</sup> Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009

[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html)

<sup>28</sup> 'Budget fails to meet business hopes' *Financial Times*, July 6 2009 <http://www.ft.com/cms/s/0/4e8a9efa-6a3e-11de-ad04-00144feabdc0.html>.

<sup>29</sup> Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009

[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html).

<sup>30</sup> Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009

[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html).

<sup>31</sup> Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009

[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html).

<sup>32</sup> 'India in drive to end slum dwelling' *Financial Times* July 9 2009.

[http://www.ft.com/cms/s/0/1ee3ea0c-6c97-11de-a6e6-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/1ee3ea0c-6c97-11de-a6e6-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html).

<sup>33</sup> 'Political logic of budget is that welfarism pays' *The Hindu* July 7 2009

<http://www.hindu.com/2009/07/07/stories/2009070754801000.htm>; 'Budget for the aam aadmi' *The Hindu* July 7 2009 <http://www.hindu.com/2009/07/07/stories/2009070759881100.htm>

<sup>34</sup> Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009.

[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html); 'Disinvestment in phased manner' *The Hindu* July 7 2009 <http://www.hindu.com/2009/07/07/stories/2009070759821000.htm>

<sup>35</sup> *Public sector finance for investment in infrastructure – some recent developments* by David Hall. April 2007 <http://www.psiru.org/reports/2007-04-U-pubinv.doc>.

<sup>36</sup> 'Japan extends loan deal to Indonesia by \$16bn' *Financial Times* July 7 2009 <http://www.ft.com/cms/s/0/1eca0494-6a8e-11de-ad04-00144feabdc0.html>.

- <sup>37</sup> 'Brazil Keen to Join Venezuela-led Regional Bank Plan' *Global Insight* April 16, 2007.
- <sup>38</sup> Le Conseil des gouverneurs du FMI approuve une composante fondamentale du nouveau modèle de financement Communiqué de presse n° 08/101 6 mai 2008 <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2008/pr08101.htm>.
- <sup>39</sup> 'IMF Acting on Several Fronts to Ramp Up Its Financing'. IMF Survey online July 6, 2009 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2009/INT070709A.htm>.
- <sup>40</sup> IMF 17 June 2009 'Borrowing by the Fund—Operational Issues' <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2009/061709.pdf>; retranscription d'une information à la presse sur l'émission d'effets, annoncée par Andrew Tweedie, Directeur du département des finances du FMI, 1er juillet 2009. <http://www.imf.org/external/np/tr/2009/tr070109.htm>; 'Bolstering the IMF's Lending Capacity' July 08 2009 <http://www.imf.org/external/np/exr/faq/contribution.htm>; 'China Willing to Buy as Much as \$50 Billion in IMF Bonds' WSJ June 6 2009 <http://online.wsj.com/article/SB124419697110288633.html>; Reuters UPDATE 1-Russia says expects IMF bond deal in Aug or Sept July 8 2009 <http://www.reuters.com/article/marketsNews/idUSL813635020090708>; <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2009/INT070709A.htm>; How to Increase the IMF's Lendable Resources April 2009 <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/imfresources.htm>.
- <sup>41</sup> 'Bolstering the IMF's Lending Capacity' July 08, 2009 July 8 2009 <http://www.imf.org/external/np/exr/faq/contribution.htm>.
- <sup>42</sup> David Alan Aschauer 1989 'Is public expenditure productive?' *Journal of Monetary Economics* 23 (1989) 177–200. César Calderón and Luis Servén 2008 *Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa* <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2008-EdiA/papers/141-Serv%C3%A9n.pdf>.
- <sup>43</sup> César Calderón and Luis Servén 2008 *Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa* <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2008-EdiA/papers/141-Serv%C3%A9n.pdf>.
- <sup>44</sup> Calderon, Cesar; Servén, Luis; 2004 'The effects of infrastructure development on growth and income distribution' Policy, Research working paper; no. WPS 3400 <http://go.worldbank.org/7N83I17PW0>; Jon Jonakin, Mark Stephens, 'The impact of adjustment and stabilization policies on infrastructure spending in Central America', *North American Journal of Economics and Finance*, Volume 10, Issue 1, 1999 <http://www.sciencedirect.com/science/article/B6W5T-3YWX9V1-C/2/fd1713e155e84b206e63edfdcab2b1e9>; Lora, Eduardo A., 'Public Investment in Infrastructure in Latin America: Is Debt the Culprit?' (January 1, 2007) Inter-American Development Bank Working Paper No. 595 Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=964332>.
- <sup>45</sup> Calderon, Cesar; Servén, Luis; 2004 The effects of infrastructure development on growth and income distribution Policy, Research working paper; no. WPS 3400 <http://go.worldbank.org/7N83I17PW0>; Jon Jonakin, Mark Stephens, 'The impact of adjustment and stabilization policies on infrastructure spending in Central America', *North American Journal of Economics and Finance*, Volume 10, Issue 1, 1999 <http://www.sciencedirect.com/science/article/B6W5T-3YWX9V1-C/2/fd1713e155e84b206e63edfdcab2b1e9>; Lora, Eduardo A., 'Public Investment in Infrastructure in Latin America: Is Debt the Culprit?' (January 1, 2007) Inter-American Development Bank Working Paper No. 595 Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=964332>.
- <sup>46</sup> 'Left turn ahead? How flaws in Lula's plan could condemn Brazil to lag behind its peers' by Jonathan Wheatley and Richard Lapper *Financial Times* 21 February 2007; 'Government launches PAC economic growth programme' 25 January 2007 [www.brazil.org.uk/newsandmedia/pressreleases\\_files/archive-10.html](http://www.brazil.org.uk/newsandmedia/pressreleases_files/archive-10.html).
- <sup>47</sup> *Latin America News Digest* January 23, 2007; 'Cities ministry pre-selects 669 sanitation projects for PAC funds' *Business News Americas* April 27, 2007.
- <sup>48</sup> César Calderón and Luis Servén 2008 *Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa* <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2008-EdiA/papers/141-Serv%C3%A9n.pdf>; infrastructures africaines [http://www.infrastructureafrica.org/aicd/system/files/AIATT\\_Consolidated\\_smaller.pdf](http://www.infrastructureafrica.org/aicd/system/files/AIATT_Consolidated_smaller.pdf) Une série de documents sur ce thème est accessible sur <http://go.worldbank.org/NGTDDHDDDB0>.
- <sup>49</sup> Siemens. *Public infrastructures and private funding*. 2007 <http://www.siemens.de/finance>; Marx K. 1857 *Grundrisse Part 10* Circulation costs <http://www.marxists.org/archive/marx/works/1857/grundrisse/ch10.htm>; <http://www.totaltele.com/view.aspx?ID=334676>; Europe 2020: une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive) COM(2010) 2020 Brussels, 3.3.2010. p.12 <http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/COMPLET%20EN%20BARROSO%20%202007%20-%20Europe%202020%20-%20EN%20version.pdf>.
- <sup>50</sup> Extraits du discours sur la « politique publique et le développement économique en Afrique » prononcé par M. Louis Kasekende, économiste principal au Groupe de la Banque africaine de développement, lors du 65e Congrès de

l'International Institute of Public Finance (Institut international des finances publiques) le 13 août 2009 à Cape Town, en Afrique du Sud [www.iipf.org/speeches/Kasekende\\_2009.pdf](http://www.iipf.org/speeches/Kasekende_2009.pdf).

<sup>51</sup> *Public Services in the European Union & in the 27 Member States*. CEEP May 2010 [http://www.ceep.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=44&Itemid=58](http://www.ceep.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=44&Itemid=58).

<sup>52</sup> OCDE 2008 L'emploi dans le secteur des administrations publiques sous l'angle des coûts de production des biens et des services dans le domaine public) OCDE gov/pgc/pem(2008)1 28-Jan-2008.

<sup>53</sup> OCDE 2008 (L'emploi dans le secteur des administrations publiques sous l'angle des coûts de production des biens et des services dans le domaine public) OCDE gov/pgc/pem(2008)1 28-Jan-2008.

<sup>54</sup> *The Public Services Industry in the UK June 2008* Oxford Economics <http://www.berr.gov.uk/files/file46938.pdf>

<sup>55</sup> *Nigeria: Housing – the Borno Initiative* <http://www.leadershipnigeria.com/> (Abuja) 19 October 2008  
Posté sur Internet le 20 octobre 2008 Kabiru Mato.

<sup>56</sup> *A Vision for London, 1889–1914: Labour, Everyday Life and the LCC Experiment*. Susan Pennybacker, Routledge 1995 (mais « ils n'ont pas pris d'engagement particulier à l'égard des ouvriers anglais ou londoniens, ni vis-à-vis des biens manufacturés en Grande-Bretagne ou à Londres »).

<sup>57</sup> C. McCrudden (2004) 'Using public procurement to achieve social outcomes' *Natural Resources Forum* 28(4), 257–67.

<sup>58</sup> Convention sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (n° 94). Organisation internationale du travail (OIT), 1949 <http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convde.pl?C094>.

<sup>59</sup> « Les clauses de travail dans les contrats publics. Pour une prise en compte de la dimension sociale des marchés publics » Conférence internationale du travail, 97e session, 2008. OIT 2008 [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns); C. McCrudden (2004) 'Using public procurement to achieve social outcomes' *Natural Resources Forum* 28(4), 257–67.

<sup>60</sup> S. Evans and R. Lewis. Labour Clauses: From Voluntarism to Regulation. *Industrial Law Journal* 17(1): 209. 1988; ILO convention on labour clauses applied to municipal authorities. EIRO online NO0802049I 28 March 2008 <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2008/02/articles/no0802049i.htm>; *Mondaq Business Briefing* May 2, 2006 'Latvia: Greater flexibility and new mechanisms introduced by the new Public Procurement Law'.

<sup>61</sup> 'Sustainable procurement practice in the public sector: An international comparative study', Stephen Brammer and Helen Walker University of Bath School of Management Working Paper Series. 2007.16. <http://www.bath.ac.uk/management/research/papers.htm>.

<sup>62</sup> 'Sustainable procurement practice in the public sector: An international comparative study', Stephen Brammer and Helen Walker University of Bath School of Management Working Paper Series. 2007.16. <http://www.bath.ac.uk/management/research/papers.htm>. Une analyse des seuls résultats britanniques montre que « contrairement à l'intérêt actuellement accordé à la politique, le secteur public semble mettre l'accent sur les aspects économiques et sociaux de la passation de marchés plutôt que sur le caractère environnemental. 'Sustainable procurement in the United Kingdom public sector', Helen Walker and Stephen Brammer. University of Bath. School of Management Working Paper Series. 2007.15 <http://www.bath.ac.uk/management/research/papers.htm>.

<sup>63</sup> [www.london.gov.uk/rp](http://www.london.gov.uk/rp).

<sup>64</sup> EIRO *Working time developments – 2009* <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/studies/tn1004039s/tn1004039s.htm>.

<sup>65</sup> 'Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act' website <http://nrega.nic.in/netnrega/home.aspx>; UNDP 2010 Policy Brief: Gender Equality and Employment Guarantee Policies <http://content.undp.org/go/cms-service/download/publication/?version=live&id=2713828>; Pragma Khanna 2010 'How secure is the National Rural Employment Guarantee as a safety net?' [http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU\\_conference\\_2010/papers/52\\_How\\_Secure\\_is\\_National\\_Rural\\_Employment\\_Guarantee\\_as\\_a\\_Safety\\_Net.pdf](http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_conference_2010/papers/52_How_Secure_is_National_Rural_Employment_Guarantee_as_a_Safety_Net.pdf).

<sup>66</sup> Sterlacchini, Alessandro. 2010 'Energy R&D in private and state-owned utilities: an analysis of the major world electric companies', February 2010 MPRA Paper No. 20972 <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/20972/>.

<sup>67</sup> General Motors: Déclaration S1 18 août 2010: lien [http://www.gm.com/corporate/investor\\_information/sec/](http://www.gm.com/corporate/investor_information/sec/); 'GM loses patience on Opel loan guarantees', *Financial Times* June 16 2010 <http://www.ft.com/cms/s/0/d225621e-7941-11df-92c1-00144feabdc0,s01=1.html>; 'UAW VEBA gets investment staff in order', LexisNexis October 19 2009. <http://www.allbusiness.com/company-activities-management/financial-performance/13285950-1.html>; 'GM filing begins road back to market', *Financial Times* August 18 2010 <http://www.ft.com/cms/s/0/67d61304-ab05-11df-9e6b-00144feabdc0.html>.

<sup>68</sup> Sen, Amartya, *Development as Freedom*, 1999.

<sup>69</sup> Richard Wilkinson and Kate Pickett 2009 *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone* <http://www.equalitytrust.org.uk/resource/the-spirit-level?gclid=CITX9861xaQCFVD-2AodUgvPDA> .

<sup>70</sup> Données générales à ce sujet et questions méthodologiques à consulter dans le programme AIM-AP visant à mesurer les revenus et à analyser les conséquences des politiques publiques 2006–2009

<http://www.iser.essex.ac.uk/research/euromod/research-and-policy-analysis-using-euromod/aim-ap> ; Lars Osberg, Timothy Smeeding and Jonathan Schwabish May 2003 *Income Distribution and Public Social Expenditure: Theories, Effects and Evidence* ; P. Bearse, G. Glommb, E. Janeba 2000 ‘Why poor countries rely mostly on redistribution in-kind’ *Journal of Public Economics* 75 (2000) 463–481.

<sup>71</sup> Andrew Barnard 2010 *The effects of taxes and benefits on household income, 2008/09* UK National Statistics. <http://www.statistics.gov.uk/CCI/article.asp?ID=2440>; Autres liens sur la répartition des revenus et de la richesse sur <http://www.statistics.gov.uk/StatBase/Product.asp?vlnk=10336>.

<sup>72</sup> Levy, Frank S. et Temin, Peter, ‘Inequality and Institutions in 20th Century America’ (June 27, 2007). MIT Department of Economics Working Paper No. 07–17 <http://web.mit.edu/ipc/publications/pdf/07-002.pdf> .

<sup>73</sup> Nayyar D. 2006 ‘Globalisation, history and development: a tale of two centuries’, *Cambridge Journal of Economics* 2006, 30. pp155–6 <http://economia.unipv.it/biblio/nayyar.pdf> .

<sup>74</sup> Stuti Khemani 2010 ‘Political Economy of Infrastructure Spending in India’. World Bank Policy Research Working Paper 5423 September 2010.

<sup>75</sup> César Calderón and Luis Servén 2008 *Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa* <http://www.csae.ox.ac.uk/conferences/2008-EdiA/papers/141-Serv%C3%A9n.pdf> .

<sup>76</sup> ‘Can Low-Income Countries Afford Basic Social Security?’\* Krzysztof Hagemeyer, ILO, based on ILO (2008b) and C. Behrendt, K. Hagemeyer; *Building decent societies: Rethinking the role of social security in development* edited by Peter Townsend ILO 2009 [http://www.ilo.org/global/What\\_we\\_do/Publications/ILOBookstore/Orderonline/Books/lang-en/WCMS\\_104725/index.htm](http://www.ilo.org/global/What_we_do/Publications/ILOBookstore/Orderonline/Books/lang-en/WCMS_104725/index.htm) .

<sup>77</sup> Degol Hailu 2009 ‘What Explains the Decline in Brazil’s Inequality?’ UNDP-IPCIG One-pager No. 89 July 2009 <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCOnePager89.pdf>.

<sup>78</sup> Calculs basés sur Degol Hailu 2009 ‘What Explains the Decline in Brazil’s Inequality?’ UNDP-IPCIG One-pager No. 89 July 2009 <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCOnePager89.pdf>.

<sup>79</sup> Kidd, S., 2009. Equal pensions, equal rights: achieving universal pension coverage for older women and men in developing countries. *Gender & Development*, 17(3), 377. <http://www.informaworld.com/10.1080/13552070903298337> .

<sup>80</sup> *Eco-Santé OCDE 2009* [http://www.oecd.org/document/30/0,3343,en\\_2649\\_34631\\_12968734\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/30/0,3343,en_2649_34631_12968734_1_1_1_1,00.html);

Beraldo S., Montolio D. and Turati G. 2009 ‘Healthy, educated and wealthy: A primer on the impact of public and private welfare expenditures on economic growth’, *The Journal of Socio-Economics* 38 (2009) 946–956; Mark Pearson, Chef de la division de la santé à l’OCDE 30 septembre 2009 Déclaration écrite au Comité spécial du Sénat sur le vieillissement: ‘Disparities in health expenditure across OECD countries: Why does the United States spend so much more than other countries?’ [http://www.oecdwash.org/PDFILES/Pearson\\_Testimony\\_30Sept2009.pdf](http://www.oecdwash.org/PDFILES/Pearson_Testimony_30Sept2009.pdf).

<sup>81</sup> Nyasulu E. and Cloete C. 2007 ‘Lack of affordable housing finance in Malawi’s major urban areas’ *Property Management* Vol. 25 No. 1, 2007 pp. 54–67.

<sup>82</sup> Commission économique des Nations Unies pour l’Europe 2004. Rapport sommaire de la Conférence de la CEE-NU sur les logements sociaux. [http://www.unece.org/hlm/prgm/hmm/social%20housing/UNECE\\_Report\\_FIN.pdf](http://www.unece.org/hlm/prgm/hmm/social%20housing/UNECE_Report_FIN.pdf)

<sup>83</sup> <http://www.hdb.gov.sg/fi10/fi10320p.nsf/w/HDBWinsUNAward?OpenDocument> ; et <http://www.gov.hk/en/about/abouthk/factsheets/docs/housing.pdf>.

<sup>84</sup> Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour le logement: « la crise prouve que les marchés seuls ne peuvent fournir un logement à tout le monde » <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=28681&Cr=Financial+Crisis&Cr1> .

<sup>85</sup> La Directrice exécutive du Programme ONU-Habitat, lors d’une réunion de comité de l’ONU-Habitat, cite « l’urbanisation rapide et chaotique et la pénurie de logements abordables ont été les causes sous-jacentes de la crise financière actuelle » <http://www.un.org/News/Press/docs/2008/gaef3224.doc.htm> .

<sup>86</sup> IMF *Financing the Response to Climate Change* SPN 10/06 March 25, 2010 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1006.pdf>.

- <sup>87</sup> Rapport sur le développement dans le monde 2010: Développement et changement climatique 2010 <http://www.worldbank.org/wdr>.
- <sup>88</sup> Sterlacchini, Alessandro. 2010 'Energy R&D in private and state-owned utilities: an analysis of the major world electric companies', February 2010 MPRA Paper No. 20972 <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/20972/>.
- <sup>89</sup> Source: UK Committee on Climate Change, 2009. *Meeting Carbon Budgets –the need for a step change. Progress report to Parliament*. P.136–137 <http://www.theccc.org.uk/reports/progress-reports>.
- <sup>90</sup> Banque mondiale 2004 *Rapport de suivi mondial 2004* <http://siteresources.worldbank.org/GLOBALMONITORINGEXT/Resources/0821358596.pdf>.
- <sup>91</sup> DIE Briefing Paper 12/2009 'Should we Engage in Development Cooperation with Countries that Have a Notoriously Low Tax Ratio?' [http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/%28ynDK\\_contentByKey%29/ANES-7YKJQ6/\\$FILE/BP%2012.2009.pdf](http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/%28ynDK_contentByKey%29/ANES-7YKJQ6/$FILE/BP%2012.2009.pdf).
- <sup>92</sup> T. McKinley K. Kyrili 2009 'Is Stagnation of Domestic Revenue in Low-Income Countries Inevitable?' SOAS Discussion Paper 27/09; T. McKinley Nov 2009 'Why has tax revenue stagnated in low income countries?' <http://www.soas.ac.uk/cdpr/publications/dv/file55026.pdf>.
- <sup>93</sup> Baunsgaard, T. and Keen, M., 2010 'Tax revenue and (or?) trade liberalization', *Journal of Public Economics*, 94(9–10), 563–577. Accessible sur: <http://www.sciencedirect.com/science/article/B6V76-4XSVR5B-1/2/548487cb59f8d119ece33adf7c10f279> [30 septembre 2010].
- <sup>94</sup> Roger Gordon and Wei Li 2009 'Tax structures in developing countries: Many puzzles and a possible explanation' *Journal of Public Economics* Volume 93, Issues 7–8, August 2009, Pages 855–866 [doi:10.1016/j.jpubeco.2009.04.001](https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2009.04.001).
- <sup>95</sup> 'Activists call for parity on land bill' *Bangkok Post* 26/08/2010 <http://www.bangkokpost.com/news/local/192938/activists-call-for-parity-on-land-tax-bill>.
- <sup>96</sup> McLean 2004; 'Austerity is not the only option' by Michael Hudson *Financial Times* July 7, 2010 <http://www.ft.com/cms/s/0/337fef82-89f7-11df-bd30-00144feab49a.html> et 'Latvia Renewed' at [http://www.rttl.lv/documents/Latvia\\_Renewed\\_2010.pdf](http://www.rttl.lv/documents/Latvia_Renewed_2010.pdf).
- <sup>97</sup> Roy Bahl 2009 *Fixing the Property and Land Tax Regime in Developing Countries* IFC [http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/AttachmentsByTitle/FIAS\\_Conference\\_RaisingTaxesThroughRegulation\\_PaperBahl/\\$FILE/FixingPropertyandLandTaxRegime\\_Bahl.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/AttachmentsByTitle/FIAS_Conference_RaisingTaxesThroughRegulation_PaperBahl/$FILE/FixingPropertyandLandTaxRegime_Bahl.pdf).
- <sup>98</sup> Leon Bettendorf, Albert van der Horst, Ruud A. De Mooij 2009 'Corporate Tax Policy and Unemployment in Europe: An Applied General Equilibrium Analysis', *The World Economy* Volume 32, Issue 9, DOI: 10.1111/j.1467-9701.2009.01211.x.
- <sup>99</sup> FMI 2010 *From stimulus to consolidation : revenue and expenditure policies in advanced and emerging economies* <http://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2010/dp1003.pdf>.
- <sup>100</sup> Données du Bureau of Economic Analysis, analysées par Haver Analytics: <http://mjperry.blogspot.com/2010/08/record-high-corporate-profits-in-qii.htm>, voir aussi Corporate Profits <http://wsj-us.econoday.com/byshoweventfull.asp?fid=442489&cust=wsj-us#top>
- <sup>101</sup> FMI 2009 'Debt Bias and Other Distortions: Crisis-Related Issues in Tax Policy' <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2009/061209.pdf>.
- <sup>102</sup> Slemrod 2004; Devereux and Griffiths 2002; Åsa Hansson and Karin Olofsdotter 2008 *Foreign Direct Investment in Europe: Tax Competition and Agglomeration Economies* <http://www.etsg.org/ETSG2008/Papers/Olofsdotter.pdf>; Wheeler & Mody (1992) 'International investment location decisions: The case of US firms', *Journal of International Economics*, 33, 57–76; Roberto Basile Davide Castellani and Antonello Zanfei 2008 'Location choices of multinational firms in Europe: The role of EU cohesion policy', *Journal of International Economics* Volume 74, Issue 2, March 2008, Pages 328–340 [doi:10.1016/j.jinteco.2007.08.006](https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2007.08.006); Céline Azémar and Andrew Delios 2008 'Tax competition and FDI: The special case of developing countries' *Journal of the Japanese and International Economies* Volume 22, Issue 1, March 2008, Pages 85–108.
- <sup>103</sup> Bartelsmann and Beetsma 2003; Michael P. Devereux, Ben Lockwood and Michela Redoano 2008 'Do countries compete over corporate tax rates?' *Journal of Public Economics* Volume 92, Issues 5–6, June 2008, Pages 1210–1235 [doi:10.1016/j.jpubeco.2007.09.005](https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2007.09.005).
- <sup>104</sup> 'Understanding International Solidarity Levy: its potential, issues and future' Présentation lors de l'atelier de lancement de la campagne de l'Internationale des services publics sur la taxe internationale de solidarité, Takehiko Uemura <http://www.world->

[psi.org/Content/ContentGroups/English7/Regions/Asia\\_Pacific/News\\_and\\_articles2/Launch\\_of\\_Campaign\\_on\\_International\\_Solidarity\\_Levy.htm](http://psi.org/Content/ContentGroups/English7/Regions/Asia_Pacific/News_and_articles2/Launch_of_Campaign_on_International_Solidarity_Levy.htm) .

<sup>105</sup> *Globalizing solidarity: The Case for Financial Levies*. 2010 Groupe de travail de haut niveau sur les transactions financières internationales pour le développement

<sup>106</sup> Diana Beitler 2010 *Raising Revenue 2010* <http://robinhoodtax.org.uk/files/Raising-Revenue-web.pdf> .

<sup>107</sup> Diana Beitler 2010 *Raising Revenue 2010* <http://robinhoodtax.org.uk/files/Raising-Revenue-web.pdf> .

<sup>108</sup> *Globalizing solidarity: The Case for Financial Levies*. 2010 Groupe de travail de haut niveau sur les transactions financières internationales pour le développement

<sup>109</sup> *Globalizing solidarity: The Case for Financial Levies*. 2010 Groupe de travail de haut niveau sur les transactions financières internationales pour le développement

<sup>110</sup> Laughlin and Martin 2006 *Options for Reforming Local Government Funding to Increase Local Streams of Funding: International Comparisons*. University of Cardiff.

<http://www.clrgr.cf.ac.uk/publications/reports/Options%20for%20Reforming%20Local%20Government%20Funding%20International%20Comparisons%20Final%20report.pdf> ; Chernyavsky 2004 *Review of the Municipal Finance Development in Russia in 1992 – 2002*. Institute for Urban Economics  
[http://www.urbanomics.ru/eng/publications.php?folder\\_id=19&mat\\_id=11](http://www.urbanomics.ru/eng/publications.php?folder_id=19&mat_id=11) .

<sup>111</sup> Mosha A. C, 2002, 'Local Democracy and Decentralization in Botswana: UNHABITAT Report', University of Botswana, Gaborone; Sue Parnell, Susan Parnell, Edgar Pieterse, Mark Swilling 2002 *Democratising local government: the South African experiment*. University of Cape Town

<sup>112</sup> FMI 2003.

<sup>113</sup> Discours sur le budget de l'Inde. Publié dans le *Financial Times* du 6 juillet 2009

[http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp\\_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html](http://www.ft.com/cms/s/0/373895ba-6a32-11de-ad04-00144feabdc0.dwp_uuid=a6dfcf08-9c79-11da-8762-0000779e2340.html)

<sup>114</sup> G. Baiocchi 2003 *Radicals in power: the Workers' Party (PT) and experiments in urban democracy in Brazil*.

<sup>115</sup> Mosha A. C, 200, 'Local Democracy and Decentralization in Botswana: UNHABITAT Report', University of Botswana, Gaborone.

<sup>116</sup> 'Why it is still too early to start withdrawing stimulus', Martin Wolf, *Financial Times*, 09 September 2009

<http://www.ft.com/cms/s/0/cf6ae1e4-9ca5-11de-ab58-00144feabdc0.html>.

<sup>117</sup> 'Why it is still too early to start withdrawing stimulus', Martin Wolf, *Financial Times*, 09 September 2009

<http://www.ft.com/cms/s/0/cf6ae1e4-9ca5-11de-ab58-00144feabdc0.html>.

<sup>118</sup> Mobilisation des investissements privés et publics en vue d'une relance de l'économie et d'une transformation structurelle à long terme: développement des partenariats public-privé COM (2009) 615 final Bruxelles, 19.11.2009

[http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/european-economic-recovery-plan/ppp\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/european-economic-recovery-plan/ppp_en.pdf) .

<sup>119</sup> Fonds monétaire international: *Partenariats public-privé* 12 mars 2004

<http://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/031204.htm>; Fonds monétaire international: *Public Investment and Fiscal Policy March 12 2004* <http://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/PIFP.pdf>. Pour les séminaires internationaux, voir: <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2007/ppp/index.htm> et <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2008/fiscrisk/index.htm> .

<sup>120</sup> 'The Effects of the Financial Crisis on Public-private Partnerships', IMF Working Paper WP/ 09/144 July 2009

Figure 1, p.6, corporate credit spreads over 5yr US Treasury  
<http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=23065.0>.

<sup>121</sup> Estache et al., 2005, (voir bibliographie) p.6.

<sup>122</sup> S. Martin and D. Parker 1997 In: *The Impact of Privatisation Ownership and Corporate Performance in the UK*, Routledge, London.

<sup>123</sup> A Knyazeva, D Knyazeva, J Stiglitz 2006 *Ownership change, institutional development and performance*

[http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=846364](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=846364) .

<sup>124</sup> <http://www.unece.org/ceci/documents/2009/ppp/session2tosppp09.html> .

<sup>125</sup> 'Impact of the Global Financial Crisis – What Does It Mean for PPPs in the Short to Medium Term?' Exposé de Geoffrey Hamilton, chef de section de la Division de la coopération et de l'intégration économiques à la CEE-NU, lors

de la conférence entre l'Institut coréen pour le développement/BASD/Institut de la BASD/Institut de la Banque mondiale mai 2009 à Séoul, Corée; 'Knowledge Sharing on Infrastructure Public-private Partnerships in Asia' 19-21 May 2009 Seoul, Korea <http://pima.kdi.re.kr/eng/new/event/090619/9-4.pdf>, South Korea, May 2009 [http://pimac.kdi.re.kr/eng/new/event\\_list7.jsp](http://pimac.kdi.re.kr/eng/new/event_list7.jsp) .

<sup>126</sup> Corée du Sud, mai 2009 [http://pimac.kdi.re.kr/eng/new/event\\_list7.jsp](http://pimac.kdi.re.kr/eng/new/event_list7.jsp).

<sup>127</sup> D Helm 2006 'Ownership, Utility Regulation And Financial Structures: An Emerging Model' 14 January 2006 [http://www.dieterhelm.co.uk/publications/OwnershipUtilityReg\\_FinancialStructures.pdf](http://www.dieterhelm.co.uk/publications/OwnershipUtilityReg_FinancialStructures.pdf).

<sup>128</sup> Liste des projets d'initiatives de financement privé inscrits au trésor public britannique [http://www.hm-treasury.gov.uk/documents/public\\_private\\_partnerships/ppp\\_pfi\\_stats.cfm](http://www.hm-treasury.gov.uk/documents/public_private_partnerships/ppp_pfi_stats.cfm).

<sup>129</sup> House of Commons Transport Committee (Chambre des communes britannique, comité du transport) 'The performance of the Department for Transport' Fourth Report of Session 2009-10 HC 76 March 2010 p.22 <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmtran/76/76.pdf> .

<sup>130</sup> House of Commons Transport Committee (Chambre des communes britannique, comité du transport) 'The London Underground and the Public-Private Partnership Agreements' Second Report of Session 2007-08 HC 45 16 January 2008.

<sup>131</sup> 'Fiscal Implications of the Global Economic and Financial Crisis', IMF Staff Position Note. SPN/09/13 June 9, 2009 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0913.pdf>.

<sup>132</sup> Conseil de l'Union européenne. 2940e réunion du Conseil pour les affaires économiques et financières, Bruxelles, 5 mai 2009 9400/09 (Presse 112) [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/en/ecofin/107540.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ecofin/107540.pdf); Conseil de l'Union européenne. Qualité et durabilité des finances publiques – conclusions provisoires du Conseil 8818/09 Bruxelles, 29 avril 2009 <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/09/st08/st08818.en09.pdf> .

<sup>133</sup> Fonds monétaire international 2010 'From Stimulus to Consolidation: Revenue and Expenditure Policies in Advanced and Emerging Economies' April 30, 2010 [www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/043010a.pdf](http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/043010a.pdf) .

<sup>134</sup> Fonds monétaire international 2010 'From Stimulus to Consolidation: Revenue and Expenditure Policies in Advanced and Emerging Economies' April 30, 2010 [www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/043010a.pdf](http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/043010a.pdf) .

<sup>135</sup> Ken Juge 1980 'Is there a 'crisis' in the welfare state?' Directeur adjoint du bureau de recherche sur les services sociaux, University of Kent at Canterbury. <http://www.emeraldinsight.com/journals.htm?issn=0144-333x&volume=1&issue=2&articleid=1660997&show=pdf&PHPSESSID=nrprd2f6qeiusismt1tp71pjt0>. Pour en savoir plus sur les craintes du gouvernement conservateur, voir: <http://www.nationalarchives.gov.uk/cabinetpapers/alevelstudies/1951-conservative-management.htm> .

<sup>136</sup> <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2009/061209.pdf>.

<sup>137</sup> Laura B. Shrestha 2006 *Age Dependency Ratios and Social Security Solvency*. Congressional Research Service October 2006 <http://aging.senate.gov/crs/ss4.pdf> .

<sup>138</sup> 'Slovak health reform sets V4 rolling' Peter Pažitný. *Gesundheit ! The Stockholm Network's Newsletter on Health and Welfare* Volume 1: Issue 4, January 2009.

<sup>139</sup> 'Think-Tank INEKO Criticises Slovakian Healthcare Progress' *Global Insight* July 23, 2008.

<sup>140</sup> Petra Antonova et al 2010 'Czech health two decades on from the Velvet Revolution', *The Lancet* 16 January 2010 Pg. 179 Vol. 375 n°9710.

<sup>141</sup> 'Private hospital operator Hospinvest files for bankruptcy protection', *MTI Econews* April 6, 2009.

<sup>142</sup> [President vetoes three key health bills](#) PAP News Wire, November 26, 2008; [Presidential Veto To Healthcare Reform A Blow To Government's Image; Terrified PSL](#) Polish News Bulletin, December 4, 2008